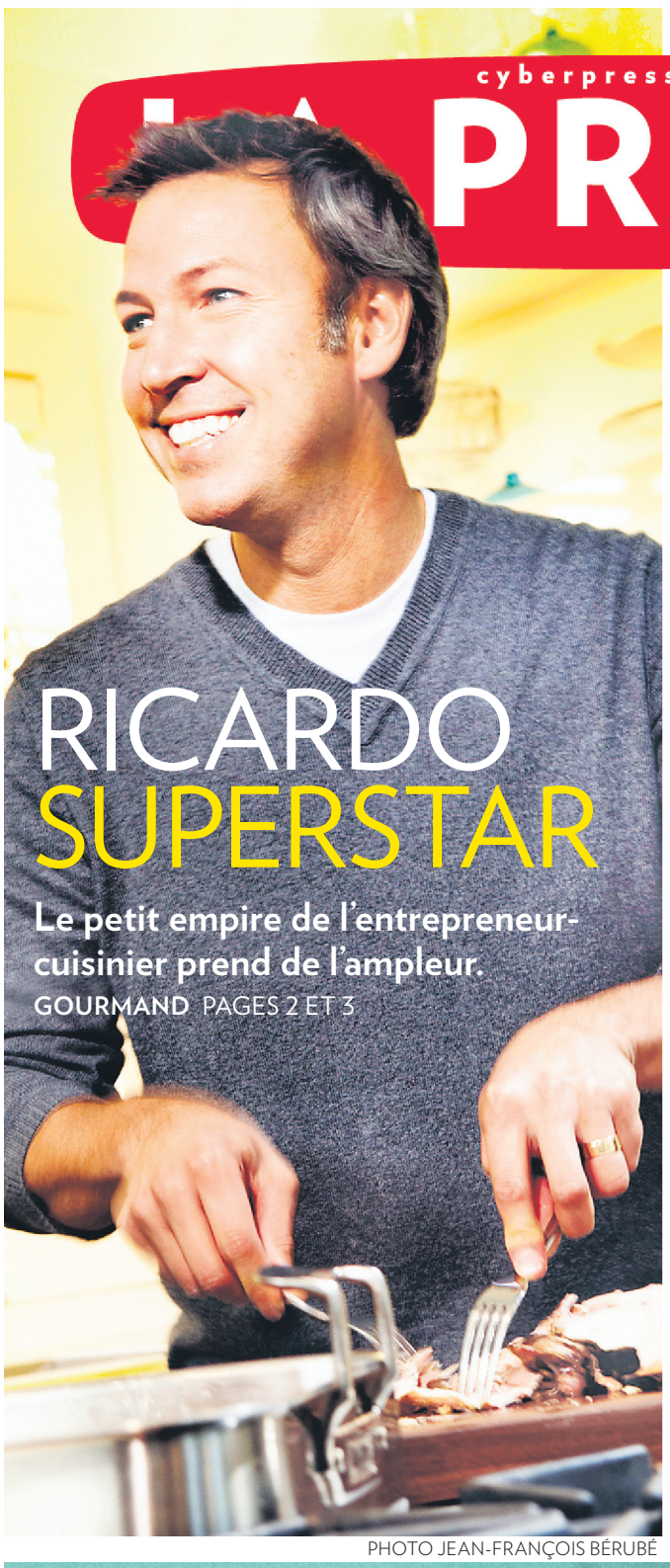
ÉDITION WEEK-END / Montréal samedi 9 avril et dimanche 10 avril 2011 Le plus grand quotidien français d'Amérique
127e année N° 146 186 pages, 12 cahiers

2,07 $ taxes en sus – Édition provinciale **2,15 $**
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE



RICARDO SUPERSTAR

Le petit empire de l'entrepreneur-cuisinier prend de l'ampleur.

GOURMAND PAGES 2 ET 3

PHOTO JEAN-FRANÇOIS BÉRUBÉ

Antoine Pilon et Guillaume Lemay-Thivierge, vedettes de *Frisson des Collines*, en salle le 15 avril.

FRISSON DES COLLINES

L'ÉTÉ DE LA LIBERTÉ

Un film d'enfance et d'amitié nous replonge doucement en 1969.

ANDRÉ DUCHESNE CINÉMA PAGES 6 ET 7

MENU D'HÔTEL À L'HÔPITAL !

Le Centre universitaire de santé McGill offre un service aux chambres à la carte. Une révolution qui a bon goût.

MARIE ALLARD PAGES A2 ET A3

PHOTOMONTAGE , LA PRESSE

ARTS ET SPECTACLES

LA TÉLÉ DES AUTRES

La télé québécoise est de plus en plus conçue à l'étranger.

NATHALIE PETROWSKI PAGES 10 ET 11

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

SONDAGE CROP-*LA PRESSE* > LARRY SMITH

LOIN DE LA LIGNE DES BUTS

L'ancien président des Alouettes est en voie de décevoir les espoirs conservateurs dans Lac-Saint-Louis. PAGE A8

PHOTO MARCO CAMPANOZZI , LA PRESSE

ENTREVUE

« J'AI BOUCLÉ LA BOUCLE »

Mario Tremblay a retrouvé la sérénité. Enfin.

FRANÇOIS GAGNON SPORTS PAGE 5

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

VACANCES/VOYAGE

LA VIE EST BAZAR

Partez à la découverte des plus beaux marchés aux puces du monde. **STÉPHANIE MORIN** PAGES 13 À 15

PHOTO ANDRÉ PICHETTE , LA PRESSE

MON TOIT

4 PERSONNALITÉS, 4 BUREAUX

PAGES 1, 8 ET 9

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
Wajdi Mouawad est en Europe. Est-ce que quelqu'un peut télécharger Skype sur son ordi?

Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

SAM 621 924 456 782

RÉVOLUTION DANS LES MENUS DES HÔPITAUX

MENU À LA CARTE SERVI AUX CHAMBRES

Les hôpitaux du Québec ont jusqu'à mars 2012 pour éliminer la malbouffe de leurs menus. Déjà, le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) innove avec un service alimentaire à la carte, comme à l'hôtel. Est-ce la fin des plateaux peu ragoûtants servis à heure fixe?

Les repas servis au CUSM sont de plus en plus alléchants. À quand la darne de saumon, les crevettes et le riz sauvage?

De 750 à 900 plateaux sont servis sur demande chaque jour, avec un vif succès. Le taux de satisfaction envers les repas est passé de 74% à 94%, une fois le programme Menu à la carte instauré.

MARIE ALLARD

Dès que la faim se pointe, on consulte le Menu à la carte. Omelette florentine le matin? Salade de poulet grillé et mandarines le midi? Sauté à l'orientale le soir? Un coup de fil pour passer la commande et c'est livré à la chambre, en une heure maximum. Cette réalité d'hôtel se vit... au Centre universitaire de santé McGill (CUSM).

« Ici, les patients mangent ce qu'ils veulent, à l'heure qu'ils veulent, dit Martin Lapointe, coordonnateur des services alimentaires et diététiste au CUSM, rencontré dans les cuisines de l'Hôpital général de Montréal. S'ils souhaitent un déjeuner à l'heure du souper, c'est faisable. »

Difficile à croire quand on connaît les plateaux tièdes généralement servis aux malades à heures fixes, mais vrai. « On offre un choix de 38 plats chauds par jour, d'une trentaine de desserts et 600 possibilités de sandwiches, sans aucune friture », énumère Janis Morelli, chef du service de nutrition clinique au CUSM.

C'est à Boston, en 1995, que le programme Menu à la carte a été créé, pour les cancéreux à l'appétit fragile. Premier à l'implanter au Canada en 2005, le CUSM reste le seul à l'offrir au Québec, à 90% de ses patients, les autres étant restreints à une diète liquide.

« C'est pratique : si quelqu'un va faire de la physiothérapie et revient à deux heures, dans un système traditionnel, il aura raté le dîner, indique M. Lapointe. Chez nous, il peut commander et manger dans les 60 minutes qui vont suivre. »

Taux de satisfaction de 94%

De 750 à 900 plateaux sont servis sur demande chaque jour, avec un vif succès. Le taux de satisfaction envers les repas est passé de 74% à 94%, une fois le programme Menu à la carte instauré. Les choix les plus populaires? La cuisse de poulet rôti, le club sandwich à la dinde et le yogourt aux fraises.

Même le célèbre chef Chuck Hugues, du restaurant Garde Manger de Montréal, a apprécié le service lors d'un récent passage à l'Hôpital général comme patient!

« Les gens aiment ça, témoigne Marie-Josée Lefebvre, l'une des techniciennes en nutrition qui prend les commandes téléphoniques. Ce qui est le fun, c'est qu'on peut les conseiller sur les choix à faire, s'ils sont diabétiques, par exemple. Ça pourra leur servir quand ils vont retourner chez eux. »

Impossible, en effet, de commander quatre desserts s'il faut contrôler sa glycémie. Un logiciel compile et analyse les demandes de chacun afin qu'elles correspondent à la diète prescrite.

Gaspillage réduit de 25%

Évidemment, on ne transforme pas une cuisine d'hôpital traditionnelle en service quasi hôtelier sans heurts. « Ç'a été un choc, un défi côté organisation, mais c'est faisable », indique M. Lapointe. Le personnel n'est pas plus nombreux, mais les tâches ont été revues. « On a moins de personnes aux lignes d'assemblage, plus de cuisiniers et de livreurs », explique-t-il.

Des plats comme la casserole de pois chiches sont congelés en portion individuelle, puis réchauffés. D'autres, sautés ou bœuf haché, sont cuits à la minute. « Côté qualité et fraîcheur, c'est de loin supérieur, estime Pierre-Marc Poirier, chef des opérations, croisé en pleine période de pointe du midi. Et la température des mets est plus adéquate. »

Autre avantage : le gaspillage est réduit du quart. « On jette 25% moins de nourriture à la poubelle », dit M. Lapointe. En cas de petite faim, les malades peuvent commander une demi-portion ou se contenter d'un bagel ou d'un fruit.

« Pour les gens hospitalisés pour une courte durée, c'est une belle initiative, qui amène plus de flexibilité, observe Denise Ouellet, professeure en nutrition à l'Université Laval. En plus longue durée, ça devient toutefois comme aller au même resto tous les jours, c'est plus limité. »

« Dans un hôpital, les patients n'ont pas beaucoup le contrôle, fait valoir M. Lapointe. Si au moins ils ont le contrôle sur leur nourriture, c'est une plus-value à leur offrir. » Le Menu à la carte sera implanté au nouvel hôpital du campus Glen, dès son ouverture en 2014.

RÉVOLUTION DANS LES MENUS DES HÔPITAUX

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Plus de 300 000 repas par an sont préparés par les cuisiniers de l'Hôpital général de Montréal. Sauté à l'orientale, poulet au citron, bifteck haché et filet de poisson sauce au basilic sont cuisinés à la minute. « C'est quasiment comme un service d'hôtel », dit Martin Lapointe, coordonnateur des services alimentaires et diététiste au CUSM.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Un choix de salade verte, salade de chou ou tomates et concombres est offert. Si un patient n'en souhaite pas, il n'en commande pas, si bien que le gaspillage de nourriture a été réduit de 25 % avec le Menu à la carte.

Seuls 80 % des établissements ont adopté une politique alimentaire

MARIE ALLARD

Tous les hôpitaux de la province ont jusqu'à mars 2012 pour mener une révolution dans leurs cuisines. Il faut éliminer la friture, les plats trop gras, sucrés et salés. Offrir du poisson, des légumineuses et une variété de fruits et légumes. Même les machines distributrices et les casse-croûte sont touchés par ces règles imposées par Québec.

Ce n'est pas facile. Seuls « 80 % des établissements du réseau ont adopté une politique alimentaire ou sont en voie de le faire », a dit à *La Presse* Nathalie Lévesque, porte-parole du ministère de la Santé et des services sociaux. Le hic : la date limite était mars… 2010. « Un délai a été accordé, en raison de la pandémie de grippe AH1N1 », a expliqué M^me^ Lévesque.

Reste à savoir combien mettront en œuvre ces politiques alimentaires dans le délai prévu (mars 2012). Le pepperoni a disparu des pizzas de l'hôpital de Gatineau, la friteuse de l'hôpital Pierre-Boucher de Longueuil a pris sa retraite et les boissons gazeuses quitteront bientôt l'hôpital de Verdun, ont rapporté les journaux locaux.

Le cadre de référence de Québec, Miser sur une alimentation : une question de qualité, est plus ambitieux encore. En plus d'offrir « des repas et des collations de haute valeur nutritive », les hôpitaux doivent minimiser les impacts des repas sur l'environnement, en favorisant l'achat local et la vaisselle lavable.

Faire trois repas avec six dollars par jour

Denise Ouellet, professeure en nutrition à l'Université Laval et chercheuse au Centre d'excellence sur le vieillissement, juge le plan gouvernemental intéressant. « L'objectif d'éliminer la malbouffe est louable, a-t-elle dit. Mais je déplore qu'il n'y ait pas d'obligation de rencontrer les besoins nutritionnels de tous les patients. »

« C'est bien de servir des repas équilibrés, mais ça ne doit jamais se substituer au plan de soin nutritionnel, a poursuivi Anne Gagné, nouvelle présidente de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec. De moins en moins de patients ont une évaluation nutritionnelle à leur arrivée et c'est malheureux. »

Les hôpitaux disposent à peine de 6 $ à 7 $ par jour pour nourrir un patient, selon M^me^ Ouellet. Au Québec, des CHSLD dépensent aussi peu que 3,50 $ par jour, alors que ceux de l'Ontario ont au minimum 7,50 $ par jour. « Le Ministère a été très clair : pas un sou de plus n'est accordé (avec le nouveau plan), a dénoncé la professeure. Actuellement, l'alimentation est un service de support qui doit coûter le moins cher possible. »

Loin d'être une dépense, les casse-croûte du réseau de la santé sont source de profits : ils ont rapporté 2,2 millions en 2007-2008, d'après le Ministère. Grâce à la vente d'aliments de faible valeur nutritive – comme des hot-dogs – à rentabilité élevée, qui doivent être retirés des menus.

FIN DES LÉGUMES BIOS À L'HÔPITAL JEAN-TALON

Verdir un hôpital n'est pas évident. L'hôpital Jean-Talon a acheté des légumes biologiques pendant quatre ans grâce à Équiterre, mais l'expérience ne sera pas renouvelée cette année. « Le camion de leur fermier s'est brisé », a expliqué Isabelle St-Germain, coordonnatrice générale adjointe d'Équiterre.

Plusieurs obstacles se dressent quand un fermier veut alimenter un hôpital : les volumes produits ne sont pas assez gros, la main-d'œuvre de l'institution est insuffisante pour laver et peler les légumes, la politique d'achat oblige à choisir le plus bas soumissionnaire, etc. Rien d'insurmontable si le gouvernement veut réellement favoriser l'achat local, a plaidé M^me^ St-Germain.

UN MENU À LA CARTE AU FUTUR CHUM

À partir de 2016, le futur CHUM offrira lui aussi un menu à la carte. La distribution de plateaux-repas traditionnels sera toujours assurée. « Mais on souhaite y ajouter un service de type hôtelier, où les patients peuvent commander un repas de leur choix par l'intermédiaire d'un centre d'appel, a dit Lucie Dufresne, conseillère en communication du CHUM. Ce service alimentaire plus personnalisé sera adapté à la fois aux besoins alimentaires et thérapeutiques et aux goûts des patients. »

— Marie Allard

SOMMAIRE

Amusez-vous !	PETITES ANN. **2**	Monde	A **29 à 35**
Astrologie du jour	PETITES ANN. **23**	Petites annonces	PETITES ANN. ET AFFAIRES **4**
Avis et encans	AFFAIRES **12**	Restaurants	GOURMAND **6**
Décès	PETITES ANN. **18 à 21**	Sudoku	AFFAIRES **4**
Emplois	CV **8**	Trait d'union	PETITES ANN. **23**
Forum	A **36 et 37**	Vin	GOURMAND **4 et 5**
Jardiner	MON TOIT **14**		
Loteries	A **29**		

Météo

Nuageux avec percées de soleil, maximum **13**, minimum **6**. CV **8**

OPTIONS MANIA

JUSQU'À 2100$ DE RABAIS SUR LES ENSEMBLES D'OPTIONS + 0% DE FINANCEMENT À L'ACHAT

Berline ALTIMA 2.5 S 2011

À PARTIR DE **23 608$†**

À LA LOCATION **288$/60 mois**** 1750$ comptant initial

PLUS VENDUE QUE L'ACCORD ET LA CAMRY EN 2010‡

FINANCEMENT À L'ACHAT **0% jusqu'à 48 mois‡** + **2100$ DE RABAIS SUR L'ENSEMBLE *DE LUXE**** (valeur 3100$)

CONSOMMATION/100 KM VILLE 9,2 L AUTOROUTE 7,3 L

Berline Altima 3.5 SR illustrée

- Jantes en alliage d'aluminium de 16 po
- Siège du conducteur à 8 réglages électriques
- Volant avec commandes audio intégrées
- Sièges avant chauffants

SENTRA 2.0 2011

À PARTIR DE **14 910$†**

À LA LOCATION **178$/60 mois**** 0$ comptant initial

FINANCEMENT À L'ACHAT **0% jusqu'à 48 mois‡** + **1950$ D'ÉQUIPEMENT SANS FRAIS***

CONSOMMATION/100 KM VILLE 8,5 L AUTOROUTE 6,5 L

Sentra 2.0 SL illustrée

L'ENSEMBLE *OPTION PLUS* COMPREND

- Jantes en alliage d'aluminium et pneus de 16 po
- Climatisation avec microfiltre
- Télédéverrouillage des portières sans clé

VERSA à hayon 1.8 S 2011

À PARTIR DE **14 160$†**

À LA LOCATION **158$/60 mois**** 1100$ comptant initial

FINANCEMENT À L'ACHAT **0% jusqu'à 48 mois‡** + **1400$ D'ÉQUIPEMENT SANS FRAIS***

CONSOMMATION/100 KM VILLE 7,9 L AUTOROUTE 6,3 L

Versa à hayon 1.8 SL illustrée

L'ENSEMBLE *OPTION PLUS* COMPREND

- Climatisation avec microfiltre
- Télédéverrouillage des portières sans clé

VERSA berline 1.6 S 2011

Versa berline 1.6 S illustrée

MAINTENANT EN STOCK.

À PARTIR DE **9568$** + **FRAIS DE TRANSPORT, PRÉPARATION ET AUTRES (1412$)** = PRIX TOUT INCLUS **10 980$†**

- Sièges arrière rabattables à plat séparément 60/40
- Système de coussins gonflables perfectionné de Nissan
- Verrouillage électrique des portières
- Glace électrique

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE NISSAN DÈS AUJOURD'HUI. OUVERT JUSQU'À 21H LES SOIRS DE SEMAINE▲▲ **nissan.ca**

OBTENEZ JUSQU'À **1%** DE RÉDUCTION DE TAUX D'INTÉRÊT SUR CERTAINS MODÈLES AVEC LE PROGRAMME DE FIDÉLISATION PRÉFÉRENTIELLE¹

INNOVER POUR TOUS, C'EST LE GROS BON SENS

† Prix de vente à partir de 23 608$ pour l'Altima 2.5 S 2011 (T4RG51 AA00), transmission manuelle / 31 708$ pour l'Altima 3.5 SR 2011 telle qu'illustrée (T4SG11 AA00), transmission CVT / 14 910$ pour la Sentra 2.0 2011 (C4LG51 AA00), transmission manuelle / 22 830$ pour la Sentra 2.0 SL 2011 telle qu'illustrée (C4TG11 AA00), transmission CVT /14 160$ pour la Versa à hayon 1.8 S 2011 (B5LG51 AA00), transmission manuelle / 17 660$ pour la Versa à hayon1.8 SL 2011 telle qu'illustrée (B5RG51 AA00), transmission manuelle / 10 980$ pour la Versa berline 1.6 S 2011 (B4BG51 AA00), transmission manuelle. Tous les prix comprennent les frais de transport et de prélivraison, les taxes sur l'air climatisé, les taxes sur les pneus et les rabais du manufacturier. Taxes, immatriculation et assurance en sus. ‡0% de financement à l'achat jusqu'à 48 mois disponible pour les modèles neufs de l'Altima 2.5 S 2011 (T4RG51 AA00) / Altima 3.5 SR 2011 telle qu'illustrée (T4SG11 AA00) / Sentra 2.0 2011 (C4LG51 AA00) / Sentra 2.0 SL 2011 telle qu'illustrée (C4TG11 AA00) / Versa à hayon 1.8 S 2011 (B5LG51 AA00) / Versa à hayon1.8 SL 2011 telle qu'illustrée (B5RG51 AA00) : basé sur un prix de vente de 23 608$/31 708$/14 910$/22 830$/14 160$/ 17 660$ à un taux de crédit de 0%/0%/0%/0%/0%/0%/0% jusqu'à 48/48/48/48/48/48/48 mois représente une mensualité de 491,83$/660,58$/310,63$/475,63$/295,00$/367,92$ avec 0$/0$/0$/0$/0$/0$/0$ de comptant initial. Frais de crédit de 0$/0$/0$/0$/0$/0$ pour une obligation totale de 23 608$/31 708$/14 910$/22 830$/14 160$/ 17 660$. *L'offre de rabais sur les ensembles est seulement applicable à l'achat ou à la location d'une nouvelle Versa à hayon 1.8S/Sentra 2.0/Altima 2.5S (excluant le modèle Coupé et hybride). Les consommateurs peuvent également choisir de recevoir le rabais de 1400$ / 1950$ / 2100$. Le rabais sera déduit du prix négocié avant les taxes et peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat. Le coût total de l'Ensemble De Luxe de l'Altima est de 3100$ et comprend le toit ouvrant vitré électrique à glace coulissante et entrebâillable d'une valeur de 1000$ que le consommateur devra débourser pour profiter de l'Ensemble De Luxe. Les ensembles sans frais comprennent les équipements et options énumérés dans la publicité relativement à chaque véhicule. Les équipements seront installés chez le concessionnaire. **Offre de location pour l'Altima 2.5 S 2011 (T4RG51 AA00) / Altima 3.5 SR 2011 telle qu'illustrée (T4SG11 AA00) / Sentra 2.0 2011 (C4LG51 AA00) / Sentra 2.0 SL 2011 telle qu'illustrée (C4TG11 AA00) / Versa à hayon 1.8 S 2011 (B5LG51 AA00) / Versa à hayon1.8 SL 2011 telle qu'illustrée (B5RG51 AA00). Mensualités de 288$/431$/178$/310$/158$/238$ pour des termes de 60/84/60/84/60/84 mois avec 1750$/0$/0$/0$/1100$/0$ de comptant initial. Basé sur une allocation de 24 000 km par année avec 0,10 $/km supplémentaire. L'obligation totale de location est 19 034$/36 284$/10 709$/26 125$/10 584$/20 209$. ‡, *, **, † Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Les concessionnaires peuvent fixer leurs propres prix. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger un véhicule. Voyez votre concessionnaire pour tous les détails. Les offres de financement sont disponibles uniquement auprès de Nissan Canada Finance pour un temps limité, sont sujettes à l'approbation de crédit, sont exclusives, ne peuvent être jumelées à aucune autre offre et peuvent faire l'objet de changements sans préavis. Les prix peuvent faire l'objet de changements sans préavis et ne peuvent pas être jumelés à aucune autre offre. Les prix incluent le rabais du manufacturier. 2Au Canada, en 2010, il s'est vendu davantage de Nissan Altima 2010 que de Honda Accord 2010 ou de Toyota Camry 2010, dans la catégorie des véhicules intermédiaires. Ces données sont basées sur les statistiques de ventes 2010. La comparaison est basée sur le nombre total d'unités vendues en 2010. ▲▲Chez les concessionnaires participants. Les noms, logos, slogans, noms de produits et noms des caractéristiques de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co. Ltd. ou à ses filiales nord-américaines. 1 Programme de fidélisation préférentielle : Si vous louez ou financez présentement votre véhicule Nissan chez nous, vous bénéficiez peut-être déjà d'une location ou d'un financement préautorisé pour votre prochain véhicule Nissan neuf. La réduction de taux pouvant atteindre 1 % s'applique uniquement aux modèles Sentra, Rogue, Maxima, coupé et berline Altima (sauf la version hybride) 2011 neufs. La réduction s'appliquera au taux en vigueur offert par Nissan Canada Finance au moment de l'achat et ne peut réduire le taux à moins de 0 %. Consultez votre concessionnaire Nissan pour connaître tous les détails du programme.

Les fraises

PIERRE FOGLIA
CHRONIQUE

Je vous envoie le dossier, me dit la dame au téléphone.

Ça fait 20 minutes que j'essaie de la décourager de le faire. Je lui jure que personne, absolument personne, ne veut connaître l'histoire de la gravière-sablière de la rue Spencer à Abercorn. On est déjà bien occupé avec le gaz de schiste, les éoliennes, Gentilly, le pont Champlain, on n'a vraiment pas besoin d'une histoire de sablière, et d'ailleurs, c'est où Abercorn?

Elle me l'a envoyé pareil, son dossier. Cinquante pages. Avec les annexes, 80. Permettez que je le résume en trois mots, madame? Quatre? En passant, je la connaissais, votre histoire. L'été dernier, j'ai même passé exprès à vélo, devant votre gravière, j'ai compté les camions qui m'ont doublé: huit.

Donc, c'est l'histoire d'un type qui veut exploiter une carrière de gravier sur son terrain. Ce qui lui serait refusé s'il présentait la chose ainsi.

Alors il raconte à la Commission du territoire agricole qu'il veut niveler son terrain à des fins agricoles, il parle même d'une fraisière. Quelle bonne idée, approuve le maire d'Abercorn, on n'aurait jamais pu lui donner un permis pour exploiter un pit de gravelle, mais pour améliorer le rendement de la surface agricole, yessss.

Yessss, dit aussi la Commission du territoire agricole qui donne sa bénédiction.

Yessss, dit le ministère du Développement durable qui, je cite, approuve l'exploitation d'une sablière «avec autorisation de tamisage afin d'améliorer le rendement agricole par l'enlèvement d'un surplus de sable afin d'y planter éventuellement des bananiers». Les bananiers, c'est moi qui les rajoute, tant qu'à rire du monde, allons-y gaiement.

Yessss, dit l'UPA.

Notez que tous ces gens savent très bien qu'il s'agit d'exploiter une gravière. Territoire agricole mon cul, jamais une fraise ne poussera sur ce terrain-là. Ils le savent aussi bien que moi. Ils savaient aussi qu'au bout de trois ans, la durée du permis, le marchand de gravelle demanderait une extension. Trois ans, c'était pas assez, on le comprend, trois ans à travailler tous les jours du début du printemps à la fin de l'automne, y compris le samedi et le dimanche (ce qu'interdisait le permis), des milliers de camions de gravelle sur le chemin, c'était pas assez pour niveler son terrain.

On n'est tout de même pas pour empêcher un brave paysan d'améliorer le territoire agricole?

Cela fait mille fois que j'y reviens. Et je vais y revenir encore et encore. Il n'y a aucune foutue raison pour que cette dame fasse les frais du progrès.

Parce que c'est ce qu'on nous dit quand on raconte ce genre d'histoire: vous êtes contre le progrès, M. Foglia?

Non. Je suis pour que la communauté qui en bénéficie en répartisse aussi, le plus équitablement possible, les inconvénients et le prix. Ce n'est pas équitable que la maison de cette dame soit dévaluée d'un coup de 200 000$ à cause de la gravière.

Pourquoi elle? Pourquoi pas la maison de M. Charest? Pourquoi pas celle de Lulu? Pourquoi pas celle du président de la chambre de commerce? Du ministre du Développement durable, du maire d'Abercorn? Du président de la CPTAQ?

Je suis aussi pour que la loi soit la même pour tout le monde. Si c'était un ministre qui habitait la maison de la dame, y'en aurait pas eu de pit de gravelle. Il aurait appelé à la CPTAQ: réveillez-vous, c'est pas une fraisière, c'est un pit de gravelle.

Vous avez bien fait de nous alerter, monsieur le ministre.

■■■

PHOTOS — La photo un, la jeune femme en noir, a été prise dans un centre pour femmes où l'on donnait ce jour-là un cours de couture.

La photo deux a été prise au même endroit dans la cour de ce centre pour femmes. Sur un immense panneau, cette pub d'une multinationale qui vend des cellulaires. La responsable du centre qui me reconduisait s'est grandement étonnée de mon intérêt: vous devez avoir les mêmes au Canada, non?

Exactement les mêmes, pour annoncer aussi des portables ou des crèmes de nuit.

Quel rapport avec l'Irak?

Aucun, madame. Le rapport est à la beauté. Photo un, ce qu'elle est. Photo deux, ce qu'elle devient quand on l'arrange: d'une invraisemblable vulgarité.

Deux photos prises au même endroit, à cinq minutes d'intervalle dans un pays submergé d'horreurs qui finiront bien par cesser. Mais pas celle-là. Parce que celle-là relève d'une guerre mondiale perdue à jamais: la guerre du goût.

■■■

MEURTRE — C'est dans ce même centre qu'une toute jeune veuve m'a raconté son histoire en deux mots, c'était il y a trois ans, jeune mariée, elle regardait la télévision avec son mari dans le salon, trois hommes armés sont entrés, ils ont emmené son mari, elle ne l'a jamais revu.

Pour la consoler, je lui ai raconté l'histoire de cette amie à Montréal, jeune mariée aussi, elle regardait la télévision avec son mari dans le salon, son mari ne s'est jamais fait enlever ni rien, 30 ans plus tard elle regarde toujours la télévision avec son mari dans le salon.

Photo un

Photo deux

ACTUALITÉS

Cantat ne jouera pas au TNM

Lorraine Pintal et Wajdi Mouawad reculent devant l'ampleur de la polémique

JEAN SIAG

L'ex-chanteur de Noir Désir, Bertrand Cantat, ne jouera pas dans le *Cycle des femmes* de Sophocle sur la scène du Théâtre du Nouveau Monde, pas plus que sur la scène du Centre national des arts à Ottawa, a annoncé hier la directrice artistique du TNM Lorraine Pintal, lors d'un court point de presse.

M^me^ Pintal a expliqué aux médias que la décision avait été prise conjointement avec Wajdi Mouawad et ses compagnies Abé Carré Cé Carré et Au carré de l'hypoténuse, qui produisent le spectacle. « Il est assuré à cette heure que Bertrand Cantat ne jouera pas sur les scènes québécoise et canadienne », a-t-elle laissé tomber après avoir fait un retour sur les événements de la semaine. « C'est sûr que notre décision a été teintée par la difficulté pour M. Cantat d'entrer au pays », a-t-elle précisé.

Mercredi, la ministre fédérale responsable de la région de Québec, Josée Verner, a affirmé que sa formation politique n'accorderait pas de permis de séjour temporaire à M. Cantat. Officiellement interdit de territoire jusqu'en 2017, Bertrand Cantat a bel et bien mis les pieds au pays en 2010 pour travailler sur le *Cycle des femmes*, a confirmé la directrice artistique et générale du TNM. « Il est venu ici pour enregistrer la musique de la pièce *Ciels* et pour travailler sur le *Cycle des femmes*. J'étais donc loin de me douter que M. Cantat ne pouvait fouler le sol canadien », a-t-elle souligné.

Quel sort pour la pièce ?

Quant à savoir si la pièce conclura, comme prévu, la programmation de la 60^e^ saison du TNM au mois de mai 2012, Lorraine Pintal a renvoyé la balle à Wajdi Mouawad, présentement en France, resté muet depuis le début de la controverse sur la présence de Cantat, qu'il a engagé comme compositeur et interprète des chœurs du *Cycle des femmes*.

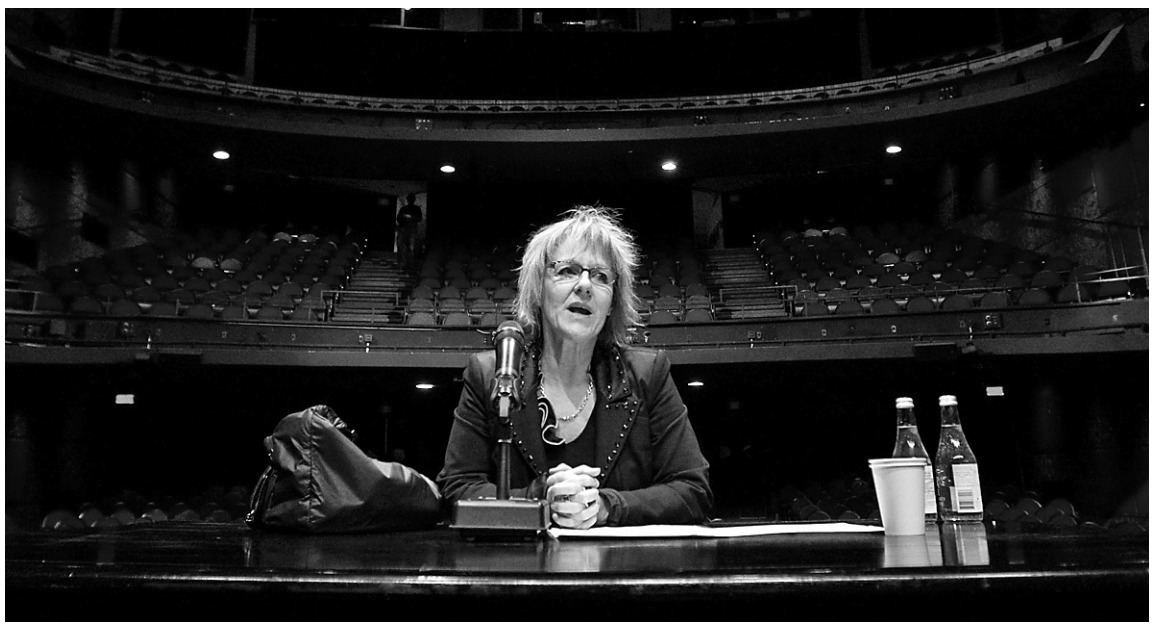


PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

« La décision de présenter la pièce à Montréal et à Ottawa sans Bertrand Cantat sera prise par Wajdi Mouawad », a indiqué hier la directrice artistique du TNM, Lorraine Pintal, qui a défendu seule le projet artistique du metteur en scène.

« Certains diront que j'ai manqué de flair, mais je peux vous dire que je travaille dans un milieu ouvert habitué aux propositions qui dérangent. Maintenant, je comprends que la présence physique de Bertrand Cantat détournerait l'attention du public de cette proposition artistique. » — Lorraine Pintal, du TNM

« La décision de présenter la pièce à Montréal et à Ottawa sans Bertrand Cantat sera prise par Wajdi Mouawad », a indiqué celle qui a défendu seule le projet artistique du metteur en scène. À titre de directeur artistique du Centre national des arts (CNA), Mouawad sera à Ottawa le 18 avril pour annoncer la programmation de la saison prochaine. C'est à ce moment qu'il annoncera sa décision. S'il décide de ne pas présenter la pièce au mois de mai 2012, la directrice artistique en programmera une autre. « Cinq pièces seront au programme quelle que soit la décision finale de Wajdi Mouawad », a-t-elle dit en s'adressant aux abonnés.

Regrets

Lorraine Pintal a déploré l'ampleur qu'a prise l'annonce de la participation de Cantat, exprimant dans le même souffle ses regrets à tous ceux qui auraient été blessés ou choqués par l'appui du TNM au projet. « Comme directrice artistique du TNM, je dois être à l'écoute de la population et je suis très sensible à tout ce qui a été dit sur le sujet, à la fois comme femme, artiste et citoyenne. Mais le débat a dépassé la mission du TNM », a-t-elle dit, faisant référence aux nombreuses réactions provenant de la classe politique québécoise et canadienne.

M^me^ Pintal a insisté sur le fait qu'elle n'avait jamais exercé de censure sur les projets proposés par les metteurs en scène, « surtout lorsque le TNM agit comme diffuseur ». « J'ai accepté le choix artistique de Wajdi, parce que je le trouvais fort. Je lui ai fait entièrement confiance. Certains diront que j'ai manqué de flair, mais je peux vous dire que je travaille dans un milieu ouvert habitué aux propositions qui dérangent. Maintenant, je comprends que la présence physique de Bertrand Cantat détournerait l'attention du public de cette proposition artistique. »

La décision du TNM n'engage évidemment pas les maisons de productions françaises qui ont programmé le spectacle sur les scènes européennes « avec » Bertrand Cantat, à commencer par le Théâtre d'Athènes qui doit présenter la pièce en première mondiale au mois de juin. Hier, la compagnie française de Wajdi Mouawad, Au carré de l'hypoténuse, a publié un communiqué annonçant la décision de Cantat de ne pas jouer au festival d'Avignon à l'été.

« En apprenant la programmation des lectures de Jean-Louis Trintignant en Avignon, puis sa décision de ne pas être présent lors du Festival, Bertrand Cantat a choisi, pour des raisons personnelles et par respect pour la douleur de Jean-Louis Trintignant, de ne pas participer aux représentations de la pièce *Des femmes* lors du festival d'Avignon », peut-on lire.

Bertrand Cantat, faut-il le rappeler, a reçu une peine de huit ans de prison en 2004 pour avoir battu à mort sa compagne, l'actrice Marie Trintignant. Il a purgé la moitié de sa peine avant de bénéficier d'une mise en liberté conditionnelle en 2007. Sa peine a officiellement pris fin l'été dernier.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

Quand la vérité devient « dégoûtante »

YVES BOISVERT
CHRONIQUE

Quelle blague. Un candidat libéral dit la simple vérité sur la justice criminelle et ça devient une « gaffe ».

Des propos « inacceptables » et « dégoûtants », selon Michael Ignatieff, qui réclame immédiatement des excuses. Et qui les obtient.

L'époque est aux peines automatiques, à la « tolérance zéro » et au prêt-à-porter judiciaire. Malheur à qui rame à contre-courant en pleine campagne électorale.

Ce candidat supposément gaffeur est John Reilly, juge qui a pris sa retraite pour se présenter contre un conservateur dans un coin de l'Alberta où il n'a aucune chance d'être élu (son opposant a gagné avec 73 % des votes en 2008…).

Le juge Reilly venait de se faire taper sur les doigts par le Conseil de la magistrature pour un livre qu'il a écrit sur une nation indienne où il a souvent siégé dans ses 33 ans de magistrature. Il y accuse le conseil de bande de corruption, dénonce également le manque de ressources de services sociaux et d'éducation. Le Conseil lui a dit comme de raison qu'un juge n'a pas à se lancer dans des controverses publiques, et que si c'est ce qu'il veut faire, mieux vaut accrocher sa robe.

Il l'a accrochée.

Mais ce n'est pas ce qu'il a dit des Stoney Nakoda qui embête Michael Ignatieff. C'est ce qu'il a dit de la justice criminelle conservatrice.

■■■

La semaine dernière, dans le *Calgary Herald*, l'ex-juge déclarait qu'il n'en pouvait plus de garder le silence sur les orientations conservatrices.

Comme bien des juges au Canada, il en a marre de l'américanisation du droit criminel promue par les conservateurs.

Peines minimales automatiques, emprisonnements plus longs, tout ça envoie inutilement des gens en prison, fait exploser les coûts et n'améliore nullement la sécurité publique.

À une station de radio albertaine, il a dénoncé la stupidité des peines minimales automatiques.

« Il y a agression sexuelle et agression sexuelle », dit-il. En effet, un simple toucher sexuel non voulu est une « agression sexuelle », tout comme un viol. Il va de soi qu'on ne les punira pas de la même manière.

Et Reilly de donner l'exemple d'un jeune homme d'une vingtaine d'années qui se réveille après un *party* bien arrosé à côté de sa copine nue. Il lui caresse « les parties privées », dit-il, elle se réveille et lui dit de s'en aller et il s'en va. « Je ne crois pas que dans ces circonstances ce jeune homme devrait être envoyé au pénitencier pour trois ans », dit le juge.

L'époque est aux peines automatiques, à la « tolérance zéro » et au prêt-à-porter judiciaire. Malheur à qui rame à contre-courant en pleine campagne électorale.

Voilà pour les propos « dégoûtants ». C'est pourtant tout à fait juste : pour les fraudes comme pour les agressions sexuelles, tous les crimes ne sont pas de la même gravité.

Mais dès qu'il est question d'agression sexuelle, personne ne veut être pris en flagrant délit de banalisation. Alors on l'a cloué au pilori.

Pourtant, depuis toujours, au Canada, la loi prévoit pour presque tous les crimes une peine maximale, mais pas de minimum. Selon la gravité du cas, selon les caractéristiques de l'accusé, la peine sera plus ou moins sévère. Elle vise l'individu bien précis, pas la catégorie de crime.

Cela entraîne des disparités dans les sentences, ce que n'aiment pas les amateurs de justice uniforme et uniformément sévère en toutes circonstances.

Même Jack Layton en a rajouté en disant que de tels propos pouvaient pousser les jeunes hommes sur une pente funeste. Il n'y a pas à dire, tout le monde joue à droite…

■■■

Pourtant, de partout, on entend des signaux d'alarme. Il y a un an et demi, un juge très respecté en Ontario, David Cole, a dénoncé l'improvisation à l'américaine, le durcissement et la politisation du droit criminel canadien.

Aux États-Unis, la crise est majeure : surpopulation carcérale et explosion des coûts… sans parler de peines indûment longues au nom du « three strikes you're out » et des lignes directrices pour les sentences.

On n'en est pas là, mais le virage est très évident avec l'augmentation du nombre de peines minimales. C'est une tentation conservatrice à laquelle les autres partis ne semblent pas capables de résister.

Les peines infligées au Canada, quand on les compare à ce qui se pratique en Occident (hors É.-U.), sont pourtant plutôt sévères.

■■■

Le 24 mars, le juge Valmont Beaulieu, de la Cour du Québec, a déclaré inconstitutionnelle une modification du Code criminel qui l'empêchait d'accorder une peine avec sursis à un jeune homme coupable d'avoir participé à une course de rue en voiture qui a fait un mort (l'autre automobiliste « courseur » a fait un accident et s'est tué).

Dans un jugement fleuve de 137 pages, il en vient à la conclusion qu'on l'obligerait à infliger une peine cruelle et inusitée. C'est un jugement incroyablement touffu et il n'est pas certain qu'il soit maintenu en appel. Mais il témoigne lui aussi du ras-le-bol de l'appareil judiciaire face aux mesures conservatrices qui visent à menotter la discrétion judiciaire.

John Reilly, juge 33 ans durant, est parfaitement bien placé pour donner son point de vue. Il ne banalise rien. Il souligne simplement la très ancienne et très juste méthode qui consiste à bien peser la gravité de chaque crime, d'évaluer chaque accusé.

Si c'est devenu « dégoûtant » d'en parler, on a un gros problème devant nous…

EN BREF

Arcade Fire appelle les Canadiens à voter contre les conservateurs

Le groupe Arcade Fire sonne la charge contre le Parti conservateur. Dans un message publié sur son site internet, la formation musicale rappelle aux Canadiens que l'heure du vote approche. En fait, Win Butler, Régine Chassagne et leurs acolytes profitent surtout de cet appel au vote pour critiquer vertement les orientations du gouvernement Harper. Arcade Fire fait valoir que le chef actuel a été à l'origine « d'initiatives plutôt destructrices » qui ont été menées au nom de tous les Canadiens. Le Canada, soutient Arcade Fire, est encore un « pays bien » qui mérite d'être défendu. Le groupe s'en prend notamment au bilan environnemental du gouvernement Harper. Deux hyperliens figurant sur la page mènent notamment les lecteurs à une galerie de photos du « désert boréal albertain » engendré par l'exploitation des sables bitumineux et à un article du réseau CBC dans lequel il est écrit que Stephen Harper a qualifié de « coup monté socialiste » le protocole de Kyoto. —La Presse Canadienne

Le PQ et le Bloc dénoncent le refus de Harper de financer un nouveau pont Champlain

Le Parti québécois et le Bloc québécois dénoncent le refus du chef conservateur Stephen Harper de s'engager à financer la construction d'un nouveau pont Champlain. Les deux formations, qui demandent aux gouvernements fédéral et provincial d'annoncer la construction d'un nouveau pont dans les plus brefs délais, reprochent aux conservateurs de mettre en péril la sécurité des citoyens qui empruntent la structure actuelle. La chef péquiste Pauline Marois en a profité pour accuser le gouvernement fédéral d'avoir une politique de deux poids deux mesures face au Québec, puisque ce même Stephen Harper est prêt à avancer 550 millions pour la construction d'un nouveau pont entre Windsor, en Ontario, et Detroit, au Michigan. Le candidat bloquiste dans Jeanne-Le Ber, Thierry Saint-Cyr, a de son côté reproché au ministre des Transports Chuck Strahl d'avoir menti en prétendant que le pont Champlain était tout à fait sécuritaire alors qu'il avait en mains des études démontrant le contraire. — La Presse Canadienne

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

PHOTO GRAHAM HUGHES, LA PRESSE CANADIENNE

Dans Lac-Saint-Louis, le candidat du Parti conservateur, Larry Smith, a 20 points de retard sur son adversaire libéral.

PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

Thomas Mulcair et le NPD sont en voie de garder Outremont, selon CROP.

Mulcair en avance dans Outremont

Larry Smith n'arriverait pas à faire percer les conservateurs dans l'île de Montréal, selon un sondage

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — **Thomas Mulcair est en train de faire d'Outremont un bastion du NPD au Québec. Et tout indique que l'ancien président des Alouettes de Montréal Larry Smith sera incapable de permettre au Parti conservateur de faire la percée tant attendue dans la métropole.**

Un sondage CROP réalisé pour le compte de *La Presse* dans deux circonscriptions de la région de Montréal démontre que le NPD tient facilement le coup dans Outremont et que le Parti libéral sera en mesure de repousser sans grande difficulté les efforts du Parti conservateur de s'implanter dans l'île.

Dans la circonscription d'Outremont, le député sortant et candidat néo-démocrate Thomas Mulcair jouit d'une confortable avance sur son adversaire libéral, l'ancien ministre de la Justice Martin Cauchon. M. Mulcair récolte en effet 47 % des appuis après répartition proportionnelle des indécis (15 %) tandis que M. Cauchon, qui a représenté Outremont aux Communes de 1993 à 2004, recueille 27 % des intentions de vote.

La candidate du Bloc québécois, Élise Daoust, arrive loin derrière avec 14 % alors que le porte-étendard du Parti conservateur, Rodolphe Husny, doit se contenter d'un maigre 7 %.

Si les résultats de ce sondage réalisé auprès de 501 personnes du 5 au 7 avril se confirment le 2 mai, Thomas Mulcair, élu dans le cadre d'une élection partielle en septembre 2007, éclipsera facilement son score de 39 % obtenu aux élections générales d'octobre 2008. Son adversaire libéral de l'époque, Sébastien Dhavernas, avait réussi à obtenir 33 % des suffrages.

Pour le sondeur Youri Rivest, de la firme CROP, ces résultats démontrent que la victoire de Thomas Mulcair dans Outremont en 2007 n'était pas un accident de parcours. Depuis lors, il n'a fait que solidifier ses appuis dans cette circonscription longtemps détenue par les libéraux.

« M. Mulcair a déjà gagné deux fois et son avance est très solide. Ce qui est étonnant, c'est que les électeurs d'Outremont connaissent M. Cauchon, mais ils ne votent pas pour lui. Ce n'est pas tant M. Cauchon que la marque libérale qui est en difficulté au Québec. On dirait que le Parti libéral n'est plus le parti des fédéralistes, mais le parti des électeurs anglophones », a analysé M. Rivest.

Il a ajouté que M. Mulcair est en mesure de rallier presque tous les votes de gauche à sa cause dans Outremont, les appuis au Bloc québécois étant négligeables.

Dans la circonscription de Lac-Saint-Louis, le député sortant et candidat libéral Francis Scarpaleggia ne semble pas menacé même si le Parti conservateur a réussi à convaincre Larry Smith de défendre ses couleurs.

En effet, M. Scarpaleggia recueille 46 % des intentions de vote après une répartition proportionnelle des 13 % d'indécis, soit 20 points de pourcentage d'avance sur M. Smith (26 %).

Le candidat du NPD, Alain Ackad, obtient pour sa part l'appui de 12 % des électeurs alors que le candidat bloquiste Éric Taillefer doit se contenter de 6 %.

Si les résultats de ce sondage réalisé également auprès de 500 personnes du 4 au 7 avril se concrétisent, M. Scarpaleggia obtiendra essentiellement le même score qu'aux élections de 2008. Il représente cette circonscription aux Communes depuis 2004.

« À l'évidence, la candidature de M. Smith n'a pas eu d'impact. Les gens n'ont pas porté attention à sa candidature. Comme en 2008, les conservateurs votent conservateur et les libéraux votent libéral, peu importe le candidat », a dit M. Rivest.

Depuis le début de la campagne électorale, M. Smith s'est attiré les foudres à deux reprises pour avoir tenu des propos controversés.

D'abord la semaine dernière, il a affirmé au quotidien *Le Devoir* que la défense du français n'était plus à l'ordre du jour des jeunes Québécois, qui préféraient se tourner vers le monde.

Et cette semaine, il a déclaré à La Presse Canadienne qu'il est « normal » pour une circonscription représentée par un député conservateur de recevoir davantage d'argent d'Ottawa.

La dernière fois que les conservateurs ont réussi à faire élire un député dans l'île de Montréal remonte à 1988. Brian Mulroney était alors chef du Parti progressiste-conservateur.

La marge d'erreur de ce coup de sonde est de plus ou moins 4,4 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

SONDAGE CROP — *LA PRESSE*

INTENTIONS DE VOTE (Après répartition proportionnelle)

OUTREMONT

	Total (n=409 — 100%)	Résultats des élections de 2008
BQ	14 %	13 %
PLC	27 %	33 %
PCC	7 %	11 %
NPD	47 %	39 %
PV	5 %	4 %
Autre	—	0 %

INTENTIONS DE VOTE (Après répartition proportionnelle)

LAC-SAINT-LOUIS

	Total (n=409 — 100%)	Résultats des élections de 2008
BQ	7 %	6 %
PLC	46 %	46 %
PCC	26 %	24 %
NPD	12 %	16 %
PV	8 %	8 %
Autre	1 %	—

MÉTHODOLOGIE DU SONDAGE : La collecte de données au téléphone s'est déroulée du 4 au 7 avril 2011. Un total de 500 questionnaires ont été remplis. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte des circonscriptions d'Outremont et de Lac-Saint-Louis selon le sexe, l'âge et la langue maternelle. Notons qu'un échantillon probabiliste de cette taille (n=500) comporte une marge d'erreur maximale de +/-4,4 points de pourcentage.

Non, ce n'était pas une « fluke »

VINCENT MARISSAL

CHRONIQUE

Si la tendance se maintient, comme disait ce bon vieux Bernard Derome, il semble bien que les conservateurs vont devoir se priver, une fois de plus, de députés à Montréal.

Arrivé sur la scène fédérale en grande pompe, le candidat-vedette Larry Smith est aujourd'hui bien loin de la zone des buts dans la circonscription de Lac-Saint-Louis.

Première constatation de ces deux coups de sonde dans des circonscriptions ciblées: le Parti conservateur, qui réussit à maintenir ses appuis en région, reste une force marginale dans la métropole.

Cela est de mauvaise augure pour Montréal si Stephen Harper décroche une majorité. Je ne suis pas en train de vous dire de voter conservateur (ce n'est pas mon rôle de vous dire pour qui voter, vous mettez votre X où bon vous semble, ça ne me regarde pas), mais il est évident qu'une telle situation créerait un fossé entre Montréal et le gouvernement fédéral. Déjà que c'est difficile quand Montréal compte quelques membres autour de la table décisionnelle (ça fait combien de temps que l'on attend l'échangeur Dorval?), ça ne peut qu'être pire sans un seul représentant.

Larry Smith s'est peut-être mis le pied dans la bouche une deuxième fois en deux semaines en déclarant que les circonscriptions au pouvoir sont mieux traitées que les autres, mais le fait est qu'il a dit une évidence. Malheureusement.

On peut comprendre toutefois les Montréalais de ne pas être attirés par le PCC, qui n'a pas jugé bon de créer un programme précis pour la deuxième ville en importance du Canada et qui parachute, pour les deuxièmes élections de suite, un sénateur-candidat dans une circonscription supposément prenable.

S'ils avaient réellement des visées à Montréal, les conservateurs auraient, au moins, choisi un slogan différent de celui utilisé en province (« Ma région au pouvoir »). « Ma ville au pouvoir » aurait été plus approprié.

Deuxième constatation de ces deux sondages: la soirée électorale s'annonce longue pour les libéraux au Québec.

Fragilisés ici depuis quelques années, les libéraux ont tout de même espoir de reprendre quelques sièges perdus et Outremont est deuxième sur cette liste (après Ahuntsic). Or la reconquête d'Outremont s'annonce extrêmement difficile, même avec Martin Cauchon, longtemps considéré par les libéraux comme le seul candidat capable de déloger Thomas Mulcair.

En entrevue éditoriale à *La Presse* avec son chef Jack Layton, la semaine dernière, Thomas Mulcair ne paraissait pas du tout inquiet des résultats du 2 mai. « Martin Cauchon s'est fait élire la dernière fois dans ce comté en 2000, il y a 11 ans, ça fait longtemps, nous a-t-il dit. Maintenant, le député d'Outremont, c'est moi. Quand je suis rentré, dans une partielle en 2007, ce n'était pas une fluke. »

Dans cette circonscription multiethnique qui compte aussi un grand nombre de francophones à Outremont même et de jeunes dans sa partie du Mile End, Thomas Mulcair a l'avantage d'être fédéraliste pour les uns et juste assez nationaliste pour les autres.

Le fait qu'il représente le NPD et qu'il ait tenu tête à Jean Charest lorsqu'il était son ministre de l'Environnement le rend sympathique à bien des électeurs.

De plus, sa position récente en faveur d'un renforcement de la loi 101 ne nuira pas parmi les électeurs francophones de la circonscription.

Martin Cauchon, lui, va devoir se retrousser les manches. Des organisateurs libéraux me confiaient récemment qu'il sera très difficile de reprendre Outremont, et la faible participation des militants aux récentes activités du candidat Cauchon ne les a pas rassurés.

La bataille des régions

Le Bloc québécois a lancé hier une nouvelle pub intitulée « Parlons régions ».

Ce thème n'a pas été choisi au hasard, c'est en fait une réponse directe à l'offensive du Parti conservateur, dont le slogan électoral est: « Notre région au pouvoir ».

Apparemment, la stratégie des conservateurs d'amener la bataille sur le terrain des intérêts des régions porte ses fruits et dérange le Bloc, qui reste loin devant dans les intentions de vote des francophones, mais qui devra mettre les bouchées doubles à Québec et se méfier tout de même dans certaines circonscriptions.

C'est le cas dans Richmond–Arthabaska, où l'ancien maire d'Asbestos Jean-Philippe Bachand pourrait chauffer sérieusement le Bloc. (Jean-Philippe Bachand est le frère d'André, ex-député conservateur et lui aussi ancien maire d'Asbestos, tout comme leur père, Lucien, fut maire de l'endroit.)

Le dossier chaud de l'amiante chrysotile et de la relance de la mine Jeffrey est un enjeu électoral majeur dans ce coin. Les conservateurs appuient la relance et Stephen Harper s'est rendu plus tôt en campagne épauler son candidat, voisin de circonscription du ministre Christian Paradis.

Gilles Duceppe a lui aussi rendu visite à son candidat (le député sortant André Bellavance) et s'est prononcé en faveur de l'utilisation « sécuritaire » de l'amiante, mais les conservateurs l'accusent d'avoir changé de position pour sauver ce siège.

Les conservateurs ne se privent pas, par ailleurs, pour rappeler en région que le Bloc est pour le maintien du registre des armes à feu, un sujet délicat en province.

Accusé aussi d'être mou contre la criminalité, le chef du Bloc a récemment pris des positions plus tranchées en la matière.

M. Duceppe s'est notamment opposé, comme les conservateurs et les libéraux, à la venue à Montréal du chanteur Bertrand Cantat, dérogeant de ses positions généralement favorables à la réhabilitation.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

Un budget équilibré d'ici 2014-2015

Les conservateurs misent sur une réduction des dépenses de 5 % pour éliminer le déficit

HUGO DE GRANDPRÉ

MISSISSAUGA, Ontario — Le Parti conservateur a promis d'équilibrer le budget un an plus tôt que prévu, dans sa plateforme électorale présentée à Mississauga hier.

Grâce à des coupes de 5 % des dépenses de fonctionnement et de programmes à l'échelle du gouvernement, les troupes de Stephen Harper espèrent économiser 4 milliards de dollars et ainsi éliminer le déficit budgétaire d'ici l'année fiscale 2014-2015.

Le document intitulé *Ici pour le Canada* n'a par contre donné aucun détail quant aux dépenses et aux programmes visés. Stephen Harper a donné l'exemple de l'attrition de certains postes des quelque 80 000 fonctionnaires qui prendront leur retraite dans les prochaines années et de la consolidation du système informatique de la bureaucratie fédérale.

« Nous ne sommes pas en train d'envisager des coupes majeures dans des programmes », a-t-il souligné.

Les nouvelles dépenses pour les deux prochaines années s'élèveraient à près de 6 milliards de dollars, si on additionne celles qui avaient déjà été annoncées dans le budget et celles promises dans la plateforme, dont les 2,2 milliards réclamés par Québec pour le dossier de l'harmonisation de la taxe de vente.

En comparaison, les promesses des libéraux s'élèvent à plus de 10 milliards de dollars sur deux ans.

La loi et l'ordre

Le Parti conservateur a en outre promis d'adopter les projets de loi de son gouvernement en matière de loi et d'ordre dans les 100 premiers jours de la prochaine session parlementaire. Les partis de l'opposition l'ont renversé il y a deux semaines en raison de son refus de fournir tous les coûts relatifs à ces mesures. Or, la plateforme, comme le budget, ne donne pas plus de détails sur ces coûts.

PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Stephen Harper a fait une visite au cinéma hier à Brampton, en Ontario, pour voir la première canadienne de *Thank You*, dernier film de l'acteur de Bollywood Akshay Kumar (deuxième à gauche sur la photo).

Le document réitère par ailleurs d'autres engagements qui ne font pas l'unanimité, dont celui de limiter la durée du mandat des sénateurs et d'encourager les provinces à mettre sur pied un système pour les faire élire ; celui d'éliminer progressivement la subvention aux partis politiques au cours des trois prochaines années ; et celui de donner plus de sièges à l'Ontario, à la Colombie-Britannique et à l'Alberta à la Chambre des communes, sans en enlever au Québec.

Le Parti conservateur a promis d'adopter les projets de loi de son gouvernement en matière de loi et d'ordre dans les 100 premiers jours de la prochaine session parlementaire sans donner plus de détails sur leurs coûts.

Le Parti conservateur s'engage enfin à réintroduire son projet de loi C-32 sur les droits d'auteur, fortement dénoncé par une coalition d'artistes et de travailleurs de l'industrie culturelle.

TROP PEU POUR LES ÉCOLOGISTES

La plateforme conservatrice laisse les environnementalistes sur leur faim. Elle « contient peu d'engagements et encore moins d'éléments précis en matière de lutte aux changements climatiques, d'énergie propre ou encore d'énergie verte », a déclaré Équiterre dans un communiqué. L'institut Pembina a accusé le parti de perpétuer ses échecs des cinq dernières années.

« Pas crédible »

Le chef du Bloc québécois a qualifié de non crédible la promesse conservatrice de régler le dossier de l'harmonisation des taxes avec Québec. « Ils auraient pu le déposer dans le budget et ils ne l'ont pas fait », a-t-il noté.

« Moi, je crois les choses quand elles sont déposées en Chambre dans un budget. »

Le chef du NPD, Jack Layton, a tenu le même discours : « Il n'y a pas de doute que Stephen Harper joue un jeu politique. Il fait miroiter toutes ces choses pendant les élections, sur lesquelles il a refusé de se pencher dans le budget, il y a quelques semaines à peine. »

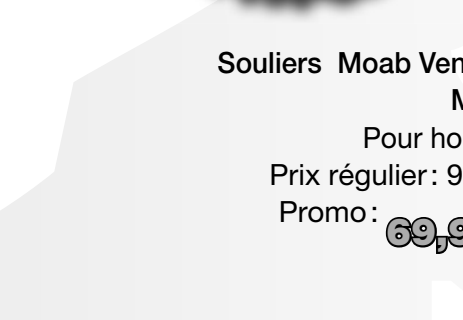
Le Parti libéral a quant à lui critiqué l'absence de mesures pour améliorer les soins de santé au Canada et le maintien de politiques auxquelles il s'oppose, dont l'acquisition des avions de chasse F-35 et les baisses d'impôts accordées aux entreprises.

MERRELL

Manteau imperméable
Wakefield - Merrell
Gris et prune seulement
Pour femmes
Prix régulier : 209,99 $
Promo : 99,99 $

MERRELL

Souliers Siren Ventilator
Merrell
Pour femmes
Prix régulier : 109,99 $
Promo : 69,99 $



Souliers Moab Ventilator
Merrell
Pour hommes
Prix régulier : 99,99 $
Promo : 69,99 $

THE NORTH FACE

Manteau imperméable et respirant
Venture - The North Face
Gris zinc seulement
Pour hommes
Prix régulier : 129,99
Promo : 79,99 $

LA CORDÉE

Laine polaire Encore
La Cordée
Pour hommes et femmes
Prix régulier : 59,99 $
Promo : 39,99 $

MORDUS DE VÉLO, ON VOUS ATTEND !
VÉLOS, VÊTEMENTS, CHAUSSURES, ACCESSOIRES, SERVICE PERSONNALISÉ ET ATELIERS

UN AVANT-GOÛT AU www.youtube.com/lacordeepleinair

TREK · DEVINCI · BMC · ARGON 18 · MAVIC · SUGOI · BELL · SHIMANO · GIRO · PEARL IZUMI

Promotions sur les produits sont en vigueur jusqu'au 17 avril 2011 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Certaines conditions s'appliquent.

2777, boul. St-Martin O., Laval
2159, rue Ste-Catherine E., Montréal
1595, boul. des Promenades, St-Hubert
(près des Promenades St-Bruno)
514.524.1106

LA CORDÉE
Généreux de nature
lacordee.com

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

Une campagne « aseptisée », dit Gauthier

L'ancien chef du Bloc québécois croit que Duceppe, trop prudent, n'est pas assez présent

PAUL JOURNET

SAGUENAY — Michel Gauthier juge que le Bloc québécois mène une campagne « aseptisée ». En interview avec l'animatrice radio Myriam Segal, l'ancien chef du Bloc a critiqué cette semaine la campagne de Gilles Duceppe.

« Je ne me sens pas aseptisé. Je ne limite pas le nombre de questions des journalistes, je ne mets pas de clôture. » — Gilles Duceppe

« J'ai l'impression qu'il n'est même pas dans les nouvelles, des fois. Alors qu'un chef de parti qui fait une campagne, il faut qu'il soit dans les nouvelles, il faut qu'il crée de l'intérêt (...). Il fait une campagne aseptisée. »

M. Gauthier, ancien député de Roberval–Lac-Saint-Jean, a été chef du Bloc pendant moins d'une année en 1996. Il a ensuite été le leader parlementaire de Gilles Duceppe jusqu'à sa retraite en 2007.

L'ex-bloquiste a aussi indirectement attaqué l'entourage de M. Duceppe, qui mènerait une campagne trop prudente en essayant d'éviter les controverses. « Les apparatchiks politiques, les grands conseillers qui ne se sont jamais fait élire, sont autour des chefs. Ils disent : ne dis pas ça, ne parle pas de ceci, ne parle pas de cela, non, non, non, tiens-toi loin de ça. Ça fait des campagnes plates. » Il a ajouté : « (M. Duceppe) ne va dans aucun sujet extrême, il n'est pas à l'avant de la bataille (...). Je pense que Gilles va devoir réorienter sa campagne. »

« Je ne me sens pas aseptisé », a réagi M. Duceppe hier après-midi à Saguenay. « Je ne limite pas le nombre de questions des journalistes, je ne mets pas de clôture », a-t-il ajouté en faisant allusion à la campagne contrôlée de Stephen Harper.

« Nuisances publiques »

En 2004, le Bloc détenait les trois sièges du Saguenay–Lac-Saint-Jean. Il ne lui reste plus que celui de Chicoutimi–Le Fjord. Mais la région n'en profite pas, a soutenu le chef du Bloc. Il qualifie même les deux députés conservateurs, Denis Lebel et Jean-Pierre Blackburn, de « nuisances publiques » qui « obéissent comme des valets » à leur chef au lieu de défendre leurs commettants.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, LA PRESSE CANADIENNE

Gilles Duceppe a qualifié hier les deux députés conservateurs de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Denis Lebel et Jean-Pierre Blackburn, de « nuisances publiques » qui « obéissent comme des valets ».

M. Duceppe rappelle que MM. Blackburn et Lebel ont suivi la ligne de parti et voté contre le projet de loi pour favoriser les constructions en bois et contre celui pour accorder un crédit d'impôt (d'un maximum de 8000$ en trois ans) aux jeunes diplômés qui s'installent en région. Un projet qui aurait coûté 230 millions pour l'ensemble du Canada, mais qui aurait selon lui permis de contrer l'exode rural. Par exemple, le Saguenay–Lac-Saint-Jean a perdu près de 10 % de sa population depuis les années 90. « Et ce sont les plus jeunes et instruits qui partent », souligne-t-il. Un programme similaire existe toutefois déjà au provincial.

Pourquoi s'y opposer ? « Le Bloc peut bien parler, mais il ne peut rien livrer », répond Denis Lebel, qui avait gagné par seulement quelque 1500 votes en 2008. Le ministre explique que les gens de sa région veulent des emplois et que son parti a « livré la marchandise » avec plusieurs investissements, dont 100 millions pour des technologies d'énergie propre dans le secteur forestier et encore 100 millions, une initiative ponctuelle, pour « renforcer les collectivités forestières du Québec ».

Le Bloc se plaint que l'Ontario a reçu 10 milliards en prêts pour son industrie automobile durant la crise économique, alors que le Québec a reçu moins de 200 millions pour son industrie forestière. Il demande aux conservateurs d'appuyer comme eux les garanties de prêt pour les entreprises forestières de la région. « C'est de la pure démagogie, répond M. Lebel. En automobile, nous avons des partenariats avec les États-Unis. Dans la forêt, on est en compétition et il y a l'entente de bois d'œuvre, on ne peut pas faire n'importe quoi. »

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

Le chef adjoint et la chef du Parti vert, George Laraque, et Elizabeth May, ont rencontré des militants hier dans un club de la rue Crescent.

SANTÉ

Les verts à la défense du régime public

LA PRESSE CANADIENNE

Le Parti vert suggère la création d'un régime universel et pancanadien d'assurance médicaments, dans lequel il investirait 900 millions.

La chef du Parti vert, Elizabeth May, était de passage à Montréal, hier, afin de dévoiler les grandes lignes de son programme en matière de santé, qui s'articule également autour de la reconstruction du système de santé, du maintien d'un régime public et de la lutte contre la privatisation.

Mme May a indiqué qu'il faudrait également créer un organisme public pour faire des achats en vrac de médicaments pour tout le pays, de manière à forcer les prix à la baisse.

Prononçant un réquisitoire contre l'appétit des grandes sociétés pharmaceutiques, Mme May a imputé à ces dernières une part importante de l'explosion des coûts des soins de santé.

Lorsqu'on lui a fait remarquer que la santé était une juridiction provinciale et que le Québec, qui offre déjà un régime public d'assurance médicaments, serait probablement réfractaire à la création d'une agence nationale d'achats de médicaments, Mme May a indiqué que toute province qui le souhaiterait pourrait agir indépendamment.

Elle a toutefois fait valoir que le Québec, comme toute autre province, bénéficierait d'un pouvoir d'achat accru et aurait avantage à en profiter.

De manière plus générale, Mme May a invité les Québécois, particulièrement les jeunes, à voter pour le Parti vert plutôt que pour le Bloc québécois. Selon elle, le vote vert envoie un message que les pouvoirs en place ne peuvent ignorer même si aucun député ne réussit à se faire élire.

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

TRAIN DE CAMPAGNE

QUÉBEC

À la recherche de « l'effet Colisée »

Notre journaliste Gabriel Béland traverse le pays en train. D'Halifax à Vancouver, il s'arrête là où les caravanes électorales s'attardent peu. Aujourd'hui, il visite la circonscription de Beauport–Limoilou.

GABRIEL BÉLAND

Une certaine croyance populaire veut que les hommes soient, contrairement aux femmes, incapables d'accomplir plus d'une tâche à la fois. Dans son salon de Québec, le barbier Caroll Martel semble s'être mis en tête de la réfuter une fois pour toutes.

« L'effet Colisée, j'y crois pas, lance-t-il tout en coupant à une vitesse prodigieuse les cheveux de l'homme assis sur la chaise. Il y a 20 jours, peut-être qu'il y avait encore de la grogne, mais plus maintenant. »

« Depuis ce matin, j'ai pas arrêté. C'est un client après l'autre. Et je peux te dire que j'ai parlé de la météo, que j'ai parlé de sport, que j'ai même parlé de l'enfouissement des fils électriques, oui, monsieur. Mais du Colisée, ça, j'en ai pas parlé ! »

Caroll Martel est propriétaire d'un petit salon dans la circonscription de Beauport–Limoilou. Il a du mal à nommer la députée sortante, Sylvie Boucher, mais se souvient que les conservateurs l'ont emporté par une mince majorité aux dernières élections : « C'était serré, me semble. »

Mme Boucher avait en effet obtenu 2000 voix de plus que la candidate bloquiste en 2008. S'il y a un siège conservateur menacé dans la province, estiment plusieurs analystes, c'est précisément celui-là.

Les habitants de Québec auraient très mal digéré la décision du gouvernement conservateur de ne pas subventionner un nouvel amphithéâtre dans leur ville. À la fin de l'hiver, le maire Régis Labeaume avait qualifié ce choix de « suicidaire ». Le 2 mai, ont averti plusieurs observateurs, « l'effet Colisée » pourrait même coûter quelques sièges dans la région au parti de Stephen Harper.

Mais voilà, tout comme M. Martel, plusieurs habitants de la circonscription rencontrés hier estiment que le dossier de l'amphithéâtre n'aura presque aucun impact le jour du scrutin. Après une journée à battre les trottoirs de Beauport–Limoilou, force est de constater que « l'effet Colisée » se dégonfle.

« Je pense que les gens vont rester sur leurs positions. L'histoire du Colisée, ça ne va rien changer, croit Dominic Gagnon, qui est assis sagement pendant que M. Martel s'attarde à dégager le tour de ses oreilles. Surtout que le nouveau Colisée va se faire, avec des fonds privés, mais quand même… »

« À la limite, je suis même contre le fait que le gouvernement mette des fonds publics dans le sport professionnel », tranche l'enseignant de 30 ans, qui habite le quartier.

Dans le salon Martel, institution de Limoilou fondée en 1957, les trois hommes sont unanimes : les médias ont monté en épingle « l'effet Colisée ».

Juste à côté, David Bouchard, 23 ans, attend patiemment son tour pour se faire couper les cheveux. Le jeune homme, qui travaille dans un supermarché, n'ira pas voter le 2 mai. Il n'en voit pas l'utilité. Ce dont il est certain, par contre, c'est qu'un aréna ne devrait pas être au cœur d'une campagne électorale. « Je trouve qu'ils devraient s'occuper de la pauvreté. Le Colisée, c'est un peu superficiel comme débat. »

Dans le salon Martel, institution de Limoilou fondée en 1957 par le père de Caroll, les trois hommes sont unanimes : les médias ont monté en épingle « l'effet Colisée ».

Le Bloc y croit

Selon le candidat du Bloc dans la circonscription, Michel Létourneau, le mécontentement existe bel et bien. Il assure qu'il l'a constaté en faisant du porte-à-porte. « C'est davantage qu'une colère émotive : les gens ont l'impression de s'être fait rouler dans la farine. Il y a une expression plus québécoise pour le dire, mais je ne la dirai pas… »

Cet ancien directeur du Festival d'été de Québec parle de la « bataille de Beauport–Limoilou » lorsqu'il désigne le duel qui l'oppose à la conservatrice Sylvie Boucher. Celle-ci avait orchestré la fameuse photo, qui a fait le tour du pays, où l'on voit des députés conservateurs québécois vêtus du chandail des défunts Nordiques. « Après tout ce qui est arrivé ensuite, cette photo est difficile à digérer pour plusieurs », croit M. Létourneau.

PHOTO GABRIEL BÉLAND, LA PRESSE

Le barbier Caroll Martel à l'œuvre dans son salon de Limoilou.

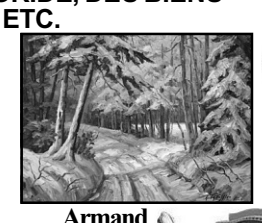
Il reste à savoir si cette photo et tout l'épisode qui s'y rattache seront encore dans la tête des électeurs au moment de voter. Ou si « l'effet Colisée » n'aura été que poudre aux yeux.

La députée sortante dans Beauport–Limoilou, la candidate conservatrice Sylvie Boucher, a refusé de nous accorder une entrevue pour cet article.

ENCAN PUBLIC SUITE À DES SAISIES EN FLORIDE ET SUITE À UNE FAILLITE SURVENUE À TORONTO

www.empireauctions.com

PRÉSENTE DES BIENS D'UN MAGASIN DE MEUBLES ET D'OBJETS DE DÉCORATION TORONTOIS, DES BIENS D'UN GROSSISTE DE FLORIDE, DES BIENS DE SUCCESSIONS, ETC.



Armand Tatossian

Vente aux enchères:
Dim. 10 avril, dès 13 h
Lundi 11 avril, dès 19 h
Mardi 12 avril, dès 19 h
Mercr. 13 avril, dès 19 h

Exposition:
Les sam. et dim. 09 et 10 avril, de 10 h à 17 h

EMPIRE

5500, rue Paré, Mtl 514 737-6586

ÉCHANGEZ VOS ANCIENS BIJOUX POUR DE NOUVEAUX SOUVENIRS

En tant que l'un des plus prestigieux bijoutiers et marques de confiance en Amérique du Nord, Birks vous offre un service hors pair pour la vente sécuritaire de vos vieux bijoux.

Nous vous invitons à contacter votre magasin Birks pour prendre un rendez-vous. Notre acheteur de métaux précieux sera sur place de 10h à 17h les dates suivantes :

LE 11 ET 12 AVRIL, 2011
CARREFOUR LAVAL • 450.688.3431

LE 13 ET 14 AVRIL, 2011
MONTRÉAL CENTRE-VILLE • 514.397.2511

LE 16 ET 17 AVRIL, 2011
FAIRVIEW POINTE-CLAIRE • 514.697.5180

BIRKS

WWW.BIRKSECHANGEDOR.COM

DEMAIN

Gagarine, 50 ans d'occupation spatiale
Revivez les débuts de la plus grande aventure de l'histoire humaine, celle de l'exploration et de l'occupation de l'espace.

Reportage : Sophie-Andrée Blondin Réalisation : Dominique Lapointe

YANICK VILLEDIEU
DIMANCHE 12 H

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/anneeslumiere

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

Ignatieff veut protéger le système de santé public

MALORIE BEAUCHEMIN

TORONTO — Le Parti libéral du Canada est le seul qui peut assurer l'avenir du système de soins de santé au pays, selon Michael Ignatieff. Se présentant comme le protecteur du système public, le chef libéral s'est engagé hier à continuer, après 2014, d'augmenter les transferts en santé aux provinces de 6 % par année.

L'entente entre le fédéral et les provinces sur la santé, signée par Paul Martin en 2004, prendra fin en 2014.

Le budget 2011-2012 présenté la semaine du déclenchement des élections contenait les sommes jusqu'en 2013-2014 (30,2 milliards de dollars), mais pas pour la suite, puisque l'entente prend fin.

« Pour 2014-2015 et les exercices suivants, ces taux d'augmentation n'ont pas encore été établis par voie législative, et pourraient donc faire l'objet de changements », stipule l'exercice financier, ce que les libéraux considèrent comme une porte ouverte à une réduction de l'indexation du financement.

Le Parti libéral du Canada s'engage donc à commencer dès son arrivée au pouvoir les négociations pour convenir d'un nouvel accord qui maintiendrait la « stabilité du financement de la santé » pour une période de temps « importante », mais qui devra être négociée avec les provinces.

« J'aimerais avoir un accord pour le plus longtemps possible. Si c'est 10 ans, ce serait formidable », a dit M. Ignatieff, après une visite au Centre de cancérologie Juravinski, à Hamilton, en Ontario.

Les libéraux pensent que les conservateurs de Stephen Harper, en raison des dépenses déjà annoncées pour les prochaines années – achat d'avions de chasse, construction de prisons, fractionnement des revenus –, n'auront plus les moyens de financer adéquatement le système universel de soins de santé après 2014.

Michael Ignatieff a rappelé que Stephen Harper, avant d'entrer en politique, était président d'un groupe de droite, la Coalition nationale des citoyens, et affirmait à l'époque qu'il fallait que le gouvernement fédéral « se débarrasse » de la Loi canadienne sur la santé, qui assure l'universalité des soins.

« M. Harper a un point de vue idéologique différent du nôtre, a dit le chef libéral. Moi, je pense que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer pour garantir que tous les Canadiens ont accès aux soins médicaux nécessaires. »

Dans leurs négociations avec les provinces, les libéraux pousseront deux priorités: les soins à domicile et la couverture des médicaments sur ordonnance. Mais Michael Ignatieff a promis de respecter les compétences des provinces, estimant qu'il faut que les deux ordres de gouvernement « travaillent ensemble ».

Les adversaires réagissent

Alors qu'il dévoilait sa plateforme électorale, le chef conservateur Stephen Harper a promis lui aussi de poursuivre les transferts aux provinces et mis en doute l'engagement de son adversaire libéral.

« Ce gouvernement a été très clair: nous planifions des hausses de 6 % continues pour les transferts en matière de santé, a affirmé M. Harper. Ce gouvernement a augmenté de manière constante les transferts pour la santé et l'éducation. Nous allons continuer à le faire. »

« Pour nos adversaires, c'est le contraire: ils ont fait des coupes dans les transferts aux provinces. On peut prédire la même chose à l'avenir », a-t-il ajouté. Au Parti conservateur, on indique que le cadre financier du gouvernement a prévu les transferts jusqu'en 2016.

Après une rencontre avec des étudiants à Saguenay, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a accueilli favorablement la promesse des libéraux. « Ils veulent poursuivre (l'augmentation des transferts). Tant mieux, je suis du même avis », a-t-il souligné.

À Kamloops, le chef du NPD, Jack Layton, s'est aussi engagé à maintenir l'indexation annuelle de 6 % dans les transferts aux provinces en matière de santé, plaidant que cette progression est de toute façon déjà inscrite dans les projections du gouvernement du Canada.

— Avec la collaboration d'Hugo De Grandpré et Paul Journet

LES COULISSES DE LA CAMPAGNE

L'ÉQUIPE ÉLECTORALE

LE TWEET DU JOUR

« @DenisCoderre est déçu. Il voulait un bureau spécial sur l'observation des ovnis! N'est-ce pas Denis? http://bit.ly/lcIneZ »

— **Dimitri Soudas**, proche collaborateur de Stephen Harper, dans une réplique aux critiques du candidat libéral dans Bourassa au sujet de la plateforme du Parti conservateur. M. Soudas faisait allusion à une présentation de M. Coderre sur les ovnis lorsqu'il était adolescent.

LE CHIFFRE DU JOUR

2014

C'est la date à laquelle le Parti conservateur promet de rétablir l'équilibre budgétaire à Ottawa, soit un an plus tôt que prévu dans le dernier budget du ministre des Finances Jim Flaherty.

LA CITATION DU JOUR

« J'ai l'impression qu'il n'est même pas dans les nouvelles des fois. Alors qu'un chef de parti qui fait une campagne, il faut qu'il soit dans les nouvelles, il faut qu'il crée de l'intérêt. (...) Il fait une campagne aseptisée. »

— **Michel Gauthier**, ancien chef du Bloc québécois au sujet de la campagne que mène le chef bloquiste Gilles Duceppe

ANECDOTE DU JOUR

HARPER ET BOLLYWOOD

On se serait cru en pleine Beatlemania. Les cris aigus de jeunes femmes ont retenti dans une salle de cinéma de la banlieue de Toronto, hier, lorsque Stephen Harper s'est présenté devant l'écran. Mais l'engouement était moins pour le premier ministre que pour celui qu'il accompagnait: Akshay Kumar, star bollywoodienne, qui lançait son dernier film au Silver City de Brampton. M. Kumar a eu le temps de faire quelques pas de danse avec la femme de M. Harper, Laureen, et de signaler son appui au chef conservateur, avant que les trois ne s'assoient dans la première rangée, pop-corn sur les genoux, pour regarder le dernier-né du populaire acteur indien. Si M. Kumar ne peut pas voter au Canada, il aura peut-être converti quelques-unes de ses fans...

OÙ SONT LES CHEFS AUJOURD'HUI?

Stephen Harper > PCC
Journée familiale à Kitchener

Michael Ignatieff > PLC
Toronto, Vaughan, Scarborough

Jack Layton > NPD
Saskatoon, La Ronge (Sask.)

Gilles Duceppe > BQ
Métabetchouan–Lac-à-la-Croix, Jonquière, Saint-Fulgence

Suivez notre couverture en direct sur cyberpresse.ca

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

POLITIQUE DE DÉFENSE DU NPD

Priorité à la marine

LA PRESSE CANADIENNE

ESQUIMALT, C.B. — Le Nouveau Parti démocratique (NPD) propose de placer la marine au centre des programmes de défense, du moins pour le moment.

Jack Layton a affirmé hier qu'un gouvernement néo-démocrate réévaluerait l'achat des appareils F-35 et pourrait soumettre les remplaçants des CF-18 à un appel d'offres. Le chef du NPD a expliqué que sa priorité en défense serait plutôt de remplacer la flotte vieillissante de navires. Mais avant de se lancer dans une série de dépenses pour la Défense, M. Layton s'est engagé à publier un livre blanc sur la question, pour mieux cibler les besoins des Forces armées. Cette promesse trouvera des appuis aux deux extrémités du pays, dans l'île de Vancouver et à Halifax, où l'industrie de la construction de navires est bien installée. « Tous les chantiers navals pourront tenter leur chance », a assuré Jack Layton.

Le chef du NPD a détaillé cet engagement, hier, devant la principale base navale canadienne sur la côte Ouest, située à Esquimalt, en Colombie-Britannique. Le remplacement de la flotte militaire de ravitaillement avait d'abord été proposé par le gouvernement de Paul Martin il y a sept ans.

LA PHOTO DU JOUR

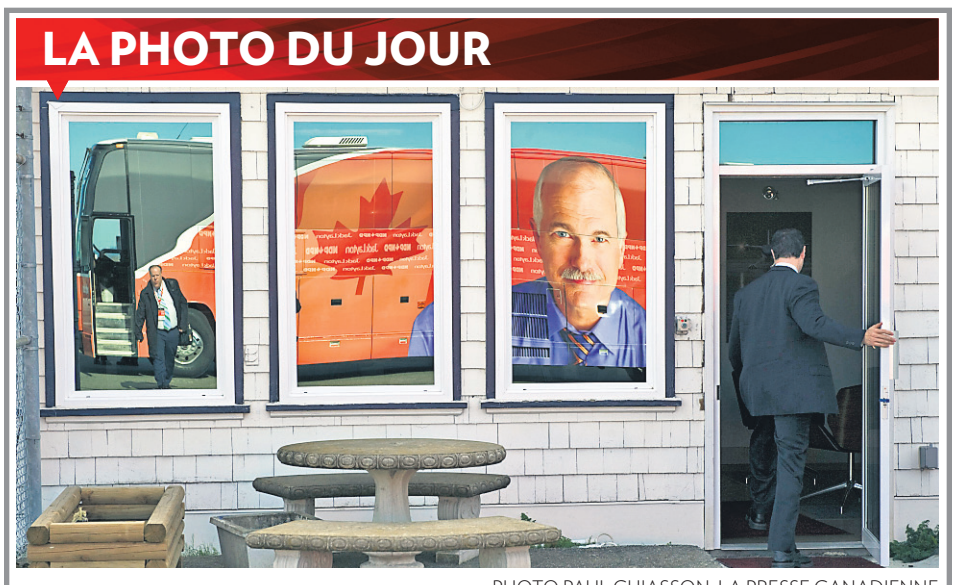


PHOTO PAUL CHIASSON, LA PRESSE CANADIENNE

L'autocar de campagne du NPD se reflète dans les fenêtres de l'aéroport de Victoria.

Ensoleillez la vie des enfants.

Lorsque vous achetez un téléphone intelligent ou une clé Internet mobile, TELUS remet **25 $*** à Opération Enfant Soleil.

HTC Desire^MC HD

129,99 $† Entente de 3 ans | 499,99 $ Sans entente

Économisez 370 $

Téléphone intelligent BlackBerry® Torch™ 9800

99,99 $† Entente de 3 ans | 599,99 $ Sans entente

Économisez 500 $

Clé Internet Sierra Wireless 306

0 $† Entente de 3 ans | 199,99 $ Sans entente

Économisez 199,99 $

Profitez du réseau mobile 4G le plus étendu au Québec‡.

FIÈRE PARTENAIRE DE opération enfant soleil

TELUS le futur est simple^MD

* En vigueur du 15 avril au 15 mai 2011. TELUS contribuera à Opération Enfant Soleil jusqu'à concurrence de 200 000 $. † Les prix des appareils sont valables du 1er avril au 3 mai 2011 pour les nouveaux clients qui s'abonnent avec une entente de service de 2 ou 3 ans à un forfait de transmission de la voix et de données de 50 $ ou plus pour téléphone intelligent. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Les prix et la disponibilité peuvent varier. ‡ Selon une comparaison entre le réseau HSPA+ partagé de TELUS et la couverture du réseau HSPA+ de Rogers publiée en mars 2011. TELUS, le logo TELUS et le futur est simple sont des marques de commerce utilisées avec l'autorisation de TELUS Corporation. BlackBerry®, RIM®, Research In Motion®, et autres marques de commerce, noms et logos apparentés sont la propriété de Research In Motion Limited et sont enregistrés ou utilisés aux États-Unis et dans d'autres pays. Facebook est une marque déposée de Facebook, Inc. Les autres marques de commerce appartiennent à leur propriétaire respectif. © 2011 TELUS.

ACTUALITÉS

« Tout s'est écroulé d'un coup »

La fille de Line Sansoucy explique son désarroi pendant les plaidoiries sur la peine de l'assassin de sa mère

CHRISTIANE DESJARDINS

Un an s'est écoulé depuis que Line Sansoucy, 41 ans, a été brutalement tuée, dans son logement de Saint-Léonard. « Je ne sais pas si vous savez ce que c'est de perdre sa mère, mais ma vie a vraiment changé. Tout s'est écroulé d'un coup », a expliqué avec candeur et aplomb à la fois Melyna Sansoucy, hier, devant le juge Marc-André Blanchard.

L'adolescente de 14 ans n'a manifesté aucun désir de vengeance, mais elle tenait à transmettre ses sentiments, alors qu'on discutait de la peine à imposer à celui qui a tué sa mère, Paulo Dasylva. Ce Portugais de 37 ans, qui a obtenu sa résidence permanente au Canada en 2007, a été déclaré coupable d'homicide involontaire, au terme de son procès devant jury. La victime, qui affichait plusieurs blessures à la tête et au corps, est morte étouffée parce qu'un bouchon de papier hygiénique a été inséré dans sa bouche. Elle avait les pieds ligotés, et un ceinturon enserrait sa tête. Le crime est survenu le matin du 27 mars 2010. M^me^ Sansoucy avait invité un couple d'amis à venir la voir, la veille. Ce couple a décidé d'amener Dasylva pour lui changer les idées, car il s'était fait mettre à la porte de chez lui par sa femme, quelques jours plus tôt. Quand le couple a quitté le logement de M^me^ Sansoucy, vers 5 h du matin, Dasylva est resté. Le drame s'est produit quelques heures plus tard. La Couronne croit que la victime a refusé les avances de Dasylva. Ce dernier, de son côté, a prétendu que la victime était subitement devenue furieuse sans raison, et l'avait attaqué. Il reconnaît s'être battu avec la victime, avoir mis le papier dans sa bouche, et l'avoir ligotée « pour l'empêcher de le poursuivre ».

Cette explication ne tient pas la route pour le procureur de la Couronne Jacques Dagenais, qui a demandé au juge d'imposer une peine de 10 ans. En défense, M^e^ Richard Dubé suggère quatre ans. Dasylva n'a pas d'antécédent et il a beaucoup de remords. L'accusé a témoigné, hier, en pleurant abondamment. « C'est la drogue qui a fait ça », a-t-il dit en faisant allusion au fait qu'il y avait eu consommation d'alcool et de cocaïne lors de l'événement. Il s'est excusé auprès de la famille de la victime. Il ignore s'il sera expulsé après avoir purgé sa peine. Il dit qu'il a beaucoup de difficulté à dormir depuis les événements.

Melyna aussi a de la difficulté à dormir. « La nuit, je me réveille et je hurle le nom de ma mère. Elle ne sera pas là pour me féliciter quand j'aurai fini mon secondaire 5, elle ne sera pas là à mon mariage », a dit la jeune fille, pendant que ses grands-parents maternels s'essuyaient les yeux. Depuis le drame, ce sont eux, à 70 ans passés, qui gardent la jeune fille, puisque le père est totalement absent. La victime avait aussi un fils, Mathieu, issu d'une union précédente. Ce dernier, au début de la vingtaine, est venu témoigner au procès, car il avait vu sa mère quelques heures avant sa mort. Il a beaucoup de difficulté à se remettre de la disparition de sa mère, d'autant plus qu'il a perdu son emploi le lendemain du drame.

Le juge Blanchard rendra sa décision le vendredi 15 avril.

La location 24 mois.
La liberté selon Acura.

TAUX DE LOCATION 24 MOIS 1 % SUR CES MODÈLES ACURA 2011

TSX 2011 RDX 2011 AVEC SH-AWD MDX 2011 AVEC SH-AWD

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 24 MOIS 298$*

PAIEMENT	COMPTANT
298$	4 858$
498$	0$

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 24 MOIS 458$*

PAIEMENT	COMPTANT
458$	3 998$
628$	0$

PAIEMENT MENSUEL LOCATION 24 MOIS 588$*

PAIEMENT	COMPTANT
588$	5 998$
848$	0$

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS

TL 2011

PRIX À L'ACHAT 35 985$† INCLUANT UN RABAIS DE 5 500$

TRANSPORT, PRÉPARATION ET TAXE SUR CLIMATISEUR INCLUS

ACURA MÉTROPOLITAIN
5625, boul. Métropolitain
St-Léonard
514 362-2872

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
450 682-4050

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau
Brossard
450 659-1616

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
450 435-4455

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
514 340-1344

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
514 696-7777

ACURA DEVANT.
acuraquebec.ca

L'acheteur avisé lit les petits caractères : * Offre d'une durée limitée du 1er avril au 30 avril 2011 applicable à la location pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura TSX 2011 (CU2E5BJ), Acura RDX 2011 (TB1H2BJN) et Acura MDX 2011 (YD2H2BJN) par le biais de Services Financiers Honda sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 24 mois s'élève à 298 $/458 $/588 $ moyennant un versement initial de 4 858 $/3 998 $/5 998 $ ou 498 $/628 $/848 $ moyennant un versement initial de 0$ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour le TSX/RDX/MDX. Le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les frais de transport, de préparation ainsi que la taxe sur le climatiseur sont inclus. Les taxes, frais d'immatriculation et d'assurance sont en sus. Le locataire est responsable de l'excédent de kilométrage après 48 000 km pour 24 mois au taux de 0,15 $/ km. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valide sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails. † Offre d'une durée limitée du 1er avril au 30 avril 2011 applicable à l'achat pour usage personnel seulement des modèles neufs Acura TL 2011 (UA8F2BJ). Le rabais de 5 500 $ est déduit du prix d'achat négocié avant les taxes. Le PDSF initial pour le TL est de 41 485 $ (incluant les frais de transport et d'inspection pré-livraison et la taxe sur le climatiseur). Les frais d'immatriculation, d'assurance et les taxes sont en sus et seront exigés à la livraison. Le concessionnaire peut vendre à plus bas prix. Les offres peuvent changer sans préavis. Le concessionnaire peut devoir échanger un véhicule. Valide sur les véhicules en inventaire seulement. Offres valides pour les résidents du Québec seulement chez les concessionnaires participants Acura du Québec. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Acura pour tous les détails.

EN BREF

Une ex-actrice porno conteste son congédiement

S'estimant victime d'un congédiement abusif, une employée d'une école de Lévis entend contester la mesure imposée. Un élève avait découvert que l'employée avait joué dans des films porno sous le nom de Samantha Ardente. L'adolescent est allé la trouver à son bureau pour lui demander un autographe. Même si elle a décliné et même refusé de confirmer ou non qu'elle était celle que prétendait le jeune garçon, la rumeur s'est répandue. Samantha Ardente a été suspendue pendant deux semaines, à partir du moment où son cas a été mentionné dans les médias, et la commission scolaire des Navigateurs l'a congédiée, jeudi soir. — La Presse Canadienne

Trois personnes secourues de la noyade

Une femme et deux enfants ont été secourus hier au parc de la Visitation, à Montréal. Les trois victimes ont été sorties de l'eau de la rivière des Prairies par un témoin, vers 17 h, selon la police. Des manœuvres de réanimation ont été tentées par les policiers puis les ambulanciers, mais hier soir, les victimes reposaient toujours dans un état critique dans des centres hospitaliers de Montréal. La femme est âgée d'une trentaine d'années, et les deux enfants de 5 ans et 2 mois. — Anabelle Nicoud

Votre conseiller en finances personnelles doit faire partie d'une chambre forte.

La Chambre de la sécurité financière protège les intérêts du public par l'encadrement déontologique et la formation continue de ses membres. Assurez-vous que votre conseiller en finances personnelles soit membre de la Chambre. Consultez le registre des professionnels autorisés à exercer sur **chambresf.com**

Chambre de la Sécurité Financière

LA CHAMBRE FORTE

POLITIQUE

PHOTO ARCHIVES LE SOLEIL

Après quatre ans du régime Marois, le PQ se porte-t-il mieux? Le dernier sondage CROP, fin mars, montrait le parti en recul de 5 points depuis février, à 32%. C'est 10 points de mieux que le PLQ, qui atteint des records d'impopularité.

Pauline Marois Quatre ans après son accession à la barre du PQ

« JE VOULAIS LES COUDÉES FRANCHES, JE LES AI ! »

DENIS LESSARD
DU BUREAU DE QUÉBEC

QUÉBEC — Les conseillers de Pauline Marois ont eu vraiment chaud ce jour-là. Le conseil national de juin 2010 servait de mise en jeu pour la « proposition principale » qui allait être discutée pendant 18 mois dans les instances péquistes. Sur la scène, l'ex-député Daniel Turp et le président du PQ, Jonathan Valois, faisaient l'apologie du document. Or aucun des 400 délégués entassés au mont Sainte-Anne n'avait en main la fameuse proposition.

Sans texte à triturer, sans alinéa à raturer, les délégués péquistes ont vite perdu leur tonus. Ce conseil national s'est donc terminé sans la moindre controverse. Ce n'est qu'une fois les caméras fermées que les délégués ont pu repartir avec leur « résolution principale » sous le bras.

Incident insignifiant ? L'anecdote, au contraire, en dit beaucoup sur la méfiance de Pauline Marois à l'égard de ses troupes.

Un an plus tard, c'est cette proposition qui doit être adoptée au congrès du PQ, la semaine prochaine. Les militants ont pu discuter, jusqu'à plus soif, dans leurs congrès régionaux, sans trop attirer l'attention des médias.

En revenant au PQ, « j'ai dit ce que je voulais faire sur la souveraineté. Je voulais avoir les coudées franches, sur l'agenda, la stratégie. Je les ai, finalement », explique cette semaine M^me^ Marois, en entrevue. Elle refuse de pavoiser, mais elle admet d'emblée être sûre que les militants lui donneront leur appui à l'occasion du vote de confiance, samedi prochain. Tout le monde s'entend là-dessus au PQ.

Dès son arrivée aux commandes, elle avait prévenu tout le monde: il pourrait s'écouler « deux ou trois mandats » avant la tenue d'un nouveau référendum. La formulation désirée par M^me^ Marois, qui sera entérinée au congrès, n'a absolument rien de contraignant. Élu, le PQ a « pour objectif premier de réaliser la souveraineté » mais devra passer par un référendum « tenu au moment jugé approprié par le gouvernement ».

Six ans après son départ, Bernard Landry soutient que son engagement était meilleur, plus combatif. « Nous, on disait le plus rapidement possible dans le mandat… possible est un mot puissant, et on avait la flexibilité nécessaire pour ne pas en tenir si cela n'était pas possible », explique-t-il aujourd'hui. Il voudrait qu'on se rapproche de cette formulation.

Des conditions

Il y aura bientôt quatre ans que Pauline Marois dirige un parti qui ne lui avait accordé que 20 % d'appuis au congrès au leadership de 2005. Après la défaite cuisante d'André Boisclair en 2007, elle a été plébiscitée. Rapidement, elle a posé ses conditions.

Aux élections de 2008, elle décide de jeter par-dessus bord un député trop critique, Jean-Claude St-André. Scott McKay devient le candidat péquiste dans L'Assomption. Un signal lourd pour les fauteurs de troubles. Avec la même fermeté, elle a aboli le SPQ libre, club politique créé sous Bernard Landry. Souvent opposé au chef, le groupuscule avait énormément de visibilité.

Marc Laviolette en était la figure de proue. « Pauline est arrivée en disant qu'il faut rompre avec l'attentisme. Elle voulait aller chercher les votes adéquistes », en réhabilitant la réussite personnelle, la richesse individuelle. « Or, il fallait plutôt ramener les souverainistes qui n'étaient pas allés voter », résume l'ex-syndicaliste.

Pour lui, la direction du PQ reste bien frileuse. Sur la souveraineté, « toute bonification amenée par les militants était perçue comme une atteinte à l'autorité de la chef. C'est bien fatigant ».

Tiers partis en hausse

Après quatre ans du régime Marois, le PQ se porte-t-il mieux? Le dernier sondage CROP, fin mars, montrait le parti en recul de 5 points depuis février, à 32 %. C'est 10 points de mieux que le PLQ, qui atteint des records d'impopularité. Mais, au même moment, les tiers partis sont clairement en hausse. Plus troublant encore, Pauline Marois ne remporte l'adhésion que de 17 % des électeurs quand on demande qui, des chefs de parti, ferait le « meilleur premier ministre ». Après plus de 7 ans de pouvoir, Jean Charest la talonne, à 15 %.

M^me^ Marois repousse ces chiffres de la main. Ses sondages internes sont bien meilleurs, affirme-t-elle. Le PQ obtiendrait un mandat majoritaire. Dans les coulisses, bien des péquistes pensent qu'elle compte trop sur l'alternance, qui amène tour à tour au pouvoir libéraux et péquistes.

Pour Bernard Landry, « il y a du travail à faire », dit-il dans un entretien cette semaine. Les tiers partis et François Legault brouillent les cartes, croit-il. Le peu d'enthousiasme pour Pauline Marois « illustre un sentiment général. La population n'a pas actuellement beaucoup d'estime pour la classe politique », résume-t-il.

Selon Jean-Herman Guay, politologue de l'Université de Sherbrooke, M^me^ Marois est « parvenue à recentrer le PQ », mais le parti « bénéficie surtout de l'usure des libéraux. Ce vote est fragile. On n'a qu'à mettre le nom de François Legault sur la table et tout bouge ».

Pour Jean-François Lisée, ancien conseiller de Jacques Parizeau et Lucien Bouchard, « on voit une évolution sur la personnalité de M^me^ Marois ». Comme Joseph Facal, il était dans l'entourage de la chef péquiste, dans les premiers mois, quand elle avait proposé d'instituer une citoyenneté québécoise avec le français comme élément essentiel. « Beaucoup de gens disaient qu'il fallait battre en retraite. Et elle a tenu bon et, à la fin de cette année-là, l'intention de vote souverainiste avait progressé. »

Selon Jean-Herman Guay, politologue de l'Université de Sherbrooke, Pauline Marois est « parvenue à recentrer le PQ », mais le parti « bénéficie surtout de l'usure des libéraux. »

Affronter les « ex »

Elle a décidé d'affronter les « ex ». Si Jacques Parizeau ou Lucien Bouchard attaquent sa stratégie publiquement, elle leur tient tête. « M. Parizeau se trompe… » réplique-t-elle à son ancien patron qui l'accusait de cultiver l'ambiguïté de sa démarche – on n'a pas dit cela souvent à l'ancien premier ministre.

Dans Crémazie, la députée Lisette Lapointe, femme de M. Parizeau, n'a pu obtenir que sa proposition, une commission sur la souveraineté qui rendrait publiquement des comptes sur l'avancement de ses travaux, soit même débattue au congrès. Selon Hadrien Parizeau, président de l'association péquiste de Crémazie, « c'est à la chef de choisir comment elle va nous amener à la souveraineté. Le problème, ce sont les gens qui l'entourent », déplore-t-il. Le courant derrière l'idée de Lisette Lapointe « n'est pas marginal », soutient le petit-fils de l'ancien premier ministre.

Bien des péquistes savent qu'elle a frôlé le précipice. L'automne dernier, un sondage illustrait cruellement son déficit de popularité – elle obtenait une victoire honnête contre Jean Charest, mais Gilles Duceppe aurait, lui, balayé le Québec! On spéculait sur sa capacité de se rendre aux élections, dans deux ans. La victoire, inattendue, du PQ dans Kamouraska–Témiscouata lui a donné subitement de l'oxygène.

Les cégeps et la langue

Le PQ va s'engager à imposer aux cégeps les règles d'admission prévues par la Charte de la langue. L'idée plane depuis longtemps – c'était déjà une pomme de discorde entre les militants et Lucien Bouchard. Même si le Conseil supérieur de la langue le désapprouve, l'engagement se trouvera « dans le programme et dans la plateforme électorale », soutient M^me^ Marois. « Avec cette position, le PQ se rapproche de ses revendications historiques, cela va favoriser un retour à l'unité du mouvement souverainiste », observe Mario Beaulieu, président de la Société Saint-Jean Baptiste.

Le PQ de Pauline Marois reste plus distant face aux centrales syndicales. Les leaders syndicaux ont avalé de travers quand M^me^ Marois a déclaré que les demandes salariales du secteur public étaient exagérées. « Mes relations sont saines, correctes avec les centrales », soutient-elle.

« Des positions bien édulcorées », réplique Marc Laviolette.

Pas d'erreur, on est encore au PQ.

Pour lire la version intégrale de ce texte : cyberpresse.ca/marois

Plan de François Legault en éducation

Hausser les salaires, mais abolir la sécurité d'emploi

EXCLUSIF

DENIS LESSARD

QUÉBEC — En publiant le manifeste de la Coalition pour l'avenir du Québec, François Legault avait promis aux enseignants une importante augmentation de salaire.

Mais il n'avait pas dit qu'il comptait mettre fin à leur sécurité d'emploi.

L'ancien ministre péquiste va lancer un énorme pavé dans la mare la semaine prochaine avec la publication du volet « éducation » de la plateforme de sa coalition. Il a rencontré depuis la mi-février pas moins de neuf groupes de ce secteur, davantage pour les prévenir de ses orientations que pour entendre leurs propositions.

Dès le lancement de son opération, M. Legault avait indiqué que les enseignants méritaient d'importantes augmentations de salaire, de l'ordre de 20 %, une facture que le gouvernement pourrait se permettre selon lui s'il dégelait les tarifs sur le « bloc patrimonial » d'électricité.

Mais cette augmentation est assortie de conditions. Pour la coalition de François Legault et de Charles Sirois, ce sont les directeurs d'école qui devraient embaucher, choisir les enseignants. Ces derniers, mieux payés, seraient désormais embauchés pour des contrats à durée fixe, de trois ou cinq ans, a expliqué l'ancien ministre à une série de groupes. Pour les professeurs, syndiqués, qui jouissent d'une solide sécurité d'emploi, il s'agit d'un changement majeur.

PHOTO ÉRICK LABBÉ, ARCHIVES LE SOLEIL

Le plan de la coalition de François Legault suscite déjà la grogne des enseignants et de parents, qui soulignent entre autres qu'on ne peut appliquer les mêmes critères de résultats aux écoles des milieux défavorisés ou plus aisés.

Un plan déjà contesté

Il faut s'attendre d'ailleurs à ce que plusieurs groupes forment immédiatement une coalition pour dénoncer M. Legault sur la place publique. Les discussions ont été animées avec la CSD, c'était prévisible. « Ils sont pour la hausse de salaire mais contre l'évaluation des professeurs », résume-t-on chez Legault.

Mais la grogne, la colère même à l'endroit des propositions de la coalition déborde largement les rangs syndicaux – les commissions scolaires et les parents prépareraient aussi une mobilisation de leurs membres pour bloquer ces intentions. On souligne que le plan de match de Legault n'est pas réaliste, on ne peut appliquer ces critères de résultats aux écoles des milieux défavorisés ou aux établissements qui comptent une poignée d'élèves. Legault propose de passer d'un réseau public « à une série de petites écoles privées », résumera-t-on.

Pour la Coalition pour l'avenir du Québec de François Legault, les enseignants, mieux payés, devraient être embauchés pour des contrats à durée fixe par les directeurs d'école.

Sans détour, François Legault concluait ses rencontres par la même prévision. Il soulignait envisager la création d'un parti politique si ses idées n'étaient pas reprises par un parti existant. Depuis le début, le chef adéquiste Gérard Deltell joue de prudence en commentant le plan de match de l'ancien ministre péquiste.

Hier un proche conseiller de M. Legault a confirmé que l'abolition de la permanence pour les enseignants fera partie de ses propositions. Mais les directeurs d'école n'auront pas droit de vie ou de mort sur leurs enseignants, un licenciement devra être précédé de constats très clairs, explique-t-on. Les augmentations de salaire des enseignants seront déterminées par la performance de leurs élèves.

Contrats de performance

Même logique pour les directeurs d'école. Ils seront choisis par les parents, mais les mécanismes restent à définir. Leur rémunération sera fixée sur la performance de leur école. François Legault reste proche des « contrats de performance » qu'il avait voulu mettre en place pour les universités et les cégeps durant son séjour à l'Éducation, sous le gouvernement Bouchard. Passé par la suite à la Santé, sous Bernard Landry, il avait voulu administrer la même médecine aux hôpitaux.

Le document devait être rendu public mardi, à Montréal. Chez François Legault, on se contente de dire que ce sera « pour la semaine prochaine ». Aussi, le manifeste ne portera pas le titre de sa version de travail, « Le pouvoir aux parents ».

Abolition des commissions scolaires

Dans les luxueux bureaux de Charles Sirois à Montréal, les syndicats et les associations de parents ont aussi appris que les commissions scolaires seraient abolies dans son plan de match. Un imbroglio constitutionnel est à prévoir parce que les commissions scolaires désormais linguistiques sont inscrites dans la Constitution. M. Legault remplacerait les commissions scolaires par 20 « structures », calquées sur le modèle des agences régionales en santé. Prolongement du ministère de l'Éducation, elles ne seraient pas dirigées par des commissaires élus au suffrage universel. Leur territoire correspondrait aux régions administratives du Québec. M. Legault mettait en doute la légitimité des commissaires, compte tenu de la faible participation aux élections scolaires.

Un emprunt futé, une maison plus vite payée.

La bonne hypothèque pour vous, maintenant.
L'hypothèque à petit taux. Seulement chez BMO.

L'hypothèque à petit taux de BMO vous protège contre les hausses de taux. Avec un excellent taux fixe de 5 ans et un amortissement de 25 ans ou moins, vous pouvez rembourser votre prêt hypothécaire plus vite et ainsi peut-être économiser 55 000 $ ou plus en intérêts par rapport à un amortissement sur 30 ans[2]. Plus vite payée, plus futée.

4,14 %
(TAC)[1]

Venez nous voir ou laissez un de nos spécialistes hypothécaires venir à vous.

Visitez bmo.com/HypothequeAPetitTaux

BMO Banque de Montréal
Ça a du sens. Profitez.MD

[1]Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) pour le prêt hypothécaire fermé de 5 ans à petit taux fixe est de 4,14 %. Le calcul du TAC ne tient pas compte des frais applicables. Si nous demandons une évaluation de la propriété, les frais s'y rattachant auront pour effet d'augmenter le TAC. Les fonds doivent être avancés dans les 90 jours suivant la date de votre demande. L'offre peut être modifiée, retirée ou prolongée en tout temps sans préavis. Les critères d'octroi de crédit habituels de la Banque de Montréal s'appliquent. Des conditions peuvent s'appliquer. Cette offre spéciale ne s'applique pas à la MargExpress sur valeur domiciliaire. [2]Exemple fondé sur un prêt hypothécaire de 250 000 $ avec un TAC de 6,00 % et un terme de 5 ans à taux fixe.
MDMarque de commerce déposée de la Banque de Montréal.

SANTÉ

LA TÉLÉMÉDECINE A

Les révélations de *La Presse* à propos d'un nouveau service de consultation médicale au téléphone ont provoqué un malaise au Québec. Pourtant, la télémédecine est pratique courante en Suisse depuis plus de 10 ans. Cela permet de réduire les visites en cabinet et de contenir les coûts des soins de santé. Séduite par cette expérience, la France vient d'emboîter le pas : les médecins pourront poser un diagnostic et faire des prescriptions à distance, sans examen clinique.

STÉPHANIE GRAMMOND

Le dimanche après-midi, la plupart des cliniques et des pharmacies sont fermées dans la région de Zurich, en Suisse, où est installée Nathalie Bouchard depuis trois ans. Quand son fils de 4 ans s'est fendu le front, elle a tout de suite appelé Medgate, centre suisse de télémédecine qui couvre 4,2 millions de Suisses, plus de la moitié de la population.

De toute façon, Mme Bouchard n'avait pas le choix : dans le cadre de son programme d'assurance privée, elle doit toujours téléphoner chez Medgate avant de consulter un médecin en chair et en os.

Au bout du fil, un médecin a évalué la situation, en lui demandant de mesurer les dimensions de la plaie. Constat : inutile d'aller aux urgences. Il a plutôt guidé Mme Bouchard vers l'une des rares pharmacies ouvertes, en lui expliquant comment installer elle-même des bandes de rapprochement pour soigner son petit casse-cou.

« Medgate, c'est le truc qu'on rapporterait de la Suisse dans nos valises », dit la Québécoise. Elle s'étonne que la médecine au téléphone ait suscité autant de malaise, la semaine dernière au Québec, à la suite des révélations de *La Presse* à propos de DocTel. Ce service permet d'obtenir un diagnostic et une prescription au téléphone pour 38 $.

Il ne faut pas avoir peur de la télémédecine, affirme Mme Bouchard. Mère de trois jeunes enfants, elle appelle au moins 10 fois par année. Un médecin lui a même déjà prescrit un antibiotique, après un examen au téléphone où il lui a demandé de s'ausculter et de prendre sa température, notamment.

« Ils sont formés pour faire un diagnostic au téléphone, avec des techniques particulières », dit M. Berset. Ils écoutent la respiration du patient, posent des questions très pointues sur les douleurs ressenties. La technologie leur donne souvent un coup de main. Dans le cas d'une blessure ou d'un problème dermatologique, par exemple, le patient enverra une photo électronique, par courriel ou par téléphone intelligent, afin que le médecin y jette un coup d'œil.

Le service va donc beaucoup plus loin qu'Info-Santé, au Québec, qui permet d'obtenir de l'information générale en parlant avec une infirmière. « Mais on finit toujours par se faire dire : allez consulter un professionnel », soupire Mme Bouchard.

Protocole rigoureux

Chez Medgate, à peine 3 % des appels se terminent par la prescription d'un médicament sous ordonnance, évalue le chef des communications, Cédric Berset. « On ne le fait que pour les cas très clairs. On envoie alors l'ordonnance par télécopie ou par courriel à la pharmacie du patient qui peut aller chercher le médicament directement », explique-t-il.

« Il vaut mieux prendre cinq minutes pour parler à un médecin au téléphone. Que fait le médecin ? La plupart du temps, il rassure la personne. Et s'il sent qu'il y a un vrai problème, il la dirige rapidement vers les urgences. » — François Lescure, président de MedecinDirect

Medgate suit toujours un protocole très rigoureux. Les patients ont tous un dossier électronique. Ils parlent d'abord à un assistant médical qui fait le triage et dirige immédiatement les cas urgents vers un médecin. Les autres patients se font rappeler par un médecin en moins de trois quarts d'heure.

La centrale répond à un demi-million d'appels par année – jusqu'à 4300 appels par jour pendant les périodes de pointe. Elle compte une soixantaine de médecins, dont plusieurs spécialistes : pédiatres, ophtalmologistes, etc.

Dans la moitié des cas, le médecin est assez confiant pour donner un avis au téléphone, ce qui permet d'éviter une visite en cabinet, dit M. Berset. Ainsi, la télémédecine permet de contenir les coûts du système de santé, car une consultation téléphonique coûte la moitié du prix, environ 60 francs par rapport à 120 francs pour une visite en cabinet… ou même jusqu'à 300 francs pour un spécialiste. Sans compter que le patient devrait patienter plusieurs semaines avant d'avoir un rendez-vous, ajoute M. Berset.

Mais le patient ne paie rien du tout lorsqu'il téléphone à Medgate. Au contraire, ceux qui acceptent de téléphoner systématiquement à la centrale de télémédecine avant de se rendre en cabinet obtiennent une réduction de leur prime d'assurance privée d'environ 10 à 20 %, note M. Berset.

Le gouvernement suisse songe même à obliger tous les assureurs à offrir un service de télémédecine afin d'optimiser les coûts. Mais les assurés ne seraient pas forcés d'y faire appel.

E-santé en France

La France aussi arrive à l'ère de l'e-santé. L'automne dernier, le gouvernement a adopté un décret qui permet aux médecins de poser un diagnostic à distance et de prescrire des médicaments sans avoir examiné le patient.

« À terme, nous pensons installer un système de téléconsultation qui est maintenant autorisé en France », avance Sylvie Villalard, de DocteurClic, qui offre des conseils médicaux sur l'internet depuis cinq ans.

Moyennant 6,50 euros, les internautes peuvent poser une question en toute confidentialité sur le web. L'un des 14 médecins qui travaillent avec DocteurClic leur répond dans les 48 heures. Mais ils ne fournissent pas encore d'ordonnances.

Théoriquement, le diagnostic à distance est permis. Mais en pratique, le tarif n'a pas encore été établi par l'État. « Est-ce que ce sera remboursé ? On ne le sait pas encore », dit Mme Villalard.

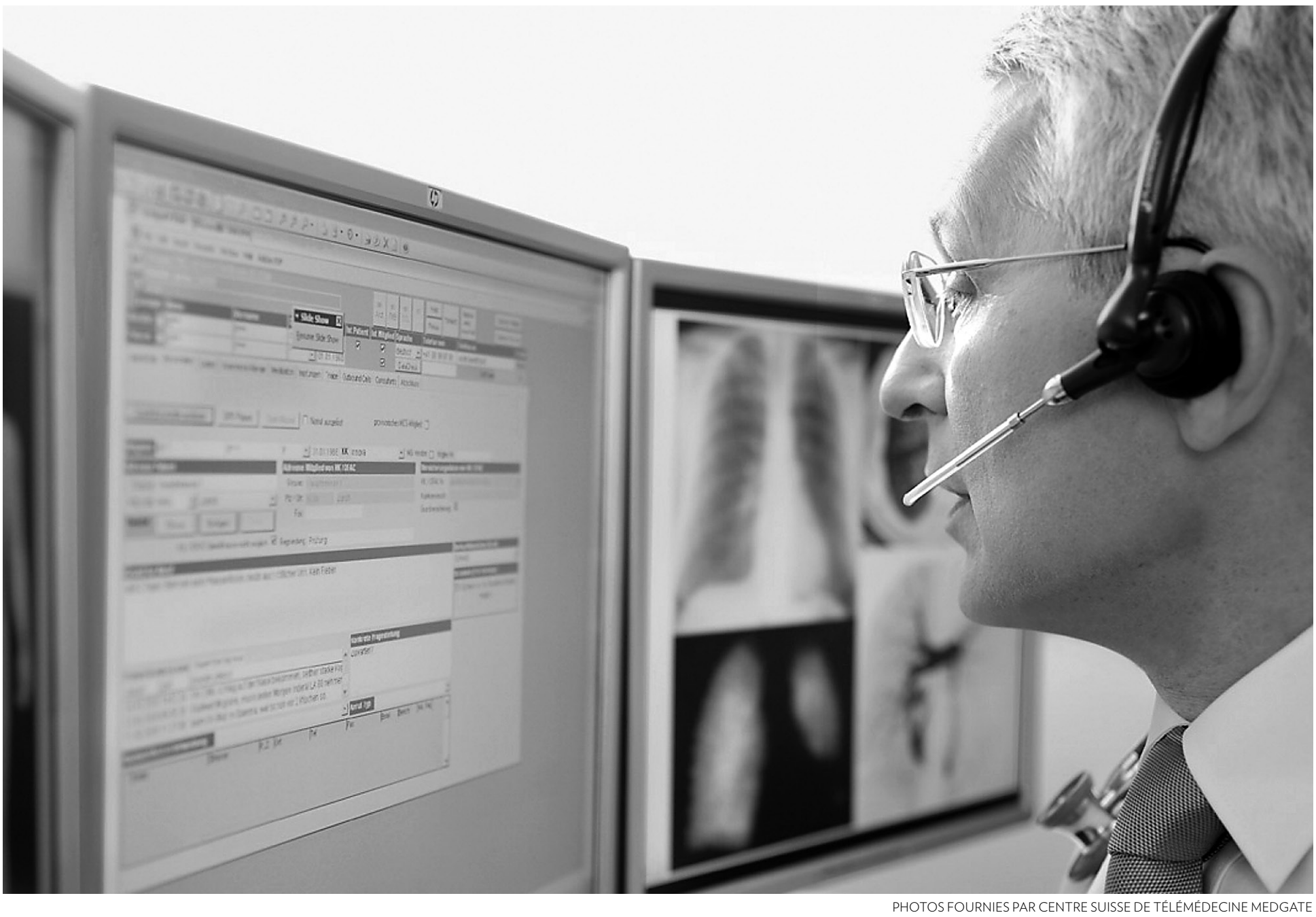
Mais d'autres sociétés sont prêtes à offrir des consultations médicales au téléphone, comme MedecinDirect. Plutôt que de vendre ses services directement au grand public, la société a conclu une entente avec un important assureur français qui les propose à ses assurés, un peu comme Medgate en Suisse.

Lancée il y a un an, MedecinDirect offre des conseils médicaux par courriel et au téléphone. La société compte sur une équipe de 12 médecins qui répondent aux patients à partir de leur propre cabinet. Pour l'instant, les médecins ne font pas de diagnostics ni d'ordonnances à distance. « Par contre, ils peuvent "évoquer" des symptômes ou des maladies et "conseiller" des traitements », explique le président François Lescure.

Ils reçoivent beaucoup de questions sur les médicaments, sur la médecine générale et même sur la chirurgie ambulatoire. « Les patients entrent le matin pour une anesthésie générale et ils ressortent de l'hôpital en après-midi. Ça les panique un peu. Il n'y a pas beaucoup de suivi », raconte M. Lescure, pharmacien.

Laissés à eux-mêmes, les gens passent des heures à chercher des informations sur l'internet, sur des sites plus ou moins fiables. « Ils angoissent. Ils deviennent ce que l'on appelle des cybercondriaques, dit M. Lescure. Il vaut mieux prendre cinq minutes pour parler à un médecin au téléphone. Que fait le médecin ? La plupart du temps, il rassure la personne. Et s'il sent qu'il y a un vrai problème, il la dirige rapidement vers les urgences. »

LA COTE EN SUISSE



PHOTOS FOURNIES PAR CENTRE SUISSE DE TÉLÉMÉDECINE MEDGATE

En Suisse, le patient ne paie rien du tout lorsqu'il appelle Medgate. Au contraire, ceux qui acceptent de téléphoner systématiquement à la centrale de télémédecine avant de se rendre en cabinet obtiennent une réduction de leur prime d'assurance privée d'environ 10 à 20 %.

Les Québécois se montrent réticents face aux diagnostics téléphoniques

STÉPHANIE GRAMMOND

La vaste majorité des Québécois seraient réticents à consulter un médecin au téléphone. Seulement une personne sur cinq (21 %) ferait confiance à un diagnostic à distance, tandis que 70 % seraient plutôt méfiants, d'après un sondage éclair mené sur Cyberpresse, à la fin du mois de mars, auprès de 14 000 répondants.

Quelques jours plus tôt, *La Presse* avait révélé l'existence de DocTel, un service téléphonique qui permet de consulter un médecin, sept jours sur sept, douze heures par jour. Moyennant 38 $ par appel, les patients obtiennent rapidement l'avis d'un médecin qui peut poser un diagnostic et même prescrire un médicament, comme des antibiotiques ou des anti-inflammatoires.

Deux ou trois appels par semaine

DocTel se veut une « alternative efficace, pratique et économique aux problèmes médicaux mineurs ». Lancé il y a un an, DocTel reçoit pour l'instant deux ou trois appels par semaine de la part d'une soixantaine d'abonnés, souvent des personnes en région éloignée qui ont difficilement accès à un médecin.

« Il y a des problèmes qui sont faciles à régler au téléphone, assure le Dr Michael Mansour, qui a lancé DocTel. L'infection urinaire chez la femme est tellement reconnaissable : avec une bonne histoire au téléphone, on peut dépanner… mais toujours avec la rigueur d'expliquer aux gens que si ça ne s'améliore pas, en décrivant certains symptômes, il faut tout de suite se présenter aux urgences. »

EXPO SCIENCES Hydro-Québec

Grâce à leur détermination et à leur talent, les participants à l'Expo-sciences Hydro-Québec sont une inspiration pour des milliers de jeunes. Hydro-Québec, employeur du secteur de la haute technologie, appuie leur curiosité et leur intérêt pour les sciences en présentant pour la première fois cet événement annuel.

FÉLICITATIONS À TOUS LES PARTICIPANTS !

FINALE RÉGIONALE DE MONTRÉAL

BRAVO AU LAURÉAT
DU PREMIER PRIX HYDRO-QUÉBEC – SECONDAIRE

Félicitations à **Arnaud Desrosiers**, élève du Collège Jean-de-Brébeuf, dont le projet *Dégradation du méthylmercure* a remporté le premier prix à la finale régionale le 26 mars dernier. Arnaud est accompagné de Ouali Fodil, représentant d'Hydro-Québec. Bonne chance pour la finale québécoise !

BRAVO AUX LAURÉATS
DU PRIX ÉNERGIE HYDRO-QUÉBEC

Félicitations à **Christopher Lu** et à **Léandre Tarpin-Pitre**, élèves du Collège Jean-de-Brébeuf, qui ont reçu le prix Énergie Hydro-Québec pour leur projet *Des déchets, source d'énergie* à l'occasion de cette même finale.

BRAVO AU LAURÉAT
DU PREMIER PRIX HYDRO-QUÉBEC – PRIMAIRE

Félicitations à **Pascal Voyer-Nguyen**, élève à l'école Selwyn House, qui s'est également vu remettre le premier prix pour son projet *Tombera… Tombera pas ?*, à la finale du primaire de la grande région de Montréal (Lanaudière, Laurentides, Laval, Montérégie et Montréal).

CDLS CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU LOISIR SCIENTIFIQUE
Réseau CDLS-CLS ENSEMBLE POUR LA RELÈVE SCIENTIFIQUE
Hydro Québec

Facture salée pour le renvoi d'un employé

Montréal a déjà dépensé 850 000 $ en honoraires dans une cause liée à la fraude informatique

EXCLUSIF

KARIM BENESSAIEH

La fraude informatique de 10 millions à la Ville de Montréal, découverte en 2008 et qui a mené au congédiement de trois fonctionnaires, continue de coûter cher. Dans une seule cause de congédiement, la Ville a dépensé jusqu'à maintenant 850 000 $ en honoraires de juricomptables… alors que le premier contrat de service prévoyait un coût maximum de 50 000 $.

Cette somme, versée à la firme Navigant (Leclerc Juricomptables), est confirmée par des documents soumis aux élus montréalais pour préparer la séance du conseil municipal de lundi. Elle ne concerne que les honoraires de juricomptables, pas ceux des avocats de la firme Dufresne Hébert Comeau retenue par la Ville dans cette cause.

Dans un paragraphe laconique, on évoque dans ce document « un dossier de congédiement d'un employé » sans indiquer le nom du fonctionnaire visé. On sait qu'au moins trois personnes, deux cadres et un fonctionnaire, ont été renvoyées de septembre 2008 à septembre 2009. Les noms de Gilles Parent et de son patron immédiat, Joseph Hélal, ont déjà été rendus publics. On ignore par contre l'identité du troisième fonctionnaire, dont le renvoi a été confirmé par la Ville en septembre 2009.

Explosion de coûts

Des documents ont par contre permis de suivre le gonflement graduel de la facture des honoraires de juricomptables: après une approbation initiale de 50 000 $ en octobre 2008, on a accordé deux rallonges en décembre 2008 et mars 2009, pour porter la facture à 600 000 $. « Compte tenu de l'ampleur des travaux qu'il reste à effectuer et des résultats obtenus jusqu'à maintenant », on a demandé de l'augmenter à 800 000 $ en juin 2009. Le total a encore été gonflé de 50 000 $ en mars dernier.

La somme de 850 000 $ apparaît d'autant plus étonnante qu'une autre cause plutôt complexe et plus longue, celle de la contestation de l'évaluation foncière du Centre Bell, a coûté 1,1 million en honoraires de comptables.

La somme de 850 000 $ apparaît d'autant plus étonnante qu'une autre cause, plutôt complexe et plus longue, offre un point de comparaison récent. De 2004 à 2011, la contestation de l'évaluation foncière du Centre Bell, qui a nécessité 200 jours d'audition, a coûté 1,1 million en honoraires de comptables. Le litige représentait près de 6 millions par année pour la Ville.

À la Ville, le porte-parole Gonzalo Nunez explique qu' il s'agit de « travaux de vérification, d'analyse et d'enquête entamés dans le cadre des irrégularités » liées au dossier de la fraude. « Par la suite, le mandat de la firme Navigant s'est poursuivi pour du soutien aux négociations menées par la Ville auprès des firmes impliquées dans ces irrégularités », précise-t-il.

La fraude à la Division du service informatique (DSI) de la Ville de Montréal a été découverte en mai 2008, après une enquête interne, puis confiée à la Sûreté du Québec. L'ex-chef de la DSI Gilles Paren, a été accusé de fraude, d'abus de confiance, de complot et de fabrication de faux documents. Sa conférence préparatoire aura lieu le 15 juin prochain au palais de justice. On lui reproche essentiellement d'avoir monté un stratagème impliquant huit firmes informatiques qui auraient obtenu des avantages financiers indus. Deux autres fonctionnaires ont été congédiés pour des fautes de gestion. On estime que la Ville aurait perdu 10 millions dans cette affaire, dont au moins 2 auraient été recouvrés. Le mois dernier, une poursuite de 3,1 millions a par ailleurs été ratifiée contre une des firmes, Ressources systèmes informatiques (VRSI).

AU QUÉBEC, ON AIME LA VIE

DES MUNICIPALITÉS EN SANTÉ !

Une équipe d'ambassadeurs pour de saines habitudes de vie, composée de monsieur Jean-Guy Breton, ancien maire de la Municipalité de Lac-Etchemin, de madame Hélène Laurendeau, nutritionniste et animatrice, et de monsieur Stéphane Quintal, ancien joueur de hockey du Canadien de Montréal, a effectué une tournée de nombreuses municipalités du Québec au cours de la dernière année. Son objectif : inciter les élus municipaux à poursuivre et à intensifier leurs efforts pour améliorer la qualité de la vie et le bien-être de la population, notamment par la mise en place de milieux favorables aux saines habitudes de vie.

Nul doute que les initiatives mises en œuvre par les municipalités visitées sont nombreuses et constituent des solutions concrètes pour améliorer la qualité de vie et la santé des jeunes et des familles.

Merci aux villes de Québec, Montréal, Rouyn-Noranda, Bécancour, Rimouski, Gatineau, Saguenay, Sherbrooke, Salaberry-de-Valleyfield, Joliette et Granby, ainsi qu'à la Conférence des préfets des MRC de Chaudière-Appalaches et à la Conférence régionale des élus Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine pour leur accueil.

Ces municipalités ont à cœur l'activité physique et la saine alimentation, parce qu'au Québec, on aime la vie !

www.saineshabitudesdevie.gouv.qc.ca

Nos ambassadeurs

De gauche à droite : M. Stéphane Quintal, Mme Hélène Laurendeau, M. Laurent Lessard, ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, et M. Jean-Guy Breton.

Québec

Adolescent accusé de meurtre

La vidéo de l'attaque présentée au jury

CAROLINE TOUZIN

La vidéo dure un peu moins de quatre minutes. Des minutes d'une rare violence durant lesquelles on voit un groupe de jeunes assaillir Dany Ouellette avant de l'abandonner à son sort, gisant dans une mare de sang, dans le stationnement adjacent au bar Le Black Jack dans le quartier Saint-Henri.

Cette vidéo a été captée par l'une des caméras de surveillance installées sur le garage voisin du bar où la victime de 24 ans et son présumé meurtrier, un adolescent de 16 ans, ont passé une partie de la nuit du 6 au 7 mars 2010.

Les jurés ont visionné cette vidéo, hier, à la deuxième journée du procès pour meurtre prémédité de l'adolescent en chambre de la jeunesse de Montréal. Quatre adultes, également inculpés dans cette affaire, sont détenus en attente de leur procès.

Vers 3 h 25, on y voit Dany Ouellette sortir du bar par la porte qui donne sur la terrasse, adjacente au stationnement. L'un de ses présumés agresseurs lui lance alors une bouteille de bière. La victime est vite encerclée par cinq jeunes hommes. L'un d'eux se met à poignarder à répétition la victime, alors que les autres le rouent de coups.

On ne distingue pas les visages des agresseurs. La poursuite entend prouver plus tard au cours du procès que l'adolescent de 16 ans est celui qui poignarde la victime à l'aide d'un gros couteau de cuisine.

Des membres de la famille de la victime ont préféré quitter la salle d'audience avant le visionnement. Assis dans le box des accusés, l'adolescent a regardé les images sans broncher.

À l'arrivée des secours, la victime était inconsciente, a témoigné, hier, le premier policier arrivé sur les lieux. Sa mort a été constatée à l'hôpital cette nuit-là.

Un témoin de l'agression a rapidement indiqué aux policiers que les suspects, « quatre Latinos », avaient pris la fuite vers la rue Saint-Augustin. Des patrouilleurs n'ont pas mis de temps à mettre la main au collet de deux suspects, l'adolescent de 16 ans et l'un de ses présumés complices adultes, Manuel de Jesus Garcia Zamora.

Les policiers les ont surpris alors qu'ils marchaient dans la rue Saint-Augustin. L'une des manches du chandail kangourou de l'adolescent était tachée de sang.

Le procès devant jury, présidé par le juge de la Cour supérieure Claude Champagne, doit durer trois semaines.

Lisez la version intégrale de cet article sur cyberpresse.ca/st-henri

NOS MEMBRES VEULENT VOIR VEGAS SOUS UN AUTRE ANGLE.

LES BALADES NOCTURNES EN HÉLICOPTÈRE À LAS VEGAS AVEC MAVERICK HELICOPTER.

Encore un avantage d'être membre.

Découvrez comment en voir plus avec vos milles sur **aeroplan.com/voirplus**.

bienvenue dans le club

aeroplan

MONTRÉAL PLUS

SANG NEUF À LA CARIFÊTE

Après un conflit de trois ans, le défilé caribéen va « renaître de ses plumes ». État des lieux.

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE
MONTRÉAL MULTIPLE

PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

L'avenir de la Carifête. Au premier plan : Everiste « Traxx » Blaize. En arrière, Derek Parkinson, Camille François, Emmanuelle Borgella et Arlene Wilson.

Le jour de son 21e anniversaire, Everiste Blaize est allé à l'église. Il a allumé un cierge et s'est mis à prier. « Je voulais remercier Dieu d'être encore en vie, dit-il aujourd'hui. Parce que j'aurais vraiment pu virer autrement. J'étais dans le mauvais chemin. On volait. Beaucoup de mes amis sont morts. »

Quinze ans plus tard, M. Blaize est plus en vie que jamais. Non seulement gagne-t-il sa vie comme patron d'un salon de coiffure et promoteur d'événements, mais il est depuis deux semaines le nouveau président de la Carifête. Pour cet ancien délinquant des ghettos de Cartierville, devenu leader de la communauté caribéenne, c'est ce qu'on pourrait appeler un improbable dénouement.

« Je dois dire que ce n'était pas écrit dans le ciel », admet ce géant à dreadlocks, du haut de ses 6 pieds et 6 pouces.

Originaire de l'île de Sainte-Lucie, Everiste « Traxx » Blaize est arrivé au Québec à 8 ans, pour rejoindre ses parents. La Carifête, dit-il, reste un rare bon souvenir de sa « jeunesse difficile ». Mais depuis quelques années, résultat de querelles internes, d'une gestion douteuse et d'une désorganisation chronique, le défilé n'était plus que l'ombre de lui-même. C'est dans l'espoir de lui redonner du lustre qu'il a rejoint les rangs de la CCFA (Caribbean Cultural Festivities Association), l'organisme qui gère l'événement depuis 1994.

Mais la chose s'est avérée plus compliquée que prévu. Une seconde organisation, la MCDF (Montreal Carnival Development Foundation), voulait aussi mettre la main sur la Carifête. Pendant presque trois ans, les deux parties se sont livré une guerre sans merci dans les médias et devant les tribunaux sous l'œil passif de la Ville. En 2009, incapable de trancher, celle-ci a fini par donner les clés du défilé conjointement aux deux groupes rivaux, avant de l'annuler complètement en 2010.

Dans la communauté, tout le monde s'entend pour dire que l'administration Tremblay a erré dans le dossier et que cette mollesse n'a fait qu'accentuer le problème. « Les bureaucrates ont voulu ménager la chèvre et le chou », affirme le fondateur du Black Theatre Workshop, Clarence Bayne, personnalité influente du Montréal caribéen. « Pourquoi ? Je vous le demande. Sans doute les élections qui s'en venaient… » Egbert Gaye, rédacteur en chef du journal *Community Contact*, est plus sévère. Selon lui, l'annulation du défilé constitue carrément un impair municipal : « La Carifête est une des rares institutions qui nous appartiennent. En nous la retirant, c'est comme si on nous prenait pour des enfants. La communauté s'est sentie dépossédée et marginalisée. »

À la décharge de la Ville, le dossier était loin d'être simple. Il faut savoir que la MCDF était née de la cuisse de la CCFA, ce qui rendait la coupure moins évidente. D'autant plus que cette nouvelle organisation prétendait être le « prolongement » officiel de l'ancienne, ce qui a donné bien des maux de tête aux fonctionnaires. Il aura fallu le verdict de la Cour supérieure, à la mi-mars, pour que les choses se clarifient et que le Bureau des festivals finisse par trancher pour de bon en faveur de la CCFA.

« Plus de commandites, plus de transparence, plus de participants et surtout, plus d'ouverture aux autres communautés. Nous y allons avec un regard neuf. Et inclusif. »
— Everiste Blaize, président de la Carifête

Pression et vision

Pour Egbert Gaye, il est clair que le plus gros défi des nouveaux organisateurs sera de « raviver l'intérêt » dans la communauté. « Toute cette histoire a laissé des bleus », dit-il. Des camps se sont formés. Des amitiés se sont brisées. Et à la longue, plusieurs se sont désintéressés de la Carifête.

Everiste Blaize admet de son côté que la pression est énorme. Et qu'il faudra beaucoup pour rétablir l'image de l'événement. Mais le mandat ne lui fait pas peur. « Maintenant que la crise est passée, les gens vont revenir », dit-il. Avec son équipe de jeunes professionnels rompus au monde des affaires, le nouveau président de la CCFA a élaboré un ambitieux plan de cinq ans, qui devrait rendre le défilé économiquement viable et culturellement incontournable. « Plus de commandites, plus de transparence, plus de participants et surtout, plus d'ouverture aux autres communautés, lance l'armoire à glace de 36 ans. Nous y allons avec un regard neuf. Et inclusif. »

M. Blaize ne cache pas qu'il aimerait un jour rivaliser avec la somptueuse Caribana de Toronto, qui attire bon an mal an entre 1 et 2 millions de personnes. Mais il reste lucide : la priorité est de redéfinir et de consolider les bases.

« La Carifête était morte. On la ressuscite. Mais on est réalistes et on y va un an à la fois. Commençons par faire nos preuves cet été. Après on verra… »

CONFLIT D'HORAIRE À L'ANTILLAISE

Tout indique que la 36e Carifête aura lieu le 9 juillet. Pour le meilleur et pour le pire, le Jamaica Day aura lieu le même jour au parc Jean-Drapeau. La Ville aurait-elle dû caser les deux événements à des dates différentes ? « Ça peut avoir du bon. Le public de la Carifête pourra débarquer chez nous après le défilé. Mais il faudra que la Ville augmente la sécurité en conséquence », répond Brian Smith, organisateur du Jamaica Day. Egbert Gaye, du journal *Community Contact*, n'est pas de cet avis : « Ces deux événements n'ont rien à voir. Si on a passé une bonne Carifête, on ne veut pas aller ailleurs après. On veut aller chez soi, dormir et ressortir plus tard le soir. En mettant les deux fêtes le même jour, il y a forcément des gens qui vont faire des compromis. Pour la Ville, c'était plus facile d'un point de vue logistique. Je comprends. Mais c'est quand même un manque de respect. »

EN BREF

Enfant autiste disparu à Laval : pas de battue, dit la police

Le temps clément a permis aux autorités lavalloises de poursuivre les recherches, hier, dans l'espoir de retrouver le petit Adam, 3 ans, qui manque à l'appel depuis dimanche dernier. En entrevue hier avec le chroniqueur judiciaire Claude Poirier, le père de l'enfant a dit ne plus avoir espoir de retrouver son fils vivant, mais qu'il souhaite retrouver son corps et l'enterrer. Bouazza Benhamma a même songé à inviter la population à participer à une battue aujourd'hui, près de l'endroit où son fils a disparu, mais comme il s'agit d'une zone inondable, la police de Laval aurait plutôt décidé de prendre les choses en main. « Il reste des endroits dangereux et impraticables, avec des trous d'eau très profonds. On va probablement refaire une fouille méticuleuse avec nos gens qui ont l'expertise dans ce type de recherche et peut-être avec l'aide d'une firme spécialisée », a souligné l'agente Nathalie Lorrain de la police de Laval. — Hugo Meunier

L'ÉVÉNEMENT C'EST LE TEMPS DE CHANGER

0% FINANCEMENT À L'ACHAT◊ **+** **30¢/L** DE MOINS SUR LE CARBURANT

JUSQU'EN 2012*
(SUR VÉHICULES SÉLECTIONNÉS)

Modèle Limited montré*

AUTOROUTE 7,4 L/100 KM▾

TUCSON L 2011 -30¢/L

(manuelle à 5 vitesses)

0% À L'ACHAT
FINANCEMENT **72** MOIS◊
SUR TOUS LES MODÈLES TUCSON 2011

OU

292$ /MOIS. LOCATION 60 MOIS**
0 $ COMPTANT
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

AUTOROUTE 6,5 L/100 KM▾

ELANTRA TOURING L 2011 -30¢/L

(manuelle à 5 vitesses)

196$ /MOIS
0 $ COMPTANT
0% FINANCEMENT À L'ACHAT **84** MOIS◊
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

À PARTIR DE 16 509$

Modèle GLS Sport montré*

Modèle 2.0T montré*

NOUVELLE OFFRE !

AUTOROUTE 6,6 L/100 KM▾

GENESIS COUPE 2.0T 2011 (manuelle à 6 vitesses)

368$ /MOIS
0 $ COMPTANT
FRAIS, LIVRAISON ET DESTINATION INCLUS.

- À L'ACHAT **72** MOIS 0% FINANCEMENT◊
  OU
- EN LOCATION POUR **60** MOIS**

À PARTIR DE SEULEMENT 26 579$

GARANTIE††
5 ANS
100 000 KM

5 ANS/100 000 KM - Garantie globale limitée
5 ANS/100 000 KM - Groupe motopropulseur
5 ANS/100 000 KM - Garantie sur les émissions

TAPIS PROTECTEURS ET PLEIN DE CARBURANT INCLUS POUR TOUS LES VÉHICULES HYUNDAI.

HYUNDAI[MC]
hyundaicanada.com

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLÔMÉS †††

[MC] Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. ♦ Prix des modèles montrés : Tucson Limited 2011, transmission automatique, à partir de 34 124 $. / Elantra Touring GLS Sport, transmission automatique, à partir de 23 659 $ / Genesis Coupe 2.0T 2011 à 26 579 $. Frais de 115 $ (taxe des pneus 15 $ et taxe climatiseur 100 $), livraison et de destination de 1 760 $ pour le Tucson Limited 2011 / 1 495 $ pour l'Elantra Touring 2011 / 1 565 $ pour la Genesis Coupe 2011 / inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. ** Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles neufs en stock Tucson L, transmission manuelle 5 vitesses (à partir de 21 874 $) de 292 $ pour 60 mois / Genesis Coupe 2011, transmission manuelle 6 vitesses (à partir de 26 579 $) de 368 $ pour 60 mois, sans obligation au terme du contrat de location. Comptant initial de 0 $ / 0 $ et première mensualité exigée. Frais de 115 $ (taxe des pneus 15 $ et taxe climatiseur 100 $), livraison et de destination de 1 565 $ pour la Genesis Coupe 2011 / 1 760 $ pour le Tucson 2011 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de location. Aucun dépôt de sécurité (0 $) pour tous les modèles. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10¢ par km additionnel. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. ◊ Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les Tucson L 2011, transmission manuelle (à partir de 21 874 $) à un taux de 0 % sur 72 mois Elantra Touring L 2011, transmission manuelle 5 vitesses (à partir de 16 509 $) à un taux de 0 % sur 84 mois / Genesis Coupe 2.0T 2011, transmission manuelle 6 vitesses (à partir de 26 579 $) à un taux de 0 % sur 72 mois. Exemple de financement et modalités des offres de financement apparaissant dans la présente publicité: 21 874 $ / 16 509 $ / 26 579 $ à un taux de 0 % / 0 % / 0 % équivaut à des mensualités de 303,81 $ / 196,00 $ / 368,00 $ pour 72 / 84 / 72 mois. Aucun comptant initial requis. Coût de prêt de 0 $ / 0 $ / 0 $ pour une obligation totale de 21 874,32 $ / 16 464,00 $ / 26 496,00 $. Frais de 115 $ (taxe des pneus 15 $ et taxe climatiseur 100 $ pour Tucson et Genesis Coupe) / Frais de 15 $ (taxe des pneus 15 $) pour l'Elantra Touring L 2011, livraison et de destination de 1 760 $ pour le Tucson 2011 / 1 495 $ pour l'Elantra Touring / 1 565 $ pour la Genesis Coupe 2011 inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. Tous les détails chez votre concessionnaire Hyundai. * Pour un temps limité, achetez un Tucson 2011 ou une Elantra Touring 2011 (cette offre ne s'applique pas à la Genesis Coupe 2011) et obtenez une carte privilège Petro-Canada vous permettant d'économiser 30 cents (0,30 $) sur chaque litre d'essence, jusqu'à concurrence de 1 000 litres pour l'Elantra Touring et jusqu'à concurrence de 1 200 litres pour le Tucson. Estimation basée sur les données de consommation combinée de l'ÉnerGuide pour le Tucson L 2011 avec transmission manuelle à 5 rapports (8,9 L/100 km) / Elantra Touring L 2011 avec boite manuelle 5 vitesses (7,7l/100km) à 15 200 km/an (distance moyenne parcourue annuellement [statistique de Transport Canada sur les parcs automobiles provinciaux de véhicules légers, 2008]. Cette carte est valide uniquement dans les stations d'essence Petro-Canada participantes (et dans les stations d'essence North Atlantic Petroleum approuvées à Terre-Neuve-et-Labrador). Cette carte n'a pas de date d'expiration. Petro-Canada est une marque de commerce de Suncor Energy inc., utilisée sous licence. Petro-Canada n'est pas un commanditaire, ni un co-commanditaire de cette promotion. Admissibilité à l'obtention d'une carte sous réserve de conditions et d'exclusions. Tous les détails chez votre concessionnaire. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. ▾ La consommation d'essence du Tucson L 2011, transmission manuelle 5 vitesses (Autoroute 7,4 L / 100 km; Ville 10,1 L / 100 km) / Elantra Touring, transmission manuelle 5 vitesses (Autoroute 6,4 L / 100 km; Ville 8,9 L / 100 km) / Genesis Coupe 2.0T, transmission, manuelle 6 vitesses (Autoroute 6,6 L / 100 km; Ville 10,0 L / 100 km) est basée sur les données d'ÉnerGuide. Les consommations réelles peuvent varier selon les conditions de conduite et l'ajout de certains accessoires automobiles. Les données sont présentées aux fins de comparaison uniquement. *♦◊** Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir un concessionnaire pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. ††† Voir le concessionnaire pour les véhicules admissibles et tous les détails du programme de remise aux diplômés. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien.

ACTUALITÉS

De l'exubérance et du printemps

STÉPHANE LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Mardi soir, les champions de la Coupe Stanley sont en ville. Le compte est égal 1 à 1. La période de prolongation débute à l'instant. Ma blonde et moi sommes assis au bout de nos sièges. L'homme d'affaires anglophone qui a sa place juste à côté des nôtres, aussi. Le match est vraiment excitant. Car notre voisin des rouges n'a pas l'habitude de s'exciter. Au fait, il ressemble beaucoup à Stephen Harper, mais ce n'est pas lui, Harper prend pour Toronto.

Durant un avantage numérique, l'attaquant du Canadien, Andrei Kostitsyn va chercher la rondelle dans le coin à la gauche du gardien des Blackhawks, puis il exécute une passe en diagonale vers son coéquipier, P.K. Subban qui l'attend, le bâton dans les airs, prêt à dégainer. Il lance et compte! Les Glorieux ont gagné.

La foule se lève d'un bond pendant que P.K. commence les célébrations. Il se dirige vers son copain Carey Price. Met un genou sur la glace, tout en continuant de glisser, flatte la patinoire de son gant droit puis pointe le gardien du Tricolore. C'est alors qu'il se relève, patine à toute vitesse vers Price, saute dans les airs pour entrer en contact avec le gant du gardien et se propulse à terre, avant de finalement se relever et de se tourner vers Wisniewski. C'est le délire au Centre Bell!

*Pendant que nos chefs coincés vont continuer à faire attention de ne pas dire ce qu'il ne faut pas dire tout en disant ce qu'il faut dire, ça va faire du bien de voir foncer **P.K.**, gueuler **P.K.**, danser **P.K.**.*

Dans un élan de joie, le sosie de Stephen Harper prend ma blonde dans ses bras et la serre comme si c'était sa sœur. Je dirais même comme si c'était sa secrétaire. Marie-Pier lui sourit, tout en se défaisant de son étreinte. Puis notre heureux partisan me fait, comme on dit dans sa langue, un *high five*. Tope là, *my friend*!

En 10 ans de voisinage dans l'enceinte sacrée, c'est la première fois que je le vois dans cet état. Cet être au profil conservateur a soudain l'air d'un membre du Bloc pot. C'est l'effet P.K.!

P.K. est en train de nous déniaiser.

La scène sportive montréalaise a toujours été assez tranquille. Nos joueurs de hockey ont plus tendance à lâcher leur fou dans les salons V.I.P. des bars à la mode, plutôt que sur la patinoire. Nos grandes idoles avaient le caractère introverti de nos pères. Maurice Richard, homme de peu de mots. Jean Béliveau, incarnation de la classe et de la distinction. Guy Lafleur, flamboyant, mais timide. Même Patrick Roy à l'ego bouillant, savait entre un clin d'œil et deux bras dans les airs, se garder une petite gêne. Pas P.K.

P.K. a fait son entrée dans le gros club en pleine fièvre des séries, l'année dernière. Et tout de suite, il a décroché un premier rôle. Durant ces matchs épiques, il était souvent le défenseur le plus utilisé de l'équipe. Pas de figuration durant trois ans avant de devenir une superstar. P.K. est de la génération des vedettes instantanées. Et il assure. Au début de la saison, on a tenté de le casser en le laissant dans les gradins. P.K. prenait trop de place. Il tapait sur les nerfs des vétérans et faisait trop d'erreurs. Subban a rongé son frein. Et il est revenu, un peu secoué. On a eu peur que ça l'éteigne. Mais sa flamme est trop ardente. Encore plus que celle de la Samantha du même nom. Cela a pris quelques parties, mais P.K. est redevenu P.K. Il en fait beaucoup. Parfois, trop. Mais il sera toujours plus passionnant à regarder jouer que ceux qui n'en font pas assez.

La plus belle victoire de la saison, ce n'est pas la victoire du Canadien. C'est la victoire de l'exubérance. Ça fait du bien, dans cette société, qui tend à tout uniformiser, d'avoir des personnages qui se permettent de parler fort, de faire des grands gestes, de prendre de la place, de vivre haut et en entier.

Grâce à P.K., mardi soir, les gens au Centre Bell, et ceux devant leur télé, avaient le goût d'être un petit peu moins coincés. De s'exprimer sans cette foutue peur de déranger. De déployer ses ailes au complet pour voler enfin aussi haut que notre cœur le veut bien.

C'est sûr que le beau P.K. tombe sur les nerfs des jaloux et des sévères. Mais à eux aussi, le 76 fait du bien. Car en exprimant leur frustration à son égard, ils sortent de leur indifférence, ils en mettent un peu plus, parce que ça vient les chercher loin. Au moins, ça fera ça de méchant qui sera enfin sorti.

On ne sait pas du tout si les séries du CH cette année seront une fête réussie ou un enterrement vite fait. Mais une chose est sûre, pendant que nos chefs coincés vont continuer à faire attention de ne pas dire ce qu'il ne faut pas dire tout en disant ce qu'il faut dire, ça va faire du bien de voir foncer P.K., gueuler P.K., danser P.K..

Au nom du petit francophone réservé que je suis, au nom de mon flegmatique voisin de hockey anglo, merci de nous donner la chance d'être exubérants. De temps en temps. Ça fait juste du bien, comme le printemps.

P.K., tu es un printemps.

P.K., *you are a spring*.

Des chiots sauvés par dizaines de la misère

Un organisme s'attaque au problème criant de surpopulation de chiens errants au Nunavik

Dans certaines communautés isolées du Nord-du-Québec, la surpopulation canine atteint un niveau préoccupant. Des centaines de chiens errants meurent de froid, de faim, ou encore ils sont euthanasiés. Une femme de la région de Montréal en a eu assez : elle sauve ces chiens par dizaines.

ISABELLE AUDET

Un soir d'hiver, des employés de l'aéroport Trudeau sortent cinq cages d'un avion d'Air Inuit. À l'intérieur, des chiots couinent. Nés dans le nord du Québec, ils n'ont connu jusqu'ici qu'une vie d'errance, de malnutrition et de violence.

Ils s'apprêtent à connaître quelque chose de nouveau : une famille.

Cathy Samson et André Roy présentent les animaux à leurs propriétaires, qui attendent dans une petite pièce. Les chiots sortent timidement, et chacun est accueilli par des « aaaaah » attendris.

Le couple est à la tête de Chiots nordiques, une initiative privée pour trouver des familles à ces laissés pour compte du Nord.

Cathy Samson, de Chiots nordiques, explique qu'une fois par année, les autorités « font le ménage », et partent avec des dizaines de chiens errants. « On ne les revoit plus », dit-elle.

Cathy, une ergothérapeute qui travaille à l'occasion à Kawawachikamach, près de Shefferville, compte sur un réseau de bénévoles. Ses contacts dans le Nord repèrent les chiots abandonnés, et s'assurent de leur transport jusqu'à Montréal. Dans la métropole, d'autres collaborateurs de Chiots nordiques se chargent de les confier à des familles dignes de confiance.

« Je ressentais beaucoup d'impuissance à voir des chiens qui avaient de multiples problématiques : ils avaient faim, froid, ils étaient laissés à eux-mêmes, souvent malades… je ne pouvais pas rester comme ça », raconte Cathy.

Elle a d'abord ramené un chien pour elle, puis son initiative a pris de l'ampleur. En quelques mois seulement, avec l'aide d'une poignée d'amis, elle a contribué à sauver une cinquantaine de chiens.

Les sauver de quoi, exactement ? « Les bébés meurent souvent. Ils vivent cachés sous les balcons des maisons. Et puis, une fois par année au moins, les municipalités avisent la population de garder les chiens domestiques à l'intérieur. Ceux qui restent à l'extérieur, qui n'appartiennent à personne, sont tués », raconte-t-elle.

Le problème de surpopulation

« La semaine dernière, il y avait une meute d'une dizaine de chiens qui se promenait dans la ville. Les policiers ont été obligés de les ramasser, malheureusement », raconte Diane Fortier, citoyenne de Shefferville.

Elle explique qu'une fois par année, les autorités « font le ménage », et partent avec des dizaines de chiens errants. « On ne les revoit plus », dit-elle.

Les municipalités du Nord québécois sont parfois contraintes d'euthanasier les chiens errants. Sans vétérinaire pour c'est l'arme à feu qui devient alors l'ultime solution.

« On ne peut pas blâmer les communautés, tempère Alanna Devine, porte-parole de la SPCA, à Montréal. Il y a un problème de surpopulation. Oui, une euthanasie par injection, par un vétérinaire, serait une meilleure solution, mais la vraie solution, c'est la stérilisation des chiens en région isolée. Une stérilisation massive pour qu'ils ne se reproduisent plus. Et pour y arriver, il faudrait organiser une campagne avec plusieurs vétérinaires. »

Pas de vétérinaire

Or, il n'y a pas de vétérinaire dans le Nord-du-Québec. « Pour faire stériliser mes deux Sept-Îles. C'est un voyage de 12 heures en train… aller seulement », raconte Diane Fortier.

« Il y a certainement de la place pour un investissement dans ces régions, pour qu'un ou des vétérinaires s'y installent de façon permanente, croit Cécile Aenishaenslin, vétérinaire fondatrice du Groupe international vétérinaire, et responsable d'un projet au Nunavik. Le problème n'est pas le même dans toutes les communautés, et il faut considérer les questions culturelles, mais oui, il y a des endroits où ça va moins bien. »

Sans stérilisation, et n'appartenant à personne, des dizaines de chiens errants gravitent autour de certaines communautés isolées, et continuent de se reproduire.

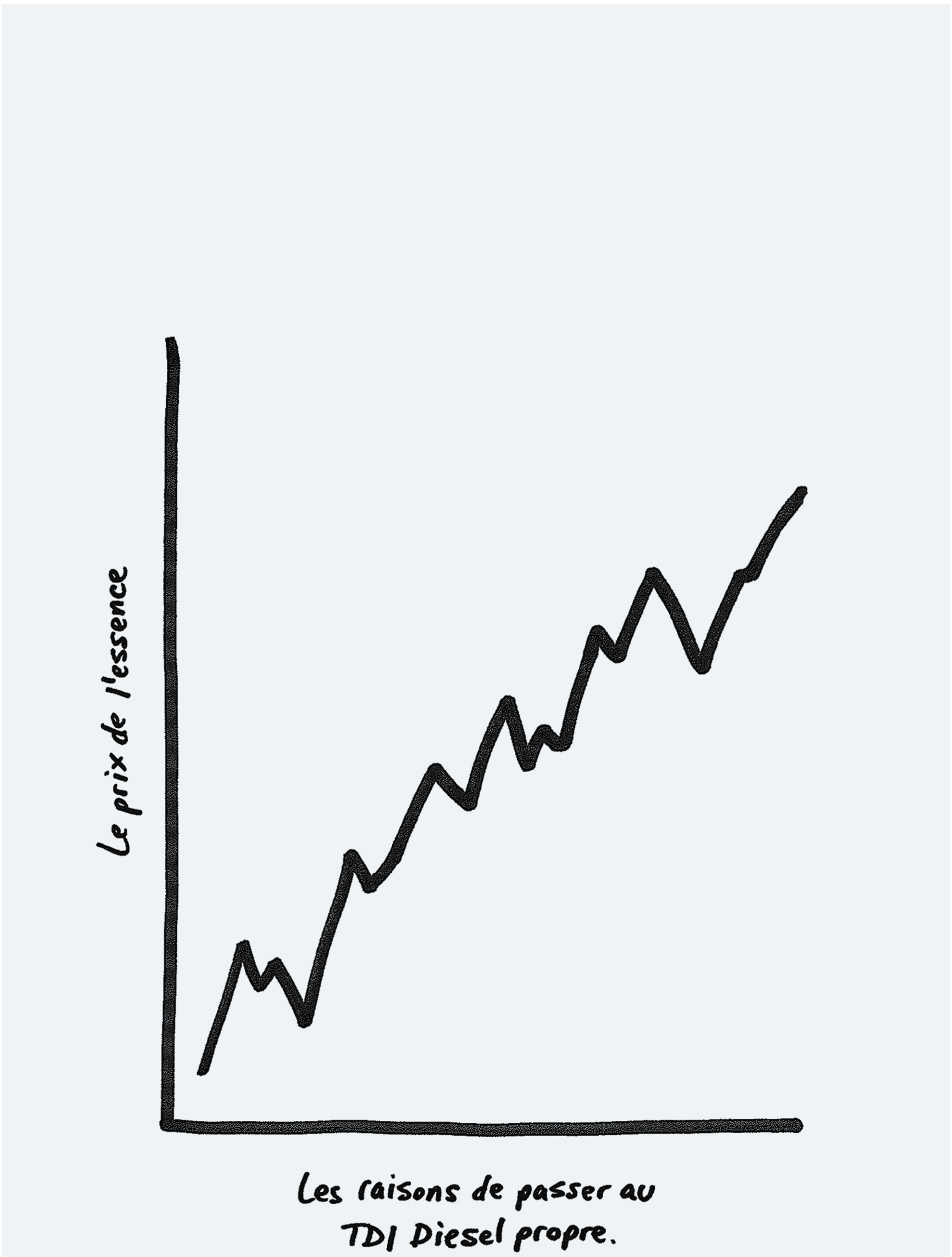
échelle, mais au moins, on offre de meilleures conditions de vie à quelques chiens en les amenant dans le Sud », croit Cathy Samson.

Chiots nordiques a permis à une cinquantaine de chiens de trouver un foyer, jusqu'à maintenant. D'autres groupes aussi, comme les Centres d'animaux de compagnie du Québec, contribuent à trouver un foyer aux chiens errants.

Des chiens métissés, énergiques, qui ont survécu grâce à un tempérament obstiné. « Ce sont des chiens de tête, constate André Latendresse, propriétaire de deux chiots nordiques. Mais je n'ai jamais eu de chiens aussi intelligents. »

NOTRE VIDÉO > DES CHIOTS SAUVÉS DE LA MISÈRE

SUR cyberpresse.ca/chiots
Voyez les chiots nordiques à leur arrivée à Montréal dans le reportage vidéo d'Isabelle Audet et de David Boily.



Si l'idée de parcourir jusqu'à 1 190 km* avec un seul plein ne suffit pas, permettez-nous de passer au meilleur argument qui soit : le prix de l'essence.

Plus que probablement, celui-ci va encore augmenter. Et s'il baisse dans un avenir rapproché, ce sera sans doute – comment dire? – une baisse symbolique.

Tout ce qu'il faut pour créer un sentiment d'impuissance. À moins, bien sûr, de conduire une Volkswagen TDI Diesel propre.

Parce que s'il est vrai que le diesel est à peu près au même prix que l'essence ordinaire, il vous permet d'aller beaucoup, beaucoup plus loin. En fait, la Golf TDI Diesel propre vous permettrait de faire un aller-retour Montréal – Toronto avec un seul plein*. Rien de moins.

Et comme si ce n'était pas assez, précisons que le diesel a fait du chemin depuis les dernières années. Le carburant est plus propre que jamais, et il est maintenant à faible teneur en soufre. Finalement, en toute humilité, disons que notre moteur TDI Diesel propre est une merveille.

Nous pourrions parler toute la journée du taux exceptionnellement bas d'émissions de CO_2. Ou de ses performances à couper le souffle. Disons simplement qu'il est une source de fierté pour nous.

Et pour tous les conducteurs de TDI Diesel propre qui parcourent les kilomètres en voyant s'envoler le prix de l'essence le sourire aux lèvres.

Visitez vw.ca ou venez nous en parler en personne chez votre concessionnaire Volkswagen.

Das Auto.

TDI® Diesel propre

Golf | Golf familiale | Jetta | Touareg

© Volkswagen Canada 2011. *Selon les données de consommation du gouvernement du Canada. Distance approximative sur route avec une consommation de 4,6 L/100 km pour la Golf 5 portes TDI Diesel propre 2011 et la Golf familiale TDI Diesel propre 2011 avec boîte automatique et un réservoir de carburant d'une capacité de 55 L. Consommation en ville de 6,7 L/100 km. Données fournies à titre d'estimation seulement. Votre consommation peut varier en fonction des conditions routières, des habitudes de conduite et de l'équipement. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Golf », « Jetta », « Touareg », « TDI » et « TDI Diesel propre » sont des marques déposées de Volkswagen AG. « Das Auto et dessin » est une marque de commerce de Volkswagen AG. Visitez vw.ca ou votre concessionnaire pour plus de détails.

SANTÉ

CANCER

Le registre national sera lancé lundi

EXCLUSIF

ARIANE LACOURSIÈRE

Le ministre de la Santé, Yves Bolduc, annoncera lundi le lancement officiel du registre québécois du cancer, qui permettra de recenser tous les cas de cancer dans la province. Jusqu'à maintenant, seuls les cas qui étaient traités dans les hôpitaux étaient comptabilisés par le gouvernement. Plusieurs intervenants estimaient que cette façon de faire minimisait les statistiques et qu'en réalité, le cancer est bien plus répandu qu'on ne le dit.

« Maitenant, tous les cas de cancer vont être déclarés. Ceux trouvés par pathologie, par test sanguin ou par radiographie. On va aussi recenser les premiers traitements donnés et la durée moyenne de survie », résume le ministre Bolduc. Ces nouvelles données permettront d'avoir un portrait plus juste du cancer au Québec. « On va aussi pouvoir se comparer avec les autres provinces », ajoute M. Bolduc.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Le registre québécois du cancer est officiellement entré en vigueur le 1er avril. Mais plusieurs établissements ne sont pas encore prêts à transmettre leurs données.

Le registre québécois du cancer est officiellement entré en vigueur le 1er avril. Mais plusieurs établissements ne sont pas encore prêts à transmettre leurs données. Des 70 établissements qui participeront au registre, seulement 34 % envoient déjà leurs données. Mais le ministre assure que des formations seront données au cours des prochains mois et que dès l'an prochain, toutes les données seront disponibles.

« Dès juillet, 80 % des établissements seront prêts à nous envoyer leurs données. C'est une année de transition. Au cours des six prochains mois, on va former le personnel pour que la compilation se déroule efficacement », affirme le ministre. Même s'ils seront prêts plus tard, tous les établissements devront rétroactivement fournir leurs données pour 2011. De sorte que le registre inclura les statistiques de cette année.

Le cancer est la première cause de décès au Québec. Selon les dernières données de la Société canadienne du cancer, le Québec est l'une des provinces où le taux d'incidence de cette maladie est le plus élevé. En 2010, 45 200 nouveaux cas de cancer ont été détectés au Québec. Durant la même année, 20 300 Québécois et 76 200 Canadiens sont morts de cette maladie.

Selon une étude européenne

L'alcool à l'origine d'un cancer sur dix

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Une étude européenne conclut que 10 % des cancers chez l'homme et 3 % chez la femme sont attribuables à l'alcool. Ces résultats, publiés en ligne par le *British Medical Journal* (BMJ), hier, font suite à une recherche menée dans huit pays d'Europe occidentale.

L'équipe conduite par Madlen Schütze (Institut allemand de nutrition humaine, Potsdam-Rehbruecke) a étudié les données prélevées sur 364 000 sujets dans 8 pays participant à l'étude EPIC (étude européenne prospective sur le cancer) : France, Italie, Espagne, Royaume-Uni, Pays-Bas, Grèce, Allemagne et Danemark.

L'étude montre qu'en 2008, la consommation présente ou passée d'alcool a été responsable de 44 % des cancers des voies aérodigestives supérieures (bouche, pharynx, larynx, sinus) chez l'homme et 25 % chez la femme.

Le tiers (33 %) des cancers du foie chez l'homme (18 % chez la femme), respectivement 17 % et 4 % des cas de cancer colorectal, et 5 % des cancers du sein lui sont également imputés.

Plus de la moitié des 57 600 cas de cancers des voies aérodigestives supérieures, du foie et colorectal attribués à l'alcool chez l'homme en 2008 en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni, en Grèce, en Allemagne et au Danemark étaient causés par une consommation supérieure à deux verres par jour. Chez la femme, 80 % des 21 500 cas de cancers des voies aérodigestives supérieures, du foie, colorectal et du sein attribués à l'alcool dans les 8 pays étudiés étaient causés par une consommation supérieure à un verre par jour.

« Nos résultats montrent que de nombreux cas de cancer auraient pu être évités en limitant la consommation quotidienne d'alcool à deux verres pour les hommes et un verre pour les femmes, comme le recommandent de nombreux organismes de santé », a déclaré Madlen Schütze.

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUES MILITAIRES DE QUÉBEC PRÉSENTE

LE CHŒUR DE L'ARMÉE ROUGE RUSSE ET LA TROUPE ALEXANDROV

1ER AU 4 SEPTEMBRE 2011
PLACE DES ARTS - THÉÂTRE MAISONNEUVE
BILLETS EN VENTE MAINTENANT

FIMMQ.COM/CHOEUR

laplacedesarts.com
514 842 2112 / 1 866 842 2112

LES RENCONTRES LA PRESSE

MERCREDI 27 AVRIL

L'ART D'ASSUMER SON OPINION

Un chroniqueur exprime son opinion mais y a-t-il des conséquences à s'exprimer librement ?

Venez découvrir comment nos chroniqueurs assument leur opinion quotidiennement.

SOIRÉE ANIMÉE PAR PATRICK LAGACÉ

MARIE-CLAUDE LORTIE

MARC CASSIVI

NATHALIE PETROWSKI

VINCENT MARISSAL

DATE LE MERCREDI 27 AVRIL 2011
HEURE 19 H 30 OUVERTURE DES PORTES À 18 H 30
ENDROIT L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL
MÉTRO PLACE DES ARTS

20 $ plus frais

BILLETS DISPONIBLES À :
Billetterie de l'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au *www.ticketmaster.ca*
Admission générale

L'autisme et l'épilepsie liés par un gène

MATHIEU PERREAULT

Des chercheurs montréalais ont identifié un gène lié à la fois à l'autisme et à l'épilepsie. Leurs recherches permettent de mieux comprendre les causes de l'autisme, ce qui pourrait mener à des médicaments pour cette maladie.

« On savait que les autistes sont plus souvent épileptiques que la moyenne de la population, et aussi que les épileptiques sont plus souvent autistes », explique Patrick Cossette, de l'Université de Montréal et du centre de recherche du CHUM, qui est l'auteur principal de l'étude publiée dans la revue *Human Molecular Genetics*. « Nous venons de trouver un lien génétique entre les deux maladies. »

Selon le Dr Cossette, le tiers des autistes ont des crises d'épilepsie, alors que les troubles envahissants du développement (TED), une catégorie large qui inclut l'autisme, touche entre 20 % et 25 % des enfants autistes. Dans la population, les TED et l'épilepsie frappent moins de 1 % de la population.

Les mutations génétiques du gène de la synapsine sont présentes chez 1 % des autistes et 3,5 % des épileptiques. Ce gène est impliqué dans les synapses qui communiquent l'information, sous forme d'électricité, entre les neurones du cerveau.

« On sait que l'épilepsie est un genre de court-circuit des synapses, dit le Dr Cossette. L'autisme pourrait être la forme comportementale de ces courts-circuits. Ça renforce l'idée que l'autisme a des origines génétiques. On a déjà trouvé une dizaine de gènes qui sont liés à cette maladie. »

Les deux maladies sont liées au développement du cerveau, dans une phase où le cerveau procède à un « élagage des synapses », dans les premières années de vie, indique le Dr Cossette. Des gènes liés à la formation et à l'élagage des synapses avaient été impliqués par le passé avec l'autisme, mais pas à l'épilepsie.

À la poursuite de Mona Lisa

Les restes d'une femme déterrés dans l'espoir de trouver le modèle de la Joconde

MATHIEU PERREAULT

Une équipe italienne va déterrer les restes d'une femme morte à 63 ans au XVIe siècle dans l'espoir d'identifier le modèle de la célèbre Joconde de Léonard de Vinci. Ce projet suscite la controverse dans les milieux universitaires italiens, certains historiens considérant son principal instigateur, un ancien producteur de télé, comme un manipulateur des médias.

« Il faut intéresser les jeunes à l'héritage culturel italien avec des enquêtes historiques de ce genre », explique Silvano Vinceti, qui a depuis une dizaine d'années fait des enquêtes similaires sur les squelettes du peintre Le Caravage, du philosophe Pic de la Mirandole, du romancier Giuseppe Tomasi di Lampedusa et du poète Pétrarque.

Plusieurs documents, retrouvés en Italie et en Allemagne au cours des dernières années, ont permis de penser que le modèle de la fameuse Mona Lisa était la femme d'un riche marchand de soie florentin, Lisa Gherardini, qui a été enterrée dans le couvent de Sainte-Ursule, à Florence. M. Vinceti lui-même est l'auteur d'une thèse concurrente: que la Joconde était un apprenti de Léonard de Vinci, avec lequel le peintre entretenait une relation homosexuelle.

« Si nous trouvons un squelette compatible sur le plan du sexe et de l'âge, nous ferons les analyses d'ADN avec les fils de Lisa Gherardini, dont nous connaissons la sépulture », explique Giorgio Gruppioni, anthropologue de l'Université de Bologne qui travaille avec M. Vinceti depuis son projet du Caravage. « On ne sait pas si elle se trouve toujours là, parce qu'une station de police a été construite sur les ruines du couvent. Mais ça vaut la peine de vérifier. »

M. Vinceti était jusqu'au début du millénaire producteur de documentaires artistiques à la RAI, la télévision gouvernementale. Il a accumulé au fil de sa carrière des contacts politiques qui lui ont été précieux pour obtenir les autorisations d'exhumation des squelettes qui l'intéressent.

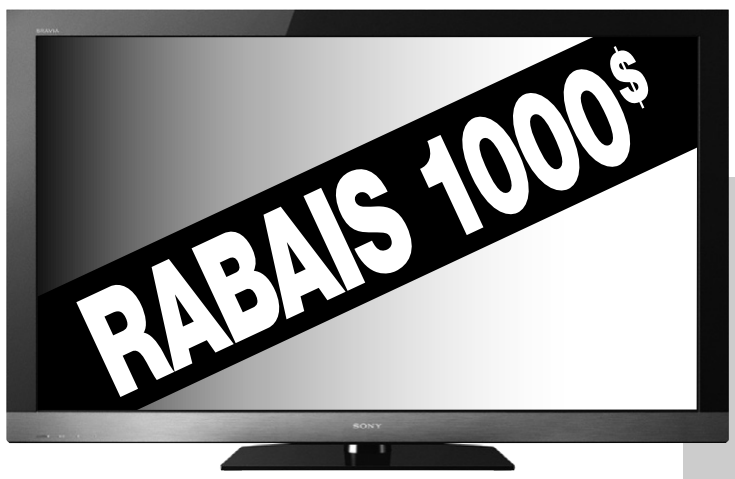
Légitimité contestée

« Vinceti utilise les médias pour des projets qui ne sont pas vraiment scientifiques », dit Franco Cardini, historien de l'Université de Florence. « Ce qu'il fait a peut-être de la légitimité, mais comme il ne se soumet pas au verdict de ses pairs, c'est douteux. »

La collaboration de M. Vinceti avec l'Office du tourisme italien et les maires des villes où se trouvent les squelettes qu'il analyse fait tiquer les historiens patentés. « Certains disent que c'est du voyeurisme et que Vinceti n'a pas de légitimité parce qu'il n'a pas de diplôme d'historien, explique M. Gruppioni. Mais quelles que soient ses motivations, je pense qu'il faut évaluer ses résultats sans a priori. L'histoire regorge d'autodidactes qui ont eu un impact sur la science. Pensez au moine Mendel, qui a découvert les lois de la génétique. Et pour ce qui est du voyeurisme, je ne vois pas la différence avec les anthropologues qui étudient l'homme de Néandertal. »

DERNIÈRE CHANCE
liquidation
Jusqu'au dimanche 10 avril

LG
TVHD 50" plasma 1080p
50PK550
seulement 60 UNITÉS
788,88
ÉTAIT 1188,88



SONY BRAVIA
TVHD 60" ACL 1080p 120Hz
KDL60EX500
seulement 60 UNITÉS
1488,88
ÉTAIT 2488,88

RABAIS 40$

EN PRIME
Valeur de 50$
Étui et carte mémoire SD de 4Go

Kodak
Caméra numérique de 12 mégapixels
• Zoom optique 3x • Mode vidéo
M530 - BUNDLE
seulement 210 UNITÉS
58,88
ÉTAIT 98,88

RABAIS 80$

TOMTOM
Appareil de navigation portable GPS 4.3"
XL350
seulement 140 UNITÉS
78,88
ÉTAIT 158,88

RABAIS 100$

Panasonic
Microchaîne avec lecteur CD/MP3
• 40 watts • Station d'accueil iPod
SCHC40
seulement 65 UNITÉS
128,88
ÉTAIT 228,88

RABAIS 100$

SAMSUNG PLEINE HD 3D Blu-ray Disc™
Lecteur Blu-ray Disc™ 3D
BD-C5900
seulement 160 UNITÉS
148,88
ÉTAIT 248,88

RABAIS 80$

AMD 64 Athlon X2
Moniteur vendu séparément.
emachines
Ordinateur de table
• Mémoire vive de 3 Go
• Disque rigide de 500 Go
•Graveur SuperDrive (DVDRW)
EL1352-21C
seulement 80 UNITÉS
288,88
ÉTAIT 368,88

RABAIS 160$

intel CORE inside
Plus rapide. Plus astucieux.
TOSHIBA
Ordinateur portatif Satellite
• Processeur Intel® Core i3-370M
• Mémoire de 4 Go • Disque rigide de 500 Go
L630-03R
seulement 40 UNITÉS
588,88
ÉTAIT 748,88

"Dumoulin... No 1 de l'expérience client en électronique au Québec"
-Sondage Léger Marketing *L'indice de l'expérience client 2010.* Données récoltées du 13 octobre au 1er novembre 2010.

Dumoulin

1 866 588-7777

Suivez-nous sur facebook

Disponible seulement dans les succursales ci-mentionnées.

MONTRÉAL
• Place Montréal Trust 1500, McGill College *(niveau métro 2)*
• Marché Central 8990, boul. l'Acadie *(Nord de la Métropolitaine)*

EST
• St-Léonard 6852, Jean-Talon E. *(Langelier/Galeries d'Anjou)*
• Lachenaie 1200 Yves-Blais *(à côté du Cinéma Triomphe - Aut. 40 et 640)*

OUEST
• West Island Méga Centre des Sources *(& Transcanadienne)*
• Vaudreuil Méga Centre - 3218, de la Gare *(sortie 35 - Transcanadienne)*

RIVE-SUD
• Quartier Dix30 Aut. 30, sortie 109, boul. de Rome *(Près du Rona)*
• Brossard 5705, boul. Taschereau *(près du Mail Champlain)*
• Boucherville 582, ch. de Touraine *(à côté du IKEA)*

RIVE-NORD
• Laval Centropolis *(à côté du Colossus)*
• Rosemère Place Rosemère *(entrée rue Le Bouthillier)*
• St-Jérôme Carrefour du Nord *(à l'intérieur du Sears)*

Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales. Certains produits sont en quantités limitées et ne sont pas disponibles dans toutes nos succursales. Les illustrations peuvent différer. **Prix et offres en vigueur jusqu'au 10 avril 2011 ou jusqu'à épuisement des stocks.** Aucun bon différé. Sujet à changement sans préavis. **Les offres spéciales et promotions ne peuvent être combinées.** Détails en magasin.

PHOTOS ARCHIVES LA PRESSE

Peintre, auteur, producteur, réalisateur et un des signataires de *Refus global*, Pierre Gauvreau fut l'un des artisans majeurs du paysage culturel québécois de la seconde moitié du XX^e siècle. On le voit ci-dessus en 1967 et en 2008.

1922-2011

Pierre Gauvreau n'est plus

ANDRÉ DUCHESNE

Mort jeudi matin à 88 ans, Pierre Gauvreau aura peint jusqu'à la toute fin de sa vie.

La semaine dernière encore, dans sa maison de Saint-Armand, le peintre était dans son atelier avec Janine Carreau, sa conjointe des 35 dernières années. Moment de grâce avant de s'éteindre.

« La dernière année a été épouvantable sur le plan de la santé, dit M^me Carreau en entrevue à *La Presse*. En octobre, il a subi l'amputation d'une jambe. J'ai donc fait construire un grand trottoir à la campagne pour qu'il puisse aller à son atelier. Comme il souffrait d'insuffisance cardiaque, il n'a pas pu peindre beaucoup. La semaine dernière, nous y étions retournés. Il a nommé 27 tableaux qu'il n'avait pas encore titrés et il a réussi à terminer une toile inachevée. Lorsqu'il a vu qu'il n'était plus capable de peindre, il s'est laissé aller. »

En dépit de la douleur physique, en dépit de la maladie, M^me Carreau évoque ces derniers jours avec beaucoup de tendresse. Pierre Gauvreau et elle étaient revenus dans leur appartement de Montréal il y a une semaine. Ce dernier voulait mourir à la maison. « Nous avons presque réussi, dit sa conjointe. Il a passé 18 heures aux soins palliatifs. Ce furent des heures bénéfiques car le personnel médical a réussi à contrôler la douleur. J'étais à son chevet, je lui parlais à l'oreille. Je ne peux pas demander mieux, après 35 ans de bonheur. »

Refus global

Peintre, auteur, producteur, réalisateur et un des signataires de *Refus global*, Pierre Gauvreau fut l'un des artisans majeurs du paysage culturel québécois de la seconde moitié du XX^e siècle. Né en 1922 à Montréal, il entre très jeune à l'École des beaux-arts de la métropole. Remarqué par Paul-Émile Borduas, il se joint, avec son frère Claude, au groupe de jeunes artistes radicaux se rassemblant dans l'atelier du peintre. Dès 1943, il expose à la Société d'art contemporain. Cinq ans plus tard, il est un des signataires de *Refus global*.

Tout en poursuivant son travail de peintre et après un passage dans l'armée (1943-1946), M. Gauvreau amorce un travail de réalisateur et de producteur tant à Radio-Canada qu'à Radio-Québec (aujourd'hui Télé-Québec) et à l'Office national du film. « Il s'est tout de suite intéressé à ce nouveau langage qu'était la télévision. Sa participation fut capitale au développement de notre télé », dit l'animateur Michel Désautels, qui jouait un enfant (Paul) dans le téléroman *Rue de l'Anse* réalisé par Gauvreau dans les années 60.

Auteur

Tantôt producteur (*IXE-13*, *Le temps d'une chasse*), tantôt réalisateur (*Pépinot*, *Radisson*, *D'Iberville*, *Chez Denise*), l'homme a aussi écrit trois téléromans pour Radio-Canada : *Le temps d'une paix*, *Cormoran* et *Le volcan tranquille*.

« Je retiens sa grande créativité, son ouverture de cœur, dit la comédienne Nicole Leblanc, inoubliable Rose-Anna dans *Le temps d'une paix*. Pour lui, l'amitié était fondamentale. Il partageait une grande culture qui faisait que les gens autour de lui ne se sentaient pas amoindris. Il a connu une très belle vie sur le plan de la créativité. »

Si les deux premiers téléromans ont connu un grand succès, *Le volcan tranquille* n'a pas attiré autant de téléspectateurs. La deuxième saison a été présentée en été. Dépité, Gauvreau a cessé d'écrire les textes de la troisième saison.

« Il s'est tout de suite intéressé à ce nouveau langage qu'était la télévision. Sa participation fut capitale au développement de notre télé. » —L'animateur Michel Désautels

Dans l'intervalle, il avait recommencé à peindre, le 13 décembre 1976 pour être exact.

« Après 13 ans d'arrêt, il avait été en mesure de reprendre ses pinceaux, dit M^me Carreau. Il écrivait comme il peignait, c'est-à-dire de façon spontanée. L'été, lorsqu'il écrivait les épisodes de ses téléromans, il faisait tout d'un premier jet. Il n'y avait pratiquement pas de ratures. Il entendait les dialogues. »

C'est en travaillant dans leur immense jardin de Saint-Armand qu'il trouvait l'inspiration. « Il venait me voir et me disait : "J'ai trouvé ma grande intrigue pour l'an prochain" », évoque M^me Carreau avec tendresse.

Le cinéaste Charles Binamé a connu M. Gauvreau au début des années 70 et lui a consacré un documentaire, très poétique, *Gauvreau ou l'obligation de la liberté*, en 2001.

« Nous avions bien des atomes crochus. Cette amitié tournait beaucoup autour de l'univers de la création, du désir de débusquer l'inconnu, dit le cinéaste. Il m'a toujours encouragé dans mes démarches de création. C'était un homme extrêmement ouvert aux arts, et ce, sans préjugés. »

Une cérémonie strictement privée à la mémoire de Pierre Gauvreau aura lieu, bientôt, dit Janine Carreau. Une cérémonie publique, dont les détails seront connus plus tard, sera aussi organisée.

À lire sur Cyberpresse, des commentaires plus détaillés sur Pierre Gauvreau.

Le Cinéma Parallèle réalise un « vieux rêve »

Il acquiert les salles de l'eXcentris et en construira deux autres grâce à la contribution de la SODEC et de la Ville

ÉRIC CLÉMENT

Si le Cinéma Parallèle acquiert une partie d'eXcentris pour 7,5 millions de dollars avec l'aide de Québec et en planifie un agrandissement de cinq salles, il le doit avant tout à la SODEC et à la Ville de Montréal, « alliée de la dernière heure », selon la directrice du Parallèle, Caroline Masse.

Le cinéma d'auteur peut se réjouir. Deux ans après que Daniel Langlois, âme bénie de l'eXcentris, eut fermé les portes de deux de ses salles au septième art, on revient à la case départ avec, en bonus, le projet de construire deux nouvelles salles pour faire du Parallèle un des phares du cinéma d'art et d'essai à Montréal.

Hier, on sentait que les deux ans de tergiversations entre les acteurs du milieu, le mécène Langlois et les pouvoirs publics avaient finalement accouché d'une entente qui sauve la face d'une ville frustrée de se faire damer le pion par Toronto.

La ministre de la Culture, Christine St-Pierr,e était donc aussi radieuse que le soleil d'un 8 avril montréalais quand elle a annoncé qu'on avait trouvé une issue heureuse à l'avenir du Cinéma Parallèle.

La SODEC fournira 4 millions de dollars en prêts : 2 millions tout de suite et 2 millions après l'approbation du Conseil des ministres à Québec.

La Fondation Daniel Langlois donne 1 million pour moderniser l'équipement des salles et la Ville de Montréal fournit la différence, 2,5 millions, en les puisant dans son fonds de 140 millions consacré aux infrastructures et alloué par Québec. Le ministère de la Culture s'est, de plus, engagé à verser une contribution de 1,25 million en cinq ans pour aider au fonctionnement du Parallèle.

Fin de l'angoisse

« Dans le milieu, il y avait beaucoup d'angoisse depuis deux ans, mais on gère l'argent des contribuables et il fallait être minutieux », a dit la ministre St-Pierre, qui a remercié François Macerola, président de la SODEC, pour les efforts qu'il a accomplis pour mener ce projet à bon port.

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, rarement présent à l'occasion des événements culturels de la métropole, était à la conférence de presse. L'aide de la Ville s'est dessinée à la suite d'un repas, durant la période des Fêtes de fin d'année, a appris *La Presse*.

« La part de la Ville, c'est ça qui rend le projet possible », nous a dit un des protagonistes du projet.

Daniel Langlois fait un énorme effort financier. Il a réduit substantiellement son prix de vente des salles au Parallèle. L'argent qu'il empoche est loin de la valeur réelle des lieux qu'il cède. Dans les faits, le Parallèle, créé en 1967, devient copropriétaire de l'immeuble, possédant désormais deux étages sur cinq.

« Le cinéma indépendant va pouvoir redémarrer dans des lieux de diffusion de qualité et je suis fier qu'il le fasse avec la transformation d'un organisme culturel en une véritable entreprise d'économie sociale », a déclaré le président du CA du cinéma Parallèle, Christian Yaccarini.

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, la ministre de la Culture, Christine St-Pierre, le président de la SODEC, François Macerola, le fondateur d'eXcentris, Daniel Langlois, et le président du CA du Cinéma Parallèle, Christian Yaccarini, ont célébré la bonne nouvelle, hier.

Rénovations

Cet été, des rénovations seront faites afin de permettre aux trois salles de rouvrir à l'automne. D'ici 2 ou 3 ans, 2 autres salles de 50 à 70 places chacune seront construites sous une structure en dôme érigée dans l'espace jardin-amphithéâtre d'eXcentris contigu à la rue Clark.

Cofondateur du Parallèle, le grand manitou du Festival du nouveau cinéma, Claude Chamberlan, est aux anges de voir son bébé sauvé des eaux. « Ces cinq salles de cinéma d'auteur, c'est un vieux rêve, dit-il. Comme ça existe à Paris… »

Le président de Culture Montréal, Simon Brault, a souligné combien la nouvelle est importante pour Montréal. « On arrête ainsi de dégringoler, car on se marginalisait. Montréal est une vraie ville de résilience. On est capable de rebondir », a-t-il lancé en rendant hommage, comme d'autres, au rôle-clé joué par Manuela Goya, directrice générale de Montréal, métropole culturelle.

Critiqué pour avoir fermé deux salles il y a deux ans, Daniel Langlois était content de voir le projet aboutir au bonheur de tous. « Le Parallèle n'était pas mature pour faire tout ça il y a deux ans, a-t-il lâché. On a tous appris à parler le même langage. Et le cinéma a maintenant un permis d'alcool, ce qui lui permettra d'organiser de nouveaux événements. »

Gordon Bernstein, président de la Société de développement du boulevard Saint-Laurent, s'est réjoui aussi de cette annonce qui ne manquera pas de faire du bien à ce secteur commercial qui avait beaucoup souffert du changement de vocation de deux des trois salles d'eXcentris.

LE TOUR DU GLOBE

CHILI

L'Église demande pardon

L'Église catholique du Chili, ultramajoritaire dans le pays andin, a demandé formellement pardon pour les cas d'agressions sexuelles d'enfants commises par des membres du clergé et pour son manque de diligence face aux plaintes. Une vingtaine de religieux ont été l'objet de procédures ou liés à des cas d'agressions sexuelles présumées au cours des dernières années. Fin 2010, cinq condamnations avaient été prononcées. – AFP

GRANDE-BRETAGNE

Fusillade dans un sous-marin

Un marin de la Royal Navy a été tué et un autre grièvement blessé hier à la suite d'une fusillade à bord d'un sous-marin nucléaire amarré à Southampton, dans le sud de l'Angleterre, ont annoncé les autorités, écartant l'hypothèse d'un acte terroriste. Un troisième militaire a été arrêté et emprisonné à la suite de cet incident, a ajouté le ministère de la Défense. – AFP

GUATEMALA

Divorce présidentiel

La justice du Guatemala a prononcé le divorce du chef de l'État Alvaro Colom et de sa femme Sandra Torres, levant ainsi l'obstacle constitutionnel à la candidature de la première dame à la présidentielle de septembre. La Loi fondamentale de ce pays interdit la réélection du président, mais aussi les candidatures de ses proches parents, dont sa femme. Ils disent être toujours amoureux l'un de l'autre. – AFP

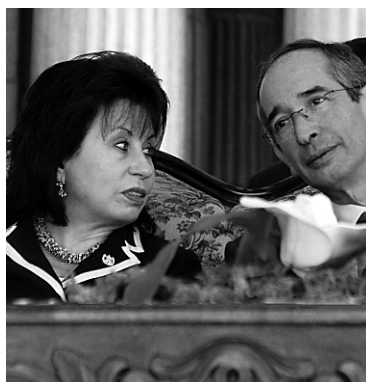


PHOTO ARCHIVES AFP

Le président du Guatemala, Alvaro Colom ,et Sandra Torres ont divorcé hier. Ils se disent toujours amoureux...

LES MOTS DU JOUR

« Je n'ai aucune idée de ce qu'est l'internet. »

Hayastan Chakarian, retraitée géorgienne de 75 ans, soupçonnée d'avoir privé son pays ainsi que l'Arménie de l'internet pendant plusieurs heures en coupant un câble d'alimentation alors qu'elle creusait la terre. La vieille dame a clamé hier son innocence. – AFP

Accord budgétaire à Washington

Démocrates et républicains concluent une entente de principe après de longues négociations

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

PHOTOS MIKE THEILER, REUTERS

Les négociateurs démocrates et républicains se sont entendus sur des réductions budgétaires de 38,5 milliards de dollars pour le reste de l'exercice 2011. Ci-dessus, le démocrate Harry Reid, chef de la majorité au Sénat, et le républicain John Boehner, président de la Chambre des représentants.

NEW YORK — Les négociateurs démocrates et républicains avaient jusqu'à minuit hier pour trouver un accord budgétaire et éviter une paralysie des services publics aux États-Unis. Dans les dernières heures d'une journée de récriminations publiques et de tractations privées, ils ont conclu une entente de principe sur des réductions budgétaires de 38,5 milliards de dollars cette année.

Le Congrès votera sur ce compromis de dernière minute la semaine prochaine. En attendant, le Sénat et la Chambre des représentants ont approuvé hier soir un « pont » financier qui permettra à l'État fédéral de poursuivre ses activités pendant six jours.

Au début des négociations, les républicains réclamaient des coupes de 61 milliards de dollars pour les six derniers mois de l'exercice 2011, alors que les démocrates étaient prêts à accepter 33.

Les républicains ont par ailleurs renoncé à leur projet d'abolir les fonds fédéraux destinés au programme Planned Parenthood de planification familiale et d'aide médicale aux femmes démunies. Les conservateurs américains ciblent depuis longtemps Planned Parenthood, dont les cliniques offrent des services d'avortement.

« Je suis heureux d'annoncer que le Monument de Washington et l'ensemble du gouvernement seront ouverts demain », a déclaré Barack Obama, se félicitant de « la plus importante réduction annuelle des dépenses de l'histoire » lors d'une brève déclaration à la Maison-Blanche après 23 h.

Une paralysie du gouvernement américain aurait entraîné la mise à pied temporaire de 800 000 fonctionnaires et créé d'importants désagréments au public. Dans des circonstances semblables, l'administration fédérale avait interrompu ses services non essentiels à deux reprises pendant un total de 26 jours à la fin de 1995 et au début de 1996. Sur le plan politique, ce blocage avait tourné à l'avantage du président Bill Clinton, qui s'opposait aux coupes budgétaires voulues par le président de la Chambre des représentants de l'époque, Newt Gingrich.

N'ayant sans doute pas oublié cet épisode, les négociateurs engagés dans le bras de fer de 2011 ont passé une bonne partie de la journée d'hier à se rejeter la faute d'une paralysie éventuelle.

« C'est une bataille idéologique qui n'a rien à voir avec l'intégrité fiscale de ce pays », a déclaré le démocrate Harry Reid, chef de la majorité au Sénat, hier matin.

Le sénateur du Nevada a affirmé que les démocrates et les républicains s'étaient entendus sur la hauteur de la réduction des dépenses publiques pour le reste de l'exercice 2011. Il a indiqué que le seul obstacle à une entente était l'abolition voulue par l'opposition républicaine des fonds fédéraux destinés à Planned Parenthood.

Mais le républicain John Boehner, président de la Chambre des représentants, a contesté en après-midi la version des négociations présentée par son vis-à-vis démocrate. Selon lui, l'impasse tenait d'abord et avant tout au refus des démocrates d'accepter de « réelles réductions budgétaires ».

« Nous n'allons pas nous coucher et trahir les Américains comme cela a été vu de nombreuses fois ici à Washington », a déclaré le représentant d'Ohio.

En fin de soirée, John Boehner a exprimé sa satisfaction. « C'est la meilleure entente que nous pouvions obtenir », a-t-il déclaré aux membres de son groupe parlementaire.

CÔTE D'IVOIRE

Situation humanitaire dramatique

D'APRÈS L'AFP

ABIDJAN — Le président élu de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, s'efforçait hier de rétablir la sécurité dans son pays où la situation humanitaire a pris un tour dramatique, alors que les troupes fidèles à son rival, Laurent Gbagbo, ont regagné du terrain à Abidjan et sont toujours en possession de chars ainsi que d'« armes lourdes ».

Les informations que les enquêteurs de l'ONU sur les droits de l'homme envoient sur la situation dans l'ouest de la Côte d'Ivoire sont « absolument horrifiantes », a déclaré à Genève la haute-commissaire aux droits de l'homme, Navi Pillay.

À Abidjan, les forces pro-Gbagbo ne sont plus qu'à un kilomètre de l'hôtel dans lequel M. Ouattara a établi son quartier général, a souligné hier Alain Le Roy, chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, lors d'un point de presse organisé après une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la crise en Côte d'Ivoire. « Il est évident », a-t-il dit, que les soldats du camp Gbagbo « ont pris l'accalmie de mardi comme prétexte pour renforcer leurs positions ».

Dans l'intervalle, l'ambassade de France a annoncé que « la résidence de France située dans la commune de Cocody a été la cible de deux tirs de mortier et d'un tir de roquette à partir de positions tenues » par des éléments des forces armées toujours loyales à M. Gbagbo, hier à 16 h.

« La France rappelle que conformément à la résolution 1975 du Conseil de sécurité de l'ONU, les forces impartiales (mission onusienne ONUCI et force française Licorne) sont en droit de mettre en œuvre leur mandat afin de prévenir l'usage d'armes lourdes par toutes les parties du conflit », indique un communiqué.

Le porte-parole de Laurent Gbagbo, Ahoua Don Mello, a démenti « formellement » cette attaque.

M. Ggagbo, qui refuse de céder le pouvoir, était toujours retranché hier soir dans sa résidence défendue par le dernier carré de ses fidèles au sein de l'armée ivoirienne.

Charles Blé Goudé, leader des jeunes patriotes de Laurent Gbagbo, a appelé hier à un « dialogue inter-ivoirien », dans un entretien à la chaîne France 24.

« Tragédie humaine »

Après l'impasse politique née de l'élection présidentielle du 28 novembre et l'enlisement militaire, Abidjan, livré aux pillards, est confronté à l'urgence humanitaire.

« Abidjan est une tragédie humaine », a déclaré le représentant du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) en Côte d'Ivoire, Carlos Geha. « La population n'était pas prête pour une bataille qui dure aussi longtemps que ça », a-t-il dit, ajoutant que l'eau manquait depuis quatre jours.

Dans l'ouest du pays, « au cours de la seule journée d'hier, ils ont trouvé 118 corps dans les 3 villes de Duékoué, Bloléquin et Guiglo », a pour sa part déclaré M^me^ Pillay.

« Certaines des victimes semblent avoir été brûlées vives et certains corps jetés dans un puits », selon son porte-parole.

VIELLISSEMENT ET MÉMOIRE
CHERCHONS PERSONNES AGÉES
Pour une étude sur la mémoire spatiale

Participants droitiers de 60 à 75 ans

Présentement sous aucun médicament pour l'humeur ou le sommeil.
Sans antécédent de maladie mentale, trouble neurologique ou attaque cérébrale.

La participation requiert 1 à 3 visites au laboratoire de Dr. Véronique Bohbot à l'Institut Douglas.

Durant ces visites, les participants exécuteront des tâches cognitives et des tâches de mémoire spatiale dans des environnements virtuels sur un ordinateur.

Une compensation monétaire sera offerte.

Si intéressés, S.V.P. contactez Kyoko Konishi au 514 761-6131 ext. 3408

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2011-04-08

Lotto MAX — Résultats non disponibles

la Quotidienne 3 599 4 6755

Triplex 15 19 25 37 41

la Mini 754891

Banco 08 09 13 14 18 20 21 24 25 29 31 45 48 49 58 59 60 65 69 70

Extra 9270113

Astro — Jour 14 - Mois SEPTEMBRE - Année 36 - Signe SCORPION

Roue de FORTUNE Chez vous !

La Roue de fortune est de retour avec un nouveau gros lot de 500 000 $! Pour tourner, il faut gratter.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

lotoquebec.com/video

PLUSIEURS VOIX PLUSIEURS VOIES
15 avril 2011
Université de Montréal
Pavillon André-Aisenstadt

50 ANS DE VICTIMOLOGIE AU QUÉBEC
Semaine des victimes du 10 au 16 avril 2011

avec Ezzat Fattah, Jo-Anne Wemmers, Stéphane Guay, Marie-Marthe Cousineau, Natasha Dugal, Callixte Kabayiza et Amissi Manirabona.

Inscriptions gratuites : **criminologie@umontreal.ca**
www.cicc.umontreal.ca

CICC Centre international de criminologie comparée
Université de Montréal

Financé par le Ministère de la justice du Canada
Canada

MONDE

Berlusconi est-il fini ?

« Ses problèmes sont plus politiques que juridiques », estime un juriste réputé

MARC THIBODEAU
ANALYSE

PHOTO MAX ROSSI, REUTERS

Le premier ministre italien Silvio Berlusconi a pris part hier à une cérémonie de remise de prix récompensant de jeunes diplômés, à Rome. Il s'est permis, à la blague, d'inviter des étudiantes à une séance de « bunga bunga »...

MILAN — Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, affiche toujours publiquement une conviction inébranlable dans ses capacités et son avenir, même lorsque la situation semble devenir intenable.

Il en a encore donné un exemple lors d'un récent passage dans l'île de Lampedusa, au sud de l'Italie, blaguant sur un supposé sondage qui demandait aux femmes locales si elles aimeraient coucher avec lui. Un tiers, a-t-il relaté, ont dit « oui », les deux tiers restants répondant « Quoi ? Encore ? »

La boutade ne manquait pas de culot à quelques jours de l'ouverture du procès du Rubygate, qui met en relief les singulières mœurs du politicien de 74 ans. Il est accusé d'avoir eu des relations sexuelles payées avec une mineure, connue comme Ruby la voleuse de cœurs, et d'être intervenu personnellement pour la faire libérer après son arrestation pour une histoire de vol.

La confiance affichée de l'accusé dans cette affaire, qui doit reprendre fin mai, ne tient pas seulement à son caractère personnel ou à une stratégie médiatique, mais aussi à des considérations plus pragmatiques.

Pas de preuve incontournable

Selon un journaliste italien bien informé croisé cette semaine à Milan, la justice ne dispose pas de « smoking gun » – de preuve incontournable – pour démontrer que le chef du gouvernement a bel et bien eu des relations sexuelles payées avec la jeune femme. Cette dernière a par ailleurs refusé de se constituer partie civile dans le procès, confirmant du coup qu'elle continuerait de nier toute relation inappropriée avec Silvio Berlusconi.

Le vote du Parlement italien, qui conteste la juridiction du tribunal milanais, risque par ailleurs de retarder pendant des mois l'avancée du processus judiciaire, voire de l'étouffer. La Cour constitutionnelle devra décider si l'affaire doit être entendue par un tribunal spécial pour ministres.

Le Rubygate n'est pas le seul dossier pour lequel le chef du gouvernement tente d'utiliser sa majorité parlementaire à des fins personnelles. Il vise aussi à faire voter une loi modifiant les délais de prescription de manière à se soustraire à une affaire de corruption de témoin.

Le Cavaliere a plusieurs fois fait changer les lois par le passé pour se soustraire à la justice, relève l'ancien président de la Cour constitutionnelle, Valerio Onida, qui se montre sceptique de le voir tomber sur des questions judiciaires.

Coalition fragile ?

« Ses problèmes sont plus politiques que juridiques », souligne M. Onida, qui enseigne aujourd'hui dans une université milanaise.

Le chef du gouvernement italien a survécu par quelques voix en décembre dernier à un vote de confiance peu de temps après que son ancien allié, Gianfranco Fini, eut quitté la coalition en emportant avec lui une trentaine de députés.

Le départ de Fini a donné un poids politique encore plus important à la Ligue du Nord, formation xénophobe d'Umberto Bossi qui est la principale partenaire du parti du Peuple de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi.

« Nous sommes comme la garde prétorienne à l'époque de l'Empire romain », a résumé cette semaine à *La Presse* un haut responsable de la Ligue du Nord, Davide Boni, en évoquant les soldats d'élite qui étaient chargés de protéger l'empereur.

Des tensions se sont manifestées au cours des derniers jours entre le PDL et la Ligue du Nord relativement à la gestion de l'afflux de milliers d'immigrants illégaux partant de la Tunisie pour se rendre à Lampedusa.

M. Boni, qui préside le conseil régional de Lombardie, a déclaré que sa formation pourrait quitter la coalition et faire tomber du même coup Silvio Berlusconi s'il ne réussissait pas à trouver rapidement une entente avec Tunis pour endiguer le flot de réfugiés. La mise en garde a eu d'importants échos dans les médias italiens, témoignant des interrogations existantes sur la solidité de la coalition gouvernementale.

L'objectif ultime des troupes d'Umberto Bossi est d'obtenir une décentralisation importante des pouvoirs vers les régions, un nouveau « fédéralisme » qui constitue la raison première de son soutien au chef du gouvernement italien et qui pourrait prendre forme avant la fin de l'année.

Malgré les mises en garde musclées sur l'immigration et l'irritation du parti envers les frasques de Silvio Berlusconi, il semble que la Ligue du Nord soit en fait disposée à avaler encore quelques couleuvres plutôt que de précipiter de nouvelles élections qui la détourneraient de son but.

« Paris vaut bien une messe », a déclaré M. Boni, résumant un calcul qui n'est pas pour déplaire au Cavaliere.

SYRIE

Vendredi sanglant à Deraa

D'APRÈS L'AFP

DAMAS — La ville de Deraa, épicentre de la contestation contre le régime syrien, a connu un jour particulièrement meurtrier, hier, alors que des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans d'autres cités du pays.

Les versions et les bilans diffèrent entre les militants des droits de l'homme et les autorités.

Ammar Qourabi, président de l'Organisation nationale des droits de l'homme, a affirmé avoir une liste de 19 personnes tuées par balle ou asphyxiées avec les grenades lacrymogènes tirées par les forces de sécurité dans cette ville à 100 km au sud de Damas.

« Des milliers de manifestants sont sortis de trois mosquées pour se rassembler à la place devant le palais de justice. Les forces de sécurité en civil ont tiré d'abord des grenades lacrymogènes puis des balles réelles et caoutchoutées pour les disperser alors que les manifestants leur lançaient des pierres », a affirmé un militant local des droits humains.

Bilans contradictoires

En revanche, selon le ministère syrien de l'Intérieur, 19 policiers et membres des forces de l'ordre sont morts et 75 ont été blessés par des tirs à balles réelles de « groupes armés ».

Auparavant, il avait fait état de quatre policiers et d'un chauffeur d'ambulance tués, soulignant que « les policiers et les agents de sécurité avaient reçu des consignes fermes à ne pas porter d'armes ». Ils n'ont fait usage que « de grenades lacrymogènes contre des individus leur jetant des pierres et essayant de bloquer des rues avec des blocs de béton et des pneus enflammés ».

La Syrie est le théâtre depuis la mi-mars d'un mouvement de contestation sans précédent du régime de Bachar al-Assad.

RAIDS ISRAÉLIENS À GAZA

Journée la plus meurtrière depuis 2009

D'APRÈS L'AFP

GAZA — Neuf Palestiniens, dont quatre combattants du Hamas, ont péri hier dans des raids israéliens dans la bande de Gaza, journée la plus meurtrière dans le territoire depuis la fin de l'opération israélienne Plomb durci en janvier 2009.

Un raid nocturne a en outre fait deux morts aujourd'hui à Rafah, selon des sources médicales palestiniennes.

L'ONU et l'Union européenne ont appelé à un arrêt immédiat des hostilités, au lendemain d'un tir de missile antichar sur un bus d'écoliers en Israël qui a grièvement blessé un adolescent, suivi de représailles israéliennes qui ont fait 14 morts en 24 heures, tandis que des projectiles palestiniens s'abattaient en Israël.

Hier, plus d'une cinquantaine de projectiles ont encore été tirés de Gaza, sans faire de victime ni de dégâts importants. Certains ont été revendiqués par les Brigades Ezzedine al-Qassam, branche armée du Hamas, malgré l'appel à la trêve lancé par le mouvement islamiste.

Deux Palestiniens, dont un enfant de 10 ans, ont été tués dans la soirée et 10 blessés, des mineurs pour la plupart, dans un bombardement israélien à Chajaïya, près de la ville de Gaza, selon des sources médicales palestiniennes qui ont fait état de plus de 60 blessés en 24 heures.

Deux membres des Brigades Ezzedine al-Qassam ont été tués dans un raid aérien israélien près de Beit Lahiya (Nord). Dans le sud du territoire, un homme de 55 ans, une femme de 45 ans et sa fille de 21 ans ont été tués et quatre autres Palestiniens blessés par des frappes israéliennes à l'est de Khan Younès.

tout le monde aime les

jours la baie

NOS PLUS BAS PRIX DE LA SAISON

Dix offres que je ne dois par laisser passer

SOLDE EN VIGUEUR DU VENDREDI 8 AU JEUDI 14 AVRIL

1. Actualiser mon style à bon prix ce week-end

J'obtiens 40 % DE RABAIS sur les vêtements KAREN SCOTT, PETER NYGÅRD et NYGÅRD COLLECTION pour femme. Le week-end du 8 au 10 avril seulement!

Sur nos prix ordinaires.

2. Prendre le temps de choisir ma prime CLARINS

À l'achat de 2 produits CLARINS, dont un produit de soin, je peux choisir une provision bonne pour deux semaines de produits à base de plantes adaptés à mon type de peau.* Du 6 au 25 avril. Une valeur allant jusqu'à 100 $.

3. Obtenir ma carte-rabais de 25 $

En réglant un achat de 75 $ ou plus** de produits CLARINS avec ma carte MasterCard® HBC† ou ma carte de crédit HBC.

Applicable sur mon prochain achat de 100 $ ou plus (avant taxes). Carte non applicable sur les achats de parfums ou de produits de beauté.

4. Économiser gros sur les manteaux de printemps

50 % DE RABAIS sur les vêtements d'extérieur pour femme

Du rayon des vêtements d'extérieur.

5. Mettre mes jambes en valeur pour le printemps

Capris et pantalons STYLE&CO.™ pour femme, 29,99 $.

Ord. 35 $ à 55 $. Grandes tailles, ord. 45 $ à 59 $, **solde 34,99$.** EN EXCLUSIVITÉ

6. Sentir l'appel des tricots de printemps

Tricots CHAPS pour homme, 29,99 $. Ord. 70 $.

Aussi, RABAIS DE 40 % sur tous les autres vêtements CHAPS pour homme

7. Avoir une petite pensée pour lui

Chemises habillées ARROW pour homme, 19,99 $. Ord. 40 $.

Cravates ARROW, 14,99 $. Ord. 25 $.

8. M'offrir une, deux ou trois paires!

J'obtiens 30 % DE RABAIS à l'achat de 3 PAIRES OU PLUS; 25 % DE RABAIS à l'achat de 2 PAIRES, et 20 % DE RABAIS à l'achat D'UNE PAIRE de chaussures ou de sandales pour femme de mes marques préférées.

Certaines marques sont exclues. Précisions en magasin. Cette offre ne peut être jumelée avec aucune autre.

9. M'attarder à ce qu'il y a dessous

40 % DE RABAIS sur les culottes et les soutiens-gorge mode TRIUMPH, MAIDENFORM, ESPRIT, WARNERS, OLGA, BALI et VALISERE.

10. Cuisiner comme un chef

65 % DE RABAIS sur la batterie de cuisine 11 pièces en inox JAMIE OLIVER. Ord. 799,99 $ **Solde 279,99 $**

la Baie

labaie.com

Notre photo :

manteau **BIANCA NYGÅRD**

Ord. 190 $

Solde 95 $

Les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires. Exceptions : les articles dont le prix se termine par 99 ¢ et les nouveaux arrivages du printemps.

*Une prime par client, jusqu'à épuisement des stocks. Les valeurs sont calculées selon le prix au millilitre ou au gramme de nos produits de format courant. Les soins de la peau comprennent les produits pour le visage et pour lecorps, les produits solaires et la gamme Clarins Men.

**Avant taxes. Une carte par transaction. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre. D'autres exceptions peuvent s'appliquer. Précisions en magasin. ®Marque déposée de MasterCard International Incorporated, utilisée sous licence.

†Marque déposée de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

MONDE

Les tourments de Kenji

MICHÈLE OUIMET
CHRONIQUE

Kenji tenait absolument à voyager avec sa vieille voiture. Il travaillait pour moi et mon collègue photographe, Martin. Il traduisait les entrevues et il se débrouillait pour trouver de l'essence.

Drôle d'homme que ce Kenji, avec son habit militaire, sa tuque, ses lunettes fumées et son sourire craquant. Mère polonaise, père japonais. Ses parents se sont rencontrés en Nouvelle-Zélande. C'est là que Kenji est né. Il a 34 ans. Même s'il vit au Japon depuis 17 ans, il ne sait toujours pas s'il est néo-zélandais ou japonais.

Écartelé entre deux pays, deux identités.

Kenji est un éternel adolescent, tourmenté par ses coups de cœur pour les femmes et ses questions existentielles. « Qu'est-ce que je vais faire de ma vie? Où devrais-je vivre? Au Japon ou en Nouvelle-Zélande? »

Entre deux entrevues, il nous racontait ses vagues à l'âme.

Kenji tenait mordicus à voyager avec son auto qu'il chouchoutait. Le soir, après avoir traduit les entrevues, il s'installait dans sa voiture en désordre, calait quelques bières, fumait un joint, puis tombait comme une roche, recroquevillé dans son siège.

Donc Kenji tenait à sa voiture. Et nous, nous avions la nôtre. Le problème, c'est que l'essence était sévèrement rationnée et que nous voulions filer vers le nord, suivre la côte pour aller dans les villes dévastées par le tsunami.

Des kilomètres de route dans des zones sinistrées où il y avait peu d'essence, pas de restaurant ni d'hôtel. Une route difficile, parfois défoncée, avec des ponts effondrés. Ce qui impliquait des détours, donc beaucoup d'essence. Deux autos?

Kenji voulait siphonner l'essence des voitures détruites par le tsunami. Nous avons fini par nous débrouiller sans dévaliser les autos abandonnées. Nous avions souvent les yeux fixés sur la jauge, inquiets de la voir descendre aussi rapidement.

■■■

C'est Yukki qui nous avait trouvé Kenji en lançant un appel sur Twitter. Yukki, l'artiste, l'âme sensible, l'écorché vif. Il devait nous suivre sur la côte. Nous l'avions rencontré dans sa ville natale, Ishinomaki, furieusement balayée par le tsunami.

Yukki, 27 ans, avait toujours la larme à l'œil. Quand le tsunami a frappé, il est resté coincé au deuxième étage de sa maison pendant quatre jours. Il a vu des gens affolés, prisonniers des eaux furieuses qui dévalaient sa rue, des gens qui lui tendaient la main, le suppliant de les sauver. Il s'est senti terriblement impuissant.

Pendant ses quatre jours de cauchemar, il plongeait dans l'eau froide et sale qui inondait le premier étage de sa maison pour aller chercher de la nourriture dans la cuisine. Une expérience qui l'a traumatisé.

« Désolé, nous a-t-il dit dès le premier jour, mais je suis incapable de vous guider. C'est trop. »

Il nous a déniché un bout de plancher à l'hôtel de ville où nous avons passé la nuit. Sans eau ni chauffage, au milieu de réfugiés qui, comme nous, cherchaient un toit pour la nuit. Nous nous sommes couchés, le manteau sur le dos, enroulés dans des couvertures qu'on traînait depuis Tokyo.

■■■

La côte ravagée, des kilomètres de destruction pure, des maisons réduites en bouillie. À chaque destination, le même scénario se répétait: la côte labourée par le tsunami, mais le reste de la ville intact. Les restaurants et les hôtels fermés, les écoles transformées en refuges surpeuplés, une cellule de crise.

Des villes traumatisées par la violence inouïe du tsunami. Sans oublier les tremblements de terre fréquents qui rappelaient aux Japonais l'extrême vulnérabilité de leur pays situé à la jonction de trois plaques tectoniques instables.

Lorsque nous sommes arrivés à Kesennuma, une des villes dévastées, la nuit tombait. Nous avons vite quitté la côte, à la recherche d'un endroit où dormir. Nous avons croisé une équipe de volontaires japonais qui logeaient dans une école secondaire transformée en refuge. Ils nous ont offert une petite place dans leur local.

Nous avons sauté sur l'occasion, fermant les yeux sur les mots inscrits sur leur manteau: Église de scientologie. Un toit, un plancher, des toilettes. L'aubaine. C'était ça, ou coucher dans l'auto. Nous avons choisi l'Église de scientologie.

Pendant deux nuits, nous avons partagé le même plancher que les scientologues, qui ont essayé discrètement de me convertir aux vertus de leur Église. Pas de douche, pas de chauffage.

Nous avons ensuite mis le cap sur Rikuzentakata. Une heure de route. Même dévastation, même côte arrachée par le tsunami, même population hébétée.

Kenji, lui, nous suivait, en symbiose avec son auto. Il nous a quittés à Sendai, une ville de 1 million d'habitants, peu touchée par le tsunami. Nous avons déniché un hôtel. Kenji a pris une douche interminable, puis il nous a salués avec émotion. Il est remonté dans son auto, en route vers sa ville d'adoption, Ishinomaki. Il a roulé en fou, comme d'habitude, en se demandant probablement ce qu'il allait faire de sa vie.

Kenji, lui, nous suivait, en symbiose avec son auto. Il nous a quittés à Sendai, une ville de 1 million d'habitants, peu touchée par le tsunami.

Pour joindre notre chroniqueuse: **michele.ouimet@lapresse.ca**

Entrevue avec May Chidiac, survivante d'un attentat au Liban

« Ils ont déjà pris une moitié de moi. Qu'ils prennent l'autre ! »

Depuis février, une liste d'accusés top secret fait l'objet de toutes les spéculations au Liban. Sur cette liste devrait figurer le nom des assassins du premier ministre Rafic Hariri, mais aussi de ceux, qui, en septembre 2005, ont essayé de tuer la journaliste May Chidiac. Aujourd'hui amputée d'un bras et d'une jambe, elle attend de pied ferme que la vérité éclate au grand jour. Nous l'avons rencontrée lors de son passage à Montréal.

LAURA-JULIE PERREAULT

« Comment s'est-on permis d'attendre qu'une jeune dame prenne sa voiture, alors qu'elle est habillée en rose comme un papillon, pour la faire voler en éclats? » La question pourrait être posée par un avocat devant un tribunal, mais dans la bouche de May Chidiac, elle prend une signification toute particulière.

Le papillon habillé en rose, c'était elle, la journaliste d'à peine 40 ans, sortant le 25 septembre 2005 de la maison d'un ami à qui elle avait rendu visite après avoir terminé le talk-show politique qu'elle animait tous les dimanches à la chaîne de télévision LBC (Lebanese Broadcasting Corporation). « On », c'est l'assassin qui a posé des explosifs sous le siège de sa voiture et qui a attendu le moment propice pour déclencher l'explosion.

« Il faut que justice soit faite. J'ai confiance dans le professionnalisme (du procureur québécois) Daniel Bellemare et de son équipe d'enquêteurs. »

Ce jour-là, le papillon a perdu une de ses deux ailes, mais la vie a été plus forte que la mort. Ayant subi des dizaines d'opérations, amputée d'un bras et d'une jambe, May Chidiac a survécu à l'attentat et espère connaître dans les prochains jours le nom de celui ou de ceux qui ont « voulu la faire taire ».

En février, le procureur québécois Daniel Bellemare, qui a dirigé l'enquête sur l'attentat qui a tué le premier ministre Rafic Hariri le 14 février 2005, ainsi qu'une série d'autres assassinats et attentats perpétrés en 2004 et 2005, a déposé une liste d'accusations au Tribunal spécial sur le Liban.

Toujours secrète, cette liste est pourtant au cœur d'une crise politique au Liban. Craignant de voir ses militants accusés, le Hezbollah, mouvement chiite tout-puissant dans le sud du pays, a fait tomber le gouvernement de Saad Hariri, qui refusait de désavouer le tribunal.

Enquête professionnelle

Malgré ce branle-bas politique, May Chidiac dit avoir confiance dans le processus judiciaire qui la concerne directement.

« On doit avoir confiance en quelque chose, note-t-elle. Il faut que justice soit faite. J'ai confiance dans le professionnalisme de Daniel Bellemare et de son équipe d'enquêteurs. Si l'enquête est faite de manière professionnelle et mène à une conclusion tangible et scientifique, ça peut aboutir à la vérité », estime-t-elle.

M^me^ Chidiac croit cependant qu'il y a loin de la coupe aux lèvres avant que les commanditaires des attentats atterrissent derrière les barreaux. Dans son cas, elle soupçonne les autorités syriennes, qu'elle a critiquées ouvertement, d'avoir joué un rôle dans son assassinat manqué. « Est-ce qu'il y aura des interventions politiques pour ne pas arriver plus haut en hiérarchie? Ça, c'est une autre paire de manches », note-t-elle.

Le prix à payer

Estimant avoir payé le prix fort pour ses opinions, May Chidiac refuse néanmoins de se faire discrète. Un an après l'attentat, la blonde, qui se compare elle-même à la poupée Barbie, a repris son emploi à la télévision. « Je voulais dire à mes agresseurs: je suis toujours là, vous n'avez pas réussi. »

Elle a été à la barre de son émission pendant trois ans, a remporté plusieurs prix couronnant sa persévérance et sa promotion de la liberté de la presse, puis, un jour, alors qu'elle était en ondes, May Chidiac a annoncé qu'elle claquait la porte. Une nouvelle vie l'attendait. « J'ai décidé d'enlever ma casquette de journaliste et d'assumer pleinement mes opinions en tant que politicienne », explique-t-elle. Sa visite au Canada la semaine dernière était d'ailleurs payée par le Parti des forces libanaises et l'Alliance du 14 mars, coalition formée autour du parti de feu Rafic Hariri.

Ne craint-elle pas pour sa vie encore plus en tant que politicienne? À cette question, May Chidiac répond en haussant les épaules. « Ils ont déjà pris une moitié de moi. Qu'ils prennent l'autre! Je serai toujours fidèle à moi-même et ma cause: le Liban. »

PHOTO MOHAMED AZAKIR, ARCHIVES REUTERS

Cette photo de May Chidiac, ex-présentatrice télé devenue politicienne, a été prise à son retour au Liban, en juillet 2006, moins d'un an après qu'un attentat à la voiture piégée l'eut amputée d'un bras et d'une jambe.

LA TOTALE AU PRIX MINIMAL

MAZDA*3* SPORT 2011

POUR UNE 8e ANNÉE CONSÉCUTIVE
LE MEILLEUR ACHAT
SELON LE **GUIDE** DE **L'AUTO**MC 2011

Modèle GT illustré

DE SÉRIE :

- Moteur de 148 chevaux
- COUPLE : 135 lb-pi
- Freins ABS
- Freins à disque aux 4 roues
- Coussins gonflables avant, latéraux et en rideau
- Roues en alliage de 16 po
- Lève-glace électrique
- Contrôle dynamique de la stabilité (DSC)
- Système de contrôle de la traction/ antipatinage (TCS)
- Consommation (route) : 5,9 L/100 km**
- Dossier arrière bipartite rabattable 60/40
- Rétroviseurs extérieurs aux couleurs de la caisse
- Poignées de porte aux couleurs de la caisse
- Essuie-glace à balayage intermittent variable
- Rétroviseurs extérieurs à commande électrique
- AM/FM/CD avec compatibilité MP3
- 4 haut-parleurs
- Prise d'entrée audio auxiliaire
- Colonne de direction télescopique et inclinable
- Rétroviseur intérieur jour/nuit
- Lampes de lecture
- Prises de courant 12 V (2)
- Éclairage d'entrée
- Console de sièges avant avec couvercle
- Indicateur de température extérieure
- Système d'appuie-tête actifs à l'avant
- Système antidémarrage (immobilisateur)

INCLUANT JUSQU'À 3 250 $

DE RABAIS À L'ACHAT AU COMPTANT*

AUSSI APPLICABLE SUR LA MAZDA*3* BERLINE

VALEUR. ÉMOTION. INGÉNIERIE. **VROUM-VROUM. POUR TOUJOURS.**

VOUS TROUVEREZ TOUJOURS *plus* CHEZ VOS CONCESSIONNAIRES MAZDA DU QUÉBEC.

POUR TROUVER UN CONCESSIONNAIRE PRÈS DE CHEZ VOUS, VISITEZ LE **WWW.MAZDA.CA** OU TÉLÉPHONEZ AU 1-800-263-4680.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA : PROTECTION COMPLÈTE DE 3 ANS OU 80 000 KM ET DE 5 ANS OU 100 000 KM SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR

*Le rabais de 3 250 $ inclut une remise combinée du manufacturier et du concessionnaire applicable sur les modèles Mazda3 GX 2011. L'ajustement du prix de vente à l'achat est déduit du prix négocié avant les taxes ; il ne peut être combiné à des taux subventionnés de financement à l'achat ou à la location. **Consommations de carburant estimées selon le Guide de consommation de carburant de Ressources naturelles Canada. Les résultats réels peuvent varier. Les offres sont valides entre le 1er avril et le 2 mai, selon la disponibilité des stocks. Il se peut que le concessionnaire ait à passer une commande. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les prix sont sujets à changement sans préavis. Visitez le mazda.ca ou voyez votre concessionnaire pour tous les détails.

PROGRAMME mazda POUR DIPLÔMÉS

LIBYE LES DÉFIS DE L'OPPOSITION

Les insurgés de l'est de la Libye ont peut-être réussi à chasser le régime Kadhafi, mais il leur faut encore organiser la vie à Benghazi sans provoquer la scission du pays…

DIRIGEANTS DE

Une orthodontiste, des avocats, des opposants en exil et quelques anciens collaborateurs de Mouammar Kadhafi convertis en opposants. Sept semaines après le début du soulèvement, les nouveaux dirigeants de l'est de la Libye tentent de faire marcher leur bout de pays, sans tomber dans le piège de la partition.

AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE
BENGHAZI

Mardi soir dernier, un homme a fait irruption à la conférence de presse d'Abdel Fattah Younis, chef d'état-major des forces armées de l'opposition libyenne, dans un hôtel de Benghazi, en hurlant: « Tu as tué nos fils ! »

L'homme, qui a été rapidement chassé de la salle, faisait référence aux protestations de 2006 devant l'ambassade de l'Italie, à Tripoli. La police avait alors fait feu sur la foule, causant une dizaine de morts. À l'époque, Abdel Fattah Younis, militaire trapu aux cheveux gris, occupait le poste de ministre de l'Intérieur. C'est lui qui avait donné l'ordre de tirer sur les manifestants.

« Je n'aime pas du tout ce gars, chuchote un jeune blogueur assis à mes côtés pendant la conférence de presse. Pour l'instant, nous n'avons pas le choix. Mais quand Kadhafi sera parti, Younis devra s'en aller lui aussi. »

Cet incident illustre l'une des difficultés auxquelles sont confrontés les opposants libyens. Sous le régime de Kadhafi, toute organisation sociale extérieure au régime était interdite. Contrairement à l'Égypte et à la Tunisie, la Libye ne compte aucun syndicat, ONG ou regroupement de quelque nature que ce soit. Autour du régime, c'était le vide.

Les seules personnes ayant un tant soit peu d'expérience d'organisation politique sont donc forcément des gens qui ont frayé avec le pouvoir, avant de lui tourner le dos. Et ces gens ne font pas l'unanimité.

Abdel Fattah Younis fait partie du « comité de crise » qui joue un peu le rôle de cabinet ministériel provisoire, et chapeaute le Conseil national de transition d'une trentaine de membres. On y retrouve aussi le dernier ambassadeur de la Libye en Inde, Al El-Assawi. Puis, tout en haut de la hiérarchie, l'ex-ministre de la Justice, Mustafa Abdelajalil, qui a quitté le bateau de Kadhafi dans les premiers jours de la révolution.

Aux côtés de ces « ex », une poignée de dissidents en exil, dont certains ne sont pas encore rentrés en Libye. Et plusieurs juristes et économistes faisant partie de l'élite libyenne, qui ont voyagé ou étudié à l'étranger, mais qui n'ont jamais touché à la politique de leur vie. Depuis sept semaines, ils apprennent à la dure.

« Nous avons fait des erreurs »

Il y a encore deux mois, Iman Bougaighis enseignait l'orthodontie à l'Université Garuonis, à Benghazi.

Cette femme qui appartient à une riche famille libyenne a participé aux premières manifestations contre Mouammar Kadhafi, à la mi-février, devant le palais de justice de Benghazi.

Aujourd'hui, elle n'a plus le temps d'enseigner les soins dentaires. De toute façon, l'université est fermée. Porte-parole du nouveau pouvoir de Benghazi, Iman Bougaighis est le visage le plus familier de la révolution libyenne.

« Le plus difficile, c'est qu'on doit tout faire à partir de zéro. La Libye n'a jamais eu de lois électorales. Nous devons décider comment on va diriger le pays. »

Avec son manteau mauve et ses yeux de plus en plus cernés, elle multiplie les entrevues et essaie de répondre aux demandes des centaines de journalistes qui se relaient à Benghazi. Submergés, les nouveaux dirigeants est-libyens se cachent. Certains débranchent carrément leur téléphone.

Pendant que le Conseil national se réunit dans les coulisses, Iman Bougaighis, elle, tient le fort. Son bain politique a été brutal. « Après quatre jours de manifestations, le régime s'est effondré à Benghazi, il n'y avait plus de sécurité, plus rien, c'était le vide », se souvient-elle.

Iman Bougaighis faisait partie du groupe de professionnels qui ont créé un « comité central de la révolution » dès les premiers jours du soulèvement.

« Nous nous sommes installés dans le palais de justice. Spontanément, comme j'avais vécu à l'étranger et que je parle anglais, j'ai commencé à m'occuper des médias. »

Il a fallu organiser la vie à Benghazi: en nommant un comité municipal, puis le Conseil de transition. Les responsabilités ont été attribuées en puisant dans les réseaux professionnels et familiaux. La propre sœur de la porte-parole de l'opposition, la juriste Salwa Bougaighis, détentrice d'un doctorat de la Sorbonne, fait partie du Conseil national, par exemple. Unique femme du groupe, elle participe à un comité juridique qui planche sur la prochaine Constitution libyenne. « Le plus difficile, c'est qu'on doit tout faire à partir de zéro. La Libye n'a jamais eu de lois électorales. Nous devons décider comment on va diriger le pays. »

Sa sœur Iman reconnaît que les débuts de ce gouvernement qui ne dit pas son nom ont été laborieux. « Aucun de nous n'est qualifié pour faire ce que nous faisons. Nous sommes juste des gens ordinaires. Le plus difficile, c'est

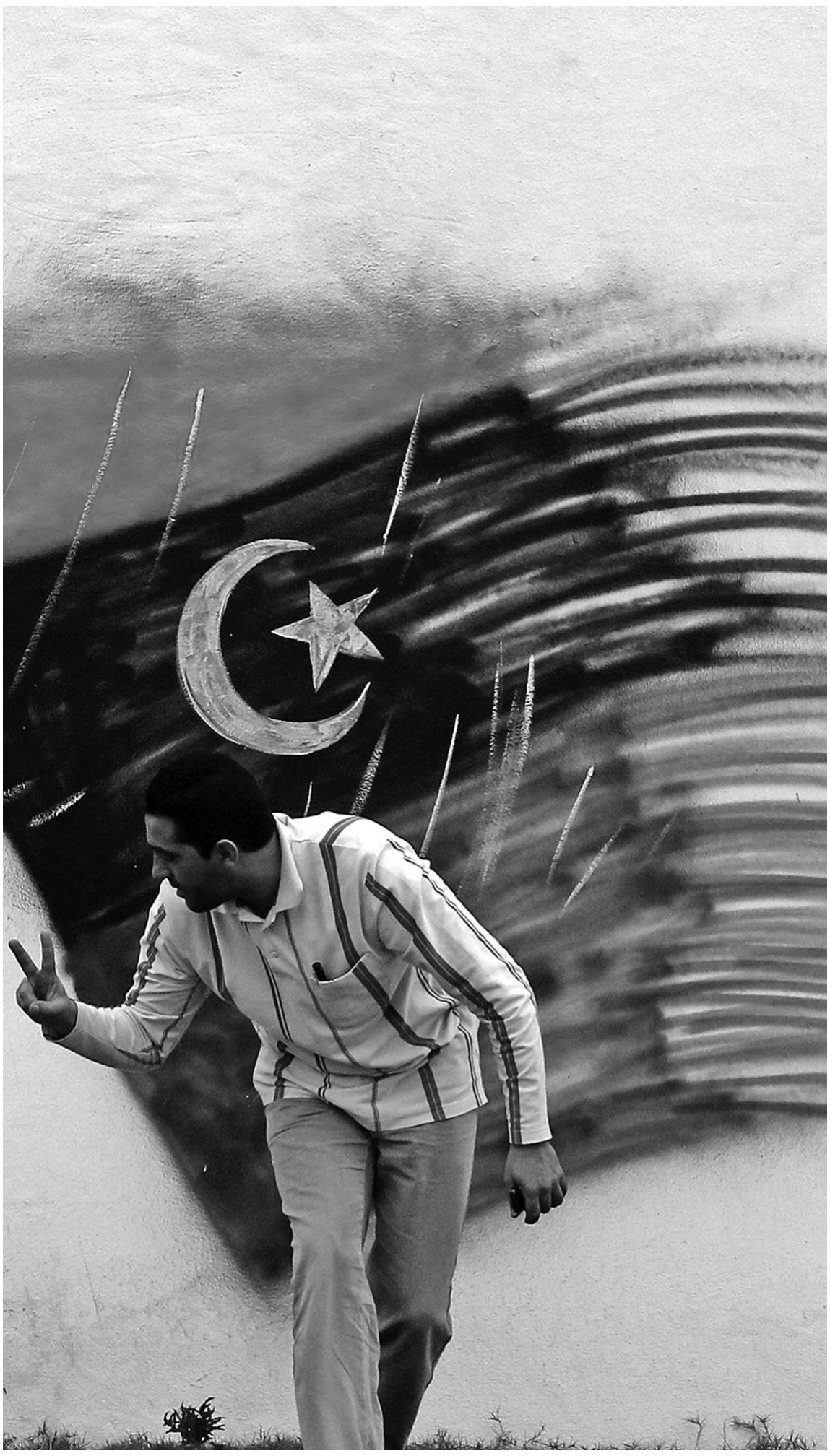


PHOTO GORAN TOMASEVIC, ARCHIVES REUTERS

Rebrancher Benghazi

AGNÈS GRUDA

Dans les premiers jours du soulèvement libyen, l'armée de Mouammar Kadhafi a bombardé des relais de transmission téléphonique d'Al-Madar, une des deux entreprises de cellulaires en Libye.

Le régime a aussi sectionné le câble de fibre optique qui relie la frontière égyptienne à la ville d'Ajdabiya, à l'ouest de Benghazi. Et détaché l'est du pays du câble sous-marin qui unit la Libye au reste du monde.

Résultat: le réseau internet est mort. Et l'unique réseau de cellulaires qui réussit à fonctionner à Benghazi, Libyana, est constamment surchargé, en plus d'avoir un rayon d'action limité. La bonne nouvelle, c'est qu'il est désormais gratuit: le service de comptabilité de Libyana se trouve… à Tripoli.

Pour communiquer avec d'autres villes, ou avec l'étranger, il faut un téléphone satellite. Pour surfer sur l'internet aussi.

L'autre jour, Mohamed, employé de l'hôtel Uzu à Benghazi, s'est installé sur le toit avec le téléphone satellite d'un journaliste. Il avait une longue liste de gens qui cherchaient à joindre leurs proches à Misrata. Mais il n'a réussi à joindre personne.

Un médecin libyen nous a confié être incapable de communiquer avec son amie de cœur qui vit à Toronto. Nous avons envoyé, de sa part, un message poignant. « Hayati, ma vie, tu me manques… »

Les ingénieurs de Libyana travaillent fort pour rebrancher le pays sur le reste de la planète. Une pièce d'équipement bloquée pendant huit jours à la frontière égyptienne a fini par être livrée cette semaine à Benghazi. Ils croient pouvoir restaurer les communications internationales avec la Libye d'ici quelques semaines.

Ça, c'est la bonne nouvelle. La mauvaise, c'est que les jours des appels téléphoniques gratuits sont comptés. Libyana compte mettre sur pied un système de facturation à Benghazi. « Il faut bien que nous puissions payer nos salaires », dit l'ingénieur Khaled Jabala. Cette vie en suspens ne peut pas durer éternellement.

REGRETS DE L'OTAN

Les forces du colonel Kadhafi ont bombardé les abords d'Ajdabiya hier, forçant les insurgés à se replier, alors que l'OTAN a exprimé ses regrets pour les bombardements meurtriers de la veille contre des chars rebelles près de cette ville de l'est de la Libye. La situation restait confuse dans la région d'Ajdabiya, toujours tenue par les rebelles, mais quasi déserte en ce jour férié. Zenten, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Tripoli, est également la cible depuis plusieurs jours de tirs d'obus des forces loyalistes positionnées autour de la ville, selon un témoin joint par l'AFP. La région a connu dans la nuit de jeudi à hier des frappes de l'OTAN, mais « la population ne comprend pas pourquoi la coalition ne bombarde pas les blindés de Kadhafi, elle est assez remontée », a ajouté ce témoin. Assiégé et pilonné sans relâche depuis un mois et demi par les troupes gouvernementales, Misrata (200 km à l'est de Tripoli) était le théâtre encore hier de violents combats entre les deux camps. En parallèle, la rébellion a affirmé qu'elle ne demandait pas d'excuses à l'OTAN pour le raid meurtrier de jeudi sur ses positions dans la région de Brega (Est), mais elle souhaite améliorer ses communications avec l'organisation.

— d'après l'AFP

FORTUNE

que nous ne savions jamais si nous prenions les bonnes ou les mauvaises décisions. Et nous avons commis plusieurs erreurs. »

Danger de partition

Une erreur que ce gouvernement provisoire veut à tout prix éviter, c'est de créer des faits accomplis qui faciliteraient une partition du pays entre l'Ouest soumis à Kadhafi, et l'Est démocratique.

C'est une des raisons pour lesquelles Benghazi refuse de reprendre le fil normal de la vie tant que Kadhafi reste au pouvoir à Tripoli. Le Conseil de transition repose sur le bénévolat: les nouveaux conseillers ne reçoivent aucun salaire. Les écoles et les autres institutions publiques sont toujours fermées.

« Nous ne voulons pas retourner à la vie normale pour l'instant », tranche Iman Bougaighis. De toute façon, avec toutes ces armes qui se promènent en ville, peu de parents se précipiteraient pour envoyer leurs enfants à l'école, souligne-t-elle.

Née dans le tourbillon révolutionnaire, cette nouvelle administration reste chaotique. La distribution des rôles est floue. « On ne sait pas toujours qui s'occupe de quoi, ni à qui il faut parler », confie un diplomate étranger.

Salwa Bougaighis se présente comme présidente du comité juridique responsable de la rédaction de la Constitution provisoire. Quand je lui demande combien de gens compte son équipe, elle n'en a pas la moindre idée. Un avocat a confié à des journalistes qu'il avait présenté une esquisse de Constitution au Conseil national. Mais personne n'était au courant.

Télévision nationale

Cette confusion n'a rien d'étonnant, dit l'architecte libyenne Ghada Burwais, qui donne un coup de main à l'aménagement des studios de la future télévision nationale Libya Al-Horra – Libye libre.

Sur des murs de plâtre pas encore peints, Ghada Burwais a esquissé la disposition de caméras qui se trouvent encore à l'étranger.

La télévision pourrait commencer à diffuser dans une quinzaine de jours, assure pourtant Mohamed Fannoush, directeur des communications au Conseil national. Dans un premier temps, il s'agira d'une télévision « révolutionnaire », qui se transformera en télévision nationale une fois Kadhafi parti, selon M. Fannoush.

Une grande fébrilité règne dans l'édifice de l'ancien Institut culturel libyen, où seront aménagés les locaux de la future station. Des hommes et des femmes viennent offrir leurs services pour participer bénévolement au projet.

Parmi eux, Waleed el-Senegri, cinéaste qui réalisait des documentaires destinés à attirer des touristes en Libye. Un jour, il a tourné un film sur un détenu de la prison d'Abou Salim. Ça lui a valu six mois de détention. Maintenant, il tourne librement un film sur une victime de la répression de Kadhafi.

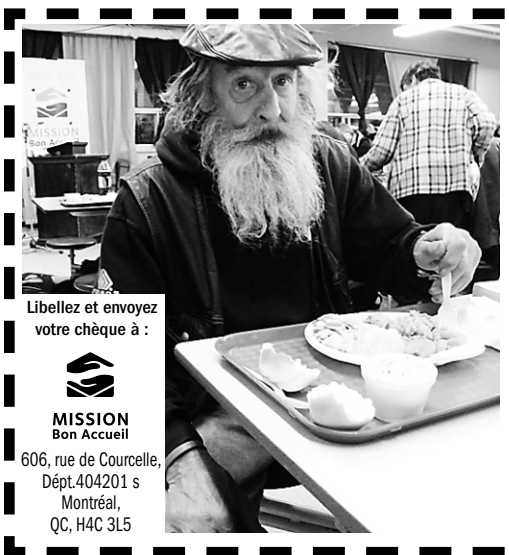
La fondation de cette future station, tout comme le fonctionnement du Conseil national, est très chaotique, convient l'architecte Ghada Burwais. « Tout le monde veut tout faire. »

« Mais c'est comme si une équipe de foot se classait en finale alors que les joueurs viennent tout juste de se rencontrer. Je ne vous connais pas et on va jouer un match de foot ensemble dans cinq minutes. »

Un exilé libyen rentré au pays, Amin El-Gheriani, fait lui aussi preuve de compréhension face à ces débuts cahoteux.

Les leaders de l'opposition « ont mis de côté leur vie, ils ont dû créer un Conseil national très, très vite, et dans des circonstances extrêmement difficiles ».

Les nouveaux dirigeants de l'est de la Libye ne sont, après tout, que des dirigeants accidentels.



Libellez et envoyez votre chèque à :

MISSION
Bon Accueil

606, rue de Courcelle,
Dépt.404201 s
Montréal,
QC, H4C 3L5

EXPÉDIEZ VOTRE DON DÈS AUJOURD'HUI

Offrez un repas complet de Pâques !

Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas nutritifs et procurer d'autres services de transition aux personnes qui souffrent, qui ont faim et qui sont sans-abri dans la région de Montréal durant cette saison pascale.

2,78$ Pour seulement 2,78 $, vous pouvez procurer un repas chaud ou un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ d'une nouvelle vie.

S'il vous plaît, aidez-nous à donner de la nourriture et des soins à ceux qui ont faim, aux sans-abri et à ceux qui souffrent en postant votre don dès maintenant.

NOTRE 119e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

☐ 27,80$ pour 10 personnes ☐ 69,50 $ pour 25 personnes
☐ 139 $ pour 50 personnes ☐ 278 $ pour 100 personnes
☐ _____$ pour aider autant de personnes possible

Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

Débitez ma carte de crédit ☐ Visa ☐ MasterCard ☐ American Express

Nº DE LA CARTE DATE D'EXPIRATION

SIGNATURE

NOM EN LETTRES MOULÉES

COURRIEL TÉLÉPHONE

ADRESSE

VILLE PROVINCE CODE POSTAL

Les montants mentionnés sont des coûts moyens et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10 $ et plus. Mission Bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le Québec à la remorque

FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

S'il y a un endroit au monde où le développement du transport électrique est indiqué, c'est bien au Québec, où le pétrole étranger, chèrement payé, pourrait être remplacé par de l'énergie propre et renouvelable.

Mais pour qu'une telle chose survienne, un virage majeur est nécessaire pour revoir nos habitudes, nos infrastructures et notre parc automobile. D'où le plan d'action dévoilé jeudi par le gouvernement Charest.

On y retrouve des rabais à l'achat d'auto électrique, de l'aide pour les organismes de transport, des fonds pour la recherche et développement ainsi que la création d'une nouvelle plaque d'immatriculation verte. Le tout, afin qu'un véhicule vendu sur quatre soit électrique en 2020.

Le plus grand mérite du plan d'action sur l'auto électrique est… l'existence du plan.

Certains trouvent le plan ambitieux, d'autres qu'il manque d'envergure. On devise sur la hauteur des subventions, la vitesse avec laquelle on déploiera les bornes de recharge, le réalisme des cibles, etc.

Mais dans le fond, l'important n'est-il pas simplement que le gouvernement soit dans le coup?

Il est ici question d'une industrie balbutiante, d'un marché que les élus ne contrôlent pas, d'une filière dont personne ne peu prédire l'avenir. Et surtout, d'une activité commerciale qui n'a plus aucune frontière.

Le Québec, hélas, est à la remorque d'une locomotive: il ne peut amorcer le virage, seulement le suivre.

Le plus grand mérite du plan d'action est donc… l'existence du plan d'action. Son dépôt contribue en effet à l'électrification de l'industrie automobile, au même titre que les plans japonais, français, chinois, américain, etc.

Pourrait-il être plus audacieux? Certainement! Si la hauteur du rabais consenti se compare à ce qui se fait ailleurs, le nombre d'acheteurs qui pourront s'en prévaloir est ridiculement faible. L'idée de diminuer le montant chaque année dès 2013 est absurde. Et beaucoup trop d'éléments du plan sont flous, sans échéancier.

Soyons réalistes. Les premières voitures électriques sortiront au compte-gouttes. Leur prix en rebutera plus d'un, ici comme ailleurs. L'industrie n'évoluera donc qu'au rythme dicté par les consommateurs de l'ensemble de l'Amérique du Nord.

Il est clair que le Québec, où les modèles électriques n'ont eu la faveur que de 0,01 % des acheteurs cette année, ne peut provoquer la révolution à lui seul. Il ne peut même pas la précéder. Déployer des bornes de recharge à l'échelle de la province dès demain, sans savoir à quelle vitesse se développera la filière, serait en effet suicidaire. Mais il doit être prêt, en revanche, à le faire après-demain.

L'important est donc de se positionner, de s'assurer qu'Hydro-Québec joue un rôle proactif, d'encourager l'innovation locale, de multiplier les partenaires privés et d'aider les consommateurs à encourager le déploiement de cette nouvelle technologie.

Autant de choses que le plan d'action permet, par sa seule existence. L'important est l'intention, pour l'heure, bien plus que ses modalités d'application.

DROITS RÉSERVÉS / **serge.chapleau@lapresse.ca**

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE

LA PRESSE DÉBATS – PARTICIPEZ

ROULER EN AUTO ÉLECTRIQUE

Le gouvernement Charest souhaite que les voitures tout électriques ou hybrides rechargeables représentent 25 % des ventes de véhicules neufs en 2020. Est-ce réaliste? Le rabais de 8000 $ à l'achat est-il suffisant pour inciter les automobilistes à acheter un véhicule « vert » ?

Lisez le point de vue, notamment, de Pierre-Olivier Pineau, Steven Guilbeault, Françoise Bertrand… et surtout, faites valoir le vôtre.

QUESTION DU JOUR

Utilisez-vous votre cellulaire au volant?

SOUVENT > 6 %
PARFOIS > 25 %
JAMAIS > 61 %
JE NE CONDUIS PAS > 8 %

Résultats à 18 h, hier : 11 360 répondants

BLOGUE DE L'ÉDITO > TOUT LE MONDE SUR LE PONT!
PAR ANDRÉ PRATTE

Avancez en arrière!

MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Plus anticapitalistes que jamais, les Français créent une nouvelle vague: au-delà de l'anti et de l'altermondialisation, en effet, ils proposent aujourd'hui la *démondialisation*. Le projet nouveau est de défaire tout ou une partie des mécanismes d'ouverture et de libre-échange graduellement mis en place depuis quelques décennies.

L'idée couve depuis un certain temps déjà. Mais elle est maintenant exposée officiellement dans un essai tout neuf, précisément intitulé *La Démondialisation*, de l'économiste Jacques Sapir. Celui-ci plaide la nécessité de faire marche arrière et de réédifier autour de la France des barrières de protection.

Le courant est si puissant que, selon plusieurs, il a rendu caduc le bon vieux clivage droite-gauche. Lequel s'est mué en un affrontement entre libre-échangistes et *démondialistes*, conformément aux antagonismes réels.

Or, cette vision est critiquable à au moins trois titres.

■■■

La première étrangeté réside dans le fait que la France a bel et bien profité de la mondialisation.

Entre 1960 et 2008, la richesse réelle des ménages a augmenté de 219 %. La part des exportations dans l'économie est passée de 15 à près de 28 %. Depuis les années 70, l'écart entre les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres s'est rétréci -une tendance qui, cependant, s'inverse depuis 2004. Entre 1970 et 2008, la production industrielle a été multipliée par huit, bien qu'on puisse juger cela insuffisant.

Or, seulement 36 % des Français croient que la mondialisation a un avenir! Forcément. À hauteur de 57 %, ce sont eux qui, dans le monde, détestent le plus le capitalisme! (Les Allemands, les Brésiliens et les… Chinois en sont les plus grands friands; GlobeScan, 2010.)

Ce qui nous conduit à une deuxième singularité de la nouvelle dichotomie: la création d'alliances objectives étonnantes. D'abord, une union de fait entre les bons vieux altermondialistes et le Front national de Marine Le Pen. Laquelle, plus *démondialiste* encore que José Bové, prône la sortie de la France de la zone euro! Ensuite, dans le coin libre-échangiste, une concordance de vues entre droites et gauches «classiques»…

Troisième point.

La mondialisation n'est pas et ne doit pas être qu'économique. Elle doit aussi s'intéresser aux droits et libertés, aux devoirs, à la culture, aux idées, ce qu'elle fait d'ailleurs déjà à une échelle remarquable – bien qu'insuffisante, à notre sens.

Ainsi, même dans sa version réaliste, le souci écologiste est le produit d'une conscience mondialisée. Tout comme le fait que la Chine n'exécute plus ses dissidents par milliers, comme jadis. Conçu et aujourd'hui ressuscité précisément par la France, le devoir d'ingérence est par définition transfrontalier. Les exemples foisonnent en matière de culture, d'information ou d'idées…

Au total et comme le reste de la planète, la France a besoin, non pas de moins, mais de plus de mondialisation, elle-même plus éclectique. Et ce n'est pas en avançant en arrière qu'elle trouvera ça.

OPINION

Un « risque » à prendre

Sinon, mes enfants adoptés auraient croupi en Haïti, malades, affamés et abusés

FRANCINE LAPLANTE

L'auteure a adopté quatre de ses cinq enfants. Elle réagit à l'opinion exprimée par le Dr Jean-François Chicoine dans l'article intitulé « Entre deux maux, lequel choisir », qui a été publié mercredi dernier.

« Le terrible dilemme se résume ainsi, dit le Dr Jean-François Chicoine: soit on risque de favoriser l'adoption d'un enfant qui a été acheté, soit on s'y refuse, quitte à ce que des enfants croupissent des années dans des orphelinats ou meurent avant d'être adoptés. » Pour le Dr Chicoine, pas question de risquer de près ou de loin de tremper dans le trafic d'enfants. Idem pour le Secrétariat à l'adoption internationale, qui estime qu'il faut plutôt « aider Haïti à repartir sur des bonnes bases ».

Lorsque j'ai lu ces propos, j'étais assise à la table du déjeuner avec mes cinq enfants. De ces cinq enfants, trois ont été adoptés en Haïti à l'âge de 5 ans, 17 mois et 3 ans. Un autre est d'origine africaine et a été accueilli dans notre famille en décembre dernier à l'âge de 20 ans, car il était seul au monde. Je lis le reportage et mon regard se pose sur mes enfants. Que serait-il arrivé avec mes trois fils et ma petite fille si nous n'avions pas pris « le risque »! Ils auraient croupi encore trop longtemps dans les orphelinats, ils auraient été abusés, ils auraient été affamés, et avec un peu de chance, ils auraient peut-être été emportés par le choléra avant d'être pris sous l'emprise d'un réseau de prostitution ou de Restavec.

Tenir de tels propos est odieux, voire immoral. Je suis tannée d'entendre les grands spécialistes nous dire qu'un enfant ne devrait jamais être séparé de ses origines. Est-ce que vous nous prenez pour des idiots, nous, parents adoptants? Croyez-vous vraiment que nous ne sommes pas conscients de tout cela? Mais entre ce qui est théoriquement idéal pour un enfant et la réalité, il y a un monde de différences.

Je suis tannée d'entendre les grands spécialistes nous dire qu'un enfant ne devrait jamais être séparé de ses origines.

Personne ne pourra me convaincre que mes enfants auraient été mieux en Haïti. Personne ne pourra me faire dire que mes enfants ne sont pas bien ici, qu'ils ont un manque indéfinissable dû à l'abandon. Personne ne pourra venir me dire que tous les efforts que nous avons déployés au cours des 10 dernières années, mon conjoint et moi, ainsi que toute ma famille, pour encadrer, éduquer et aimer nos enfants n'ont pas été bénéfiques pour eux.

Mes enfants sont beaux, ils ont les yeux brillants, remplis de rêves. Ils sont en santé physiquement et psychologiquement, et même si cela n'avait pas été le cas, nous les aurions acceptés et aimés!

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE
Les propos du pédiatre Jean-François Chicoine sur le déracinement des enfants adoptés ont poussé Mme Laplante a lui répondre.

Aucun enfant n'est à l'abri d'une maladie mentale ou physique, qu'il soit adopté ou non. La preuve, eh bien, c'est que sur mes cinq enfants, c'est mon fils naturel qui a dû se battre contre un cancer! Si j'interprète les théories des spécialistes, une chance que ce n'est pas l'un de mes enfants adoptés qui a contracté ce foutu cancer. On aurait probablement mis cela sur le dos de l'adoption!

Des cas d'enfants adoptés confiés à la DPJ, ça existe. Des cas d'enfants adoptés ayant des problèmes de comportement, ça existe. Mais la DPJ ne fournit pas à la demande, et les cliniques de santé mentale débordent de patients. J'ose croire que ce ne sont pas que des enfants adoptés!

À BIEN Y PENSER

Michael Ignatieff exhorte les Québécois de voter pour ses candidats sous prétexte que le Parti libéral est le seul à pouvoir remplacer les conservateurs. Hélas ! cette affirmation est prématurée. En effet, si toutes les circonscriptions du Québec passaient aux libéraux, les conservateurs formeraient encore un gouvernement minoritaire, car rien n'indique que M. Ignatieff est en mesure de battre des élus conservateurs dans le reste du Canada.

— Sylvain Meunier, écrivain

FORUM

ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2011

Le comble de la paranoïa

LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

Le premier ministre a fini par s'excuser, mais ces excuses tardives, consenties de mauvais gré, ne changent rien.

J'ai été sidérée d'apprendre que le Parti conservateur vérifie les antécédents des gens qui veulent assister à ses assemblées publiques. Sidérée d'apprendre que ce parti exige que l'on s'inscrive à l'avance et que l'on décline son identité pour y être admis.

Et enfin, scandalisée d'apprendre que la GRC a prêté main-forte aux militants conservateurs dans ces vérifications abusives. Les agents de la GRC n'ont qu'un rôle durant une campagne électorale, c'est de protéger l'intégrité physique des chefs de partis auxquels ils sont affectés. Il est inadmissible que des policiers aient participé à des sélections partisanes.

J'ai couvert beaucoup de campagnes électorales et assisté à d'innombrables assemblées partisanes. Jamais je n'ai vu pareil dispositif de sécurité.

Stephen Harper était déjà connu comme un « control freak ». Ce comportement a atteint un sommet.

Certes, les agents des partis ouvraient l'œil pour dépister le trouble-fête potentiel, mais jamais l'on allait jusqu'à relever l'identité des personnes qui se présentaient à la porte, encore moins jusqu'à exiger qu'elles s'inscrivent à l'avance !

Tous les partis – tous, sans exception, y compris le Parti conservateur pré-Harper et y compris le Parti libéral de Jean Chrétien, un homme qui n'était pas tendre pour ses contradicteurs – tous les partis, donc, tenaient des assemblées ouvertes à tous, ce qui correspond à la définition d'une assemblée publique. C'est d'ailleurs, à ce qu'on sache, la pratique dans les autres partis engagés dans cette campagne-ci.

Rappelons les faits. Une étudiante de 21 ans, Joanna McDonald, s'est vu refuser l'accès à une assemblée à Guelph parce qu'elle milite dans des organisations environnementales. À London, une autre étudiante, Awish Aslam, a subi le même sort parce que les « enquêteurs » du PC avaient repéré sa page Facebook où elle apparaissait aux côtés de Michael Ignatieff ! D'autres étudiants ont été rejetés pour des raisons analogues.

Stephen Harper était déjà connu comme le pire « control freak » que l'on ait jamais vu à l'œuvre au Canada. Ses ministres sont muets, ses hauts fonctionnaires incapables de bouger sans autorisation du bureau du premier ministre, les informations les plus anodines sont diffusées au compte-gouttes après avoir été filtrées en haut lieu.

Ce comportement, incongru dans un pays démocratique, vient d'atteindre un sommet. Filtrer le public à la porte d'une assemblée publique ? C'est le comble de la paranoïa. M. Harper est-il si peu sûr de lui et si craintif de l'opinion qu'il lui faut faire campagne dans une bulle ?

Les journalistes ont tenté d'avoir des explications. Les réponses ont été soit évasives, soit carrément comiques. Un porte-parole a expliqué gravement qu'au PC, les assemblées sont plus surveillées parce qu'elles mettent en vedette un premier ministre. Allons donc !

J'ai vu tous les premiers ministres qui se sont succédé à Ottawa depuis Pierre Elliott Trudeau prendre la parole dans des assemblées partisanes, et ce, souvent dans des périodes bien plus « chaudes » qu'aujourd'hui. Aucun d'eux n'a ressenti le besoin de s'entourer de pareils barrages. Ils étaient capables de supporter l'idée qu'un quidam puisse les interpeller de la salle. Le quidam se faisait sortir manu militari et c'était tout.

M. Harper et son fidèle Dimitri Soudas ont tenté de nous faire croire que s'ils procèdent à des vérifications, c'est parce que les assemblées conservatrices sont si courues qu'il faut sélectionner les auditeurs.

« Mieux vaut refuser des gens que de ne pas être capable d'en attirer », s'est exclamé M. Harper. C'était une réponse indigne. Il y a de quoi se demander ce que donnerait un gouvernement majoritaire animé d'une pareille mentalité.

MÉFIANTS DU POUVOIR

La recette des bloquistes : nationalisme et scepticisme

JEAN-HERMAN GUAY

L'auteur est professeur de sciences politiques à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

Le discours du Bloc est marqué par un paradoxe fondamental : les Québécois auraient plus de pouvoir en étant dans l'opposition qu'en étant membres de l'équipe ministérielle. Les bloquistes prétendent qu'ils ont pu, depuis plus de 20 ans, défendre des dossiers, amender des projets ou bloquer des initiatives gouvernementales à partir des banquettes de l'opposition. Nous détenons le « vrai pouvoir », disent-ils.

Par-delà des cas avérés, ce discours est discordant par rapport aux finalités de la joute électorale : c'est le gagnant qui définit les politiques publiques ; c'est le gouvernement qui détient les véritables leviers du pouvoir. L'opposition piaffe d'impatience et attend son tour. Voilà pourquoi chaque parti rêve de gagner, les perdants jouant généralement un rôle secondaire. Bref, il n'y a pas égalité entre les 308 députés quant à la capacité d'influencer les décisions.

Le discours du Bloc est également paradoxal par rapport à ses propres actions : pourquoi donc Gilles Duceppe aurait-il eu l'étrange volonté d'appuyer les autres partis en 2004, comme en 2008, pour supporter une coalition dominée par Stephen Harper ou Stéphane Dion s'il est si « puissant » dans l'opposition ?

Depuis plusieurs années, ces paradoxes ne semblent cependant pas indisposer un grand nombre de Québécois, et ce malgré le fait que la souveraineté n'est plus dans les priorités de l'opinion publique.

Pour comprendre cet état d'esprit qui amène quatre Québécois sur dix à appuyer le Bloc, il faut bien sûr y voir une manifestation identitaire du Québec français. L'arc-en-ciel formé par les autonomistes et les souverainistes appuiera largement les candidats du Bloc.

Mais il y a un peu plus. Les paradoxes du Bloc sont tolérés parce que beaucoup d'électeurs du Bloc sont distants à l'endroit du « jeu » politique. La grande enquête électorale menée auprès de presque 3000 Canadiens lors des élections de 2008 nous instruit sur des différences significatives entre les votants pour le Bloc et ceux des autres formations.

PHOTO CHRISTINE MUSCHI, ARCHIVES REUTERS

Gilles Duceppe au cours des premiers jours de la campagne. Les paradoxes du Bloc sont tolérés parce que beaucoup d'électeurs du Bloc sont distants à l'endroit du « jeu » politique.

Ainsi, 51 % de ceux qui appuyaient le Bloc estiment que « tous les partis fédéraux sont essentiellement pareils ; on n'a pas vraiment de choix » ; cette opinion, bien que présente dans le reste du Canada, est moins prédominante puisqu'elle est partagée par 36 % des libéraux et 31 % des conservateurs.

Autre fait : 90 % des électeurs du Bloc estiment que les politiciens sont « prêts à mentir » pour gagner des votes ; chez les libéraux et les conservateurs, c'est 12 points de moins. Les bloquistes sont aussi plus nombreux à croire que les gouvernements « ne se soucient pas de ce que les gens pensent ». Plus révélateur du faible niveau d'intégration est la proportion d'électeurs du Bloc qui disent avoir déjà été membres d'un parti politique fédéral ; chez les bloquistes, c'est un sur dix ; chez les libéraux et les conservateurs, c'est le double.

Quand on met bout à bout ces différents éléments, il est manifeste que les bloquistes sont nombreux à se méfier de la logique du pouvoir. Le discours paradoxal du Bloc n'étonne alors que fort peu. Au contraire, il fait écho à cette distance institutionnelle ; il la réconforte. Ainsi, bon nombre de Québécois se sentent plus à l'aise dans l'opposition qu'au pouvoir, précisément parce que ce dernier serait « sale » ! Il vaut donc mieux l'éviter pour rester dans le discours d'opposition, de dénonciation et d'indignation.

Cette posture n'est pas illégitime. On oublie que le travail du député est basé sur quatre fonctions : celle de représentation, celle de surveillance, puis la fonction législative, et celle de légitimation. Les députés du Bloc se voueraient aux deux premières, estimant à l'instar de bon nombre de Québécois que les deux autres sont trompeuses.

Bon nombre de Québécois se sentent plus à l'aise dans l'opposition qu'au pouvoir, précisément parce que ce dernier serait « sale » !

Est-ce que cette posture paradoxale tiendra encore pendant 10 ans ? Difficile à imaginer. Si les conservateurs obtiennent une majorité, le Bloc aura moins d'impact sur le parquet du Parlement. Au fil du temps – et peut-être plus rapidement qu'on le croit –, plusieurs en viendront à s'interroger à nouveau sur l'utilité du Bloc. Quant au Canada anglais, quand il répétera « what does Quebec want ? », on pourra lui répondre simplement : d'abord du nationalisme, mais aussi une bonne dose de scepticisme.

Les Québécois préfèrent l'opposition

En s'excluant volontairement du pouvoir, ils ne veulent plus qu'on les blâme pour le favoritisme à Ottawa

DENIS SAINT-MARTIN

L'auteur est professeur titulaire de science politique à l'Université de Montréal.

La Presse a révélé jeudi que le NPD figure maintenant au deuxième rang derrière le Bloc dans les intentions de vote des Québécois. Cet appui est peut-être nouveau, mais il est le résultat d'une tendance déjà lourde dans l'opinion publique : les Québécois préfèrent appuyer des partis qui n'ont pas de chance de former le gouvernement. Ils aiment le statut d'opposition à Ottawa. Ils semblent accorder une plus grande confiance à leurs politiciens lorsqu'ils sont dans l'opposition, éloignés du pouvoir et de ses effets corrupteurs.

Trop longtemps, les deux grands partis fédéralistes ont fait croire aux électeurs québécois que leur statut de minorité au Canada leur imposait le devoir de voter du côté du pouvoir pour que le gouvernement fédéral soit plus sensible aux demandes de la province. Or, après 20 ans d'existence du Bloc québécois, force est d'admettre qu'être au gouvernement ou dans l'opposition n'a aucun effet direct sur la part que le Québec obtient de la « tarte » canadienne.

La théorie du vote du « bon bord » n'a pas servi à renforcer le Québec au Canada. Elle a plutôt institutionnalisé le « patronage » à Ottawa et accru le fossé entre les « deux solitudes », en donnant au Canada une image du Québec comme la province la « plus corrompue » au pays, comme le titrait le *Maclean's* à l'automne dernier.

En appuyant le Bloc et le NPD, les Québécois se donnent bonne conscience.

C'est précisément ce stéréotype qui vole en éclats avec l'appui majoritaire des Québécois au Bloc et au NPD. En s'excluant volontairement du pouvoir, les Québécois ne veulent plus qu'on les blâme pour le patronage à Ottawa. Le scandale des commandites et les travaux de la commission Gomery ont fait honte aux Québécois. C'est pour cette raison qu'ils ont retiré leur soutien au Parti libéral du Canada. Monsieur Ignatieff fait son possible, mais son parti est toujours au banc des punitions où l'opinion publique québécoise lui a ordonné de s'asseoir après le scandale des commandites.

En appuyant le Bloc et le NPD, les Québécois se donnent bonne conscience à Ottawa. Ils ne veulent plus être au gouvernement, mais préfèrent plutôt exercer la balance du pouvoir au Parlement. Ils préfèrent un gouvernement minoritaire dont ils sont exclus, mais qui peut être plus étroitement surveillé et contrôlé par les forces de l'opposition qui détiennent la balance du pouvoir au parlement. Le Parlement peut ainsi jouer plus activement son rôle de « chien de garde » du gouvernement et contrebalancer la centralisation du pouvoir au bureau du premier ministre.

Le Bloc peut bien se dire souverainiste, mais le cadre institutionnel et les normes dans lesquels il déploie son action à Ottawa font de lui un rouage essentiel au fédéralisme canadien. Quand il dit ne pas vouloir jouer la politique de la « terre brûlée », le Bloc affiche une position proche du fédéralisme qu'il serait grand temps d'éclaircir.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION 514.285.7000 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** 514.285.6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** 514.285.7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

C'est ça... La vraie vie!

DES RABAIS JUSQU'À **50%**

EN PLUS, NOUS PAYONS POUR VOUS L'ÉQUIVALENT DES **2 TAXES*** SUR LES ENSEMBLES DE JARDIN

CHAISE DE RÊVE

Chaise longue à ressort avec coussin, structure en acier

299.00 TAXES INCLUSES PRIX SUGG. 599.00

SAN ANDRES

Ensemble en aluminium à bandoulière, 4 chaises et 1 table ronde 42 po

349.00 TAXES INCLUSES PRIX SUGG. 559.00

BRUNELLO

Ensemble en aluminium et rotin synthétique, 4 chaises et 1 table 38 x 66 po

549.00 TAXES INCLUSES PRIX SUGG. 1029.00

LORRAINE

Ensemble en fonte d'aluminium avec coussins, 4 chaises et 1 table 48 po

999.00 TAXES INCLUSES PRIX SUGG. 1399.00

MONTMAGNY
DESSUS DE TABLE EN VERRE

Ensemble en galvalume à bandoulière, 4 chaises et 1 table 43 x 74 po

1099.00 TAXES INCLUSES PRIX SUGG. 1329.00

ORLANDO
DESSUS DE TABLE EN TECK

Ensemble en aluminium et rotin synthétique avec coussins, 4 chaises et 1 table 42 x 42 po

1399.00 TAXES INCLUSES PRIX SUGG. 1999.00

PHOENIX « DEEP SEATING »

Ensemble en aluminium et rotin synthétique avec coussins, 2 fauteuils, une causeuse et une table à café

1399.00 TAXES INCLUSES PRIX SUGG. 1639.00

WESTON

Ensemble en aluminium avec coussins, 4 chaises et 1 table 42 x 72 po

1699.00 TAXES INCLUSES PRIX SUGG. 2299.00

PARTICIPEZ À NOTRE CONCOURS

20e Anniversaire

CLUB PISCINE SUPER fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À www.clubpiscine.ca

COUREZ LA CHANCE DE GAGNER L'UN DES NOMBREUX PRIX TOTALISANT PLUS DE 150 000$

POUR OBTENIR TOUS LES DÉTAILS DU CONCOURS, INFORMEZ-VOUS EN MAGASIN OU CONSULTEZ NOTRE SITE INTERNET WWW.CLUBPISCINE.CA

*Nous payons pour vous l'équivalent de la TPS et de la TVQ sur les ensembles de jardin seulement. Cette promotion n'est pas applicable sur les balançoires, les gazébos, les pavillons de jardin. Ces promotions ne peuvent pas être jumelées à aucune autre promotion et sont valables jusqu'au 1er mai 2011 ou jusqu'à épuisement des stocks. Voir détails en magasin. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre et ne sont pas applicables dans les Centres de liquidation, voir détails en magasin. Photos à titre d'illustration seulement. Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.